

Crédit-Photo :
L'illustration de couverture
est l'œuvre de Denis Duclos

Sur la trace
de « vrais » progrès
humains

(Une recherche darwinienne
en culture de la parole)

Ouvrages récents du même auteur

Histoire de la parole (2016)

Culture humaine et société-monde (2015, 2018)

Ceci n'est pas l'humanité (2015, 2018)

La pluralité comme solution à la société-monde (2015)

Le principe « Pluralité » (2015)

Qu'est-ce qu'un Sujet Humain ? (2016)

La Rencontre (Comment le sujet humain et le collectif peuvent se tolérer pour épargner Gaïa) (2016)

L'avenir des Humains est-il prédictible ? (2016)

Après l'Amérique, l'Amivédique ! (La réciprocité au-delà du Tout politique) (2016, 2018)

La culture humaine comme catastrophe anthropologique (Critique radicale du sens commun, Esquisse d'une auto-guérison de la parole). (2018)

La haine de *tous* les Humains envers *tous* les Humains (enquête sur une énigme). (2019)

Denis Duclos

Sur la trace
de « vrais » progrès
humains

(Une recherche darwinienne
en culture de la parole)

Editions du Translatador

translatador@translatador.com

2019

1. La figure tutélaire de Darwin, protectrice trop ignorée des sciences de la culture

« Nous devons nous souvenir que le progrès n'est pas une règle invariable. »

Charles Darwin, *La Descendance de l'Homme et la sélection sexuelle*, C.Reinwald, Libraire-éditeur, Paris 1881

La mémoire de Charles Darwin a été défigurée par deux « scientismes » fallacieux : un « écologisme » fondé sur le polygénisme racialisé et eugéniste, mené par Ernst Haeckel (récusant d'ailleurs la thèse darwinienne de l'origine africaine de l'Homme qui est maintenant de mieux en mieux étayée), et un ultralibéralisme, conduit par la horde des « économistes » applaudis par la finance mondialisée (notamment Friedrich Von Hayek et Milton Friedman) ou par l'ordo-libéralisme germanique centré sur le rôle bénéfique de la concurrence décentralisée.

En réalité, ce grand esprit, érudit et inventif, mesuré et modeste, montre lui-même, dans le livre au titre d'abord traduit comme « la descendance de l'Homme »¹ combien est aléatoire, voire *peu prévisible*, l'imbrication de traits favorisant une espèce sur la longue durée, mais aussi combien est important le recours à des stratégies évolutionnaires *a priori* non utilitaristes et non agonistiques comme la beauté, l'empathie, la loyauté, la

¹« The Human descent » devait sérieusement se traduire par : « la lignée humaine dans l'évolution », ce qui est trop long. Mais « descent » implique bien cette idée en la résumant, ce qui est impossible dans la langue de Racine : « descendance » est faux, surtout si on positionne ce terme en visant les « races », et « filiation » ambigu. Les deux mots désignent d'ailleurs seulement l'avenir, et non le passé (représenté par « l'ascendance »).

symbiose, l'amitié ou l'alliance entre espèces, sans parler des mutations « neutres » du point de vue de la sélection naturelle, etc.²

Le problème que nous rencontrons tous avec Darwin, c'est que l'histoire humaine est si rapide en comparaison des rythmes majestueux de l'évolution, que nous éprouvons la plus grande difficulté à repérer des indices, des « brins » qui pourraient y valoir pour des amorces de positionnement évolutionnaire de notre espèce, en y comprenant le bouleversement démographique et technologique qu'elle impose à la vie terrestre.

Jusqu'ici, nous avons surtout tenté de montrer, de façon aussi solide que possible, qu'une grande partie des « progrès » ou des changements tenus pour tels par des élites enthousiastes et des peuples suivistes, n'est en réalité qu'une déviation de risque mortel à relativement brève échéance, un excès destructeur de toutes les lentes constructions du processus vital. Nous avons soutenu qu'il ne s'agissait pas seulement de privilèges dérobés à ceux qui viendraient trop tard dans la maîtrise des objets convoités, mais que ces derniers étaient eux-mêmes les moyens d'empoisonner plus ou moins lentement les consommateurs, y compris les plus riches, soit physiquement, soit mentalement, ou par la seule

²Certaines formules de Darwin, surtout utilisées à partir de citations d'auteurs de son époque, sont ambiguës, voire inadmissibles pour les critères moraux actuels. Notamment celles concernant la « rétrogradation » génétique de sociétés entières ou de l'humanité. J'ai choisi de ne pas les mettre en discussion ici, mais je maintiens que les « problèmes » soulevés par le savant ne sont jamais totalement réductibles à l'idéologie et mériteraient d'être affrontés raisonnablement, ne serait-ce que parce que l'extermination ou l'eugénisme technologique ont été -et demeurent- des abominations toujours tentantes pour des pouvoirs autoritaires.

abstention d'activités naturelles qu'ils évacuent, en prétendant nous libérer de contraintes obsolètes.

Nous renvoyons le lecteur à ces travaux. Mais ceux-ci ne seraient pas complets -au terme d'une carrière de plusieurs décennies consacrée à cette préoccupation- sans avoir prouvé qu'il n'existait *aucune* contre-tendance interne à la culture humaine, au sens où quelque chose y contribuerait malgré tout à une issue favorable, quand bien même nous ne souscrivions pas à l'envolée mystico-galactique d'un Pierre Teilhard de Chardin³.

Or, en relisant Darwin pour tenter d'établir une comparaison entre les « solutions » évolutionnaires très relativement négociées au cours de centaines de millions d'années, et les choix humains à l'échelle méta-historique, nous avons découvert -avec joie, faut-il le dire- qu'il existait *peut-être*, même sur quelques millénaires d'explosion culturelle humaine, des traces de trajectoires intéressantes dans l'optique d'une future survie de l'Humanité.

Nous consacrons donc ce livre à une tâche qui peut *enfin* sembler optimiste, bien que les éléments présentés soient discrets, disparates, parfois bien conjecturaux et peu déterminés. L'intérêt que nous voyons à ce travail réside surtout dans l'éclairage différent, inaccoutumé, que nous donnons à propos de la notion idéologique de « progrès », sans retomber, nous l'espérons, dans une idéalisation de vertus cachées ou providentielles. Le propos n'est pas de revenir par la bande au « narcissisme

³D'ailleurs pas nécessairement interprétable en termes optimistes pour notre avenir, si l'on s'en tient à la lecture qu'en propose le romancier de science-fiction Jean Michel Truong. D'après ce dernier, en effet, le « palier humain » est bref et laisse la place à l'ordinateur intelligent, véritable héritier de la « noosphère ».

d'espèce » qui nous a si longtemps caractérisés, peut-être comme instrument d'élites voulant apparaître aux masses comme finalement bénéfiques et fières de leur activité « au service de l'Homme »⁴.

Notre darwinisme est un peu particulier, avouons-le d'emblée, quoique pas plus infidèle que les autres à son objet de respect et d'admiration, et même, au fond, beaucoup moins⁵. Et ceci, en tout premier lieu, pour une raison presque triviale : il serait absurde de retenir le critère fondamental de l'évolutionnisme darwinien -la sélection naturelle, basée sur des mutations génétiques favorables, défavorables ou neutres- dans une tentative d'évaluation de la culture humaine⁶. En effet, quand bien

⁴ Il ne s'agit pas ici des instincts de survie, mais de l'idéalisation du processus de « civilisation » par les idéologues scientifiques, se considérant eux-mêmes au sommet de l'évolution humaine.

⁵ Il existe -et cela a été recensé par Patrick Tort (dans son monumental *La pensée hiérarchique et l'évolution*, Aubier-Montaigne, 1983)- de nombreux « grains » d'idées de Darwin avec lesquels l'honnête homme moderne serait en désaccord ou en discussion ouverte (par exemple sa note du *Voyage* sur l'égalitarisme des Fuégiens ou des Néo-Zélandais leur interdisant « le progrès » tant qu'ils ne connaissent pas de chefferie), comme avec bien des thèmes encore présents chez Hegel ou même Marx. En revanche, la conjecture de Darwin selon laquelle (en évoquant les gorilles) une trop grande « force » anatomique ou mentale aurait sans doute détourné nos ancêtres primates d'une vie sociale permettant de sortir de la forêt et de former de puissants groupes sociétaux, me semble toujours intéressante (sans tomber dans le biologisme nietzschéen critiquant la « faiblesse » voire la dégénérescence des grands collectifs sociétaux) . Encore faudrait-il justement démêler ce qui est entendu alors par « progrès », mais que nous pourrions reconnaître aujourd'hui plus précisément comme « renforcement de la puissance sociale humaine par la parole ».

⁶ Absurdité dans laquelle Stephen Dawkins n'a pas hésité à se lancer, en faisant du « même » l'équivalent culturel du « gène

même des traits culturels ont été « éliminés » tandis que d'autres fleurissaient, ce « tri » obéit à des lois différentes au moins sur trois points importants : extrême rapidité des « évolutions culturelles », tendance « agglutinante » de la culture humaine l'emportant sur la concurrence, tendance « absorbante » l'emportant sur la variabilité.

-La rapidité des mutations en jeu dans la culture est tellement plus importante que celles survenant dans l'évolution qu'elle crée un phénomène spécifique - l'histoire-, laquelle n'est pas une miniature de l'évolution, bien que l'on puisse légitimement les comparer, sans que cela puisse faire raison indubitable. Cette rapidité indique un caractère « explosif » de l'histoire au regard des autres phénomènes temporels, et incite désormais (au XXI^e siècle) à en considérer assez plausiblement la direction, alors que les espaces de temps gigantesques de l'évolution laissent le pronostic très conjectural, sans parler, évidemment, de la fatalité de l'extinction du soleil et de ses incidences prévisibles sur le système solaire... dans quelques milliards d'années !⁷

égoïste », ce qui implique une méconnaissance du *caractère unificateur et homogénéisant de toute culture parolière.*

⁷La raison nous conseille d'être indifférents à ces échelles de temps. Nous ne le pouvons pas, non parce que l'avenir le plus lointain serait préoccupant, mais plutôt parce que les milliards d'années *qui nous précèdent* forment l'intelligence qui nous a produit contre la thermodynamique, et que notre science de quelques siècles doit rester modeste par comparaison. Même l'ordinateur quantique le plus puissant, intégrant toutes les connaissances possibles, ne pourrait en déduire une conduite salvatrice de long terme pour notre espèce. Il lui manquerait des

-La culture humaine, *constituée par la parole*, comporte une tendance agglutinante, sociétalisante, qui interdit la séparation des Humains en espèces séparées et concurrentes, même si des « races » ou des phylums génétiques distincts ont pu se manifester « en surface »⁸. Il manque donc à la « lutte pour la vie » en société humaine planétaire une dimension décisive : celle opposant toutes les espèces pour chaque écosystème.

-Le trait culturel évincé peut être retrouvé et réutilisé. Ce qui n'est pas le cas pour un ensemble de gènes disparus. Sauf en passant par la culture humaine qui réussirait à les « réinventer » !⁹ Ce qui impliquerait de réinterpréter toute l'évolution végétale et animale comme une simple partie de l'histoire humaine universalisée, dans laquelle la concurrence interspécifique ne joue plus !

Notons que cet aspect renforce l'effet précédent, car, agissant seulement sur le matériel ou encore sur la vie, *la capacité rétroactive de la culture humaine tend à absorber tout le processus vital dans sa propre logique*, laquelle se subordonne aussi toutes les concurrences entre les groupes et entre les individus. La direction indiquée est donc une divergence radicale d'avec

milliards de milliards d'essais-erreurs correcteurs de trajectoires rapidement fatales.

⁸Le fait même que les « pseudo-darwinismes » racialistes aient été largement vaincus dans le domaine de la science mondiale est une sorte de « preuve » de la force presque incoercible de cette tendance. N'oublions pas qu'ils ne peuvent s'appuyer sur Darwin qui n'a de cesse, dans *La descendance de l'Homme*, de les combattre vigoureusement, comme par avance.

⁹Quoique Darwin contesterait ce point : il est fasciné, dans les lignées animales, par les effets de « retours » de traits apparemment disparus depuis longtemps.

l'évolution issue du libre jeu des mutations mettant leurs porteurs individuels en concurrence.

Malgré tout, la dimension de compétition entre des cultures ne peut être éliminée : ne serait-ce que parce que des choix différents étant faits entre structures symboliques par des cultures multiples, nombre de ces choix conduisent à des modes de vie peu durables, tandis que d'autres se révèlent plus robustes et plus extensibles. Cependant, ce raisonnement ne peut plus se soutenir lorsqu'une seule culture triomphe et s'inféode toutes les autres, cas d'ailleurs unique dans l'histoire des êtres vivants, mais qui est bien celui concernant l'humanité.

Si nous ne considérons le phénomène humain historial *que* selon des critères évolutionnaires, cette totalisation serait impensable en termes darwiniens pour ce qui concerne la prévision de sa destinée. Tout au plus, son extension explosive serait assimilable à une catastrophe populationnelle, puisque, comme l'avait prédit Malthus -que Darwin avait lu- plus vite les besoins nutritionnels sont comblés (grâce à la technique) et plus vite encore se reproduit la population, spécialement depuis que la mortalité infantile se trouve jugulée par les progrès médicaux.

Mais précisément, comme la trajectoire de la culture *s'éloigne* de la logique strictement reproductrice de l'espèce, cette dernière doit être jugée sur de tout autres critères que la seule sélection naturelle. En réalité, nous sommes conduits raisonnablement à définir « les vrais progrès » comme ceux qui : 1) conduisent à un équilibre prolongé entre la population et le reste de la nature, qui, en dernier recours, la fait vivre, quelles que soient l'intensité et la productivité du travail humain.

2) préservent ou augmentent des « qualités » individuelles et collectives, telles que l'espèce humaine ne soit pas victime de son propre « succès » en tant que survivante du massacre et du dépérissement des autres¹⁰.

Encore ces deux types de progrès doivent-ils découler d'une réflexion libre, au sens où aucune concurrence interspécifique ne peut plus servir de stimulant. Cette double caractéristique nous conduit à choisir des faits irréductibles à des augmentations brutes de la puissance d'agir, des modulations complexes, des capacités d'autocorrection, d'amendement, de rétroactions négatives (freinages) qui existent peu- dans la réactivité instinctuelle ou génétique aux trop fortes modifications des situations et des environnements.

Nous avons relu Darwin en ce sens, et, curieusement, cela fonctionne encore assez bien, malgré le fait que le célèbre naturaliste se saisit surtout de traits qui assurent un avantage adaptatif transitoire de notre espèce, du moins dans leur principe. Ce traits se présentent notamment comme des qualités individuelles disponibles pour la solidarité du groupe de proches et d'apparentés, aussi bien du côté des manifestations affectives positives (fraternité, tendresse, douceur, jeu, bonne humeur, altruisme, séduction « artistique »), que des capacités de résistance et de combat (contrôle des

¹⁰Et non comme ce qui permet la victoire de civilisations ou même de races sur d'autres, aspect qui préoccupe Darwin et ouvre la porte aux interprétations dangereuses du darwinisme, ceci malgré la tendresse du chercheur pour les animaux, et sa fermeté dans l'affirmation de la continuité entre civilisation humaine et animalité non parlante. Ou encore malgré ses audacieuses propositions de redécoupage épistémologique : pour lui, il y a bien moins de distance entre le primate et l'homme « civilisé », qu'entre le primate et les autres singes.

émotions, endurance, héroïsme) mis au service d'une loyauté sans faille, sans parler de l'intelligence instrumentale et manœuvrière, voire stratégique -que le langage symbolique améliore pour un collectif de parlants. Nous souscrivons à cette prise en compte qui permet de délinéer les ensembles de traits se dégageant des réactions plus « brutes » des animaux environnants, y compris des mammifères omnivores ou carnivores partageant nombre d'aspects de la vie avec eux : tels que la prise de contrôle progressif des catégories instituant les solidarités de masse sur les séquences instinctuelles violentes, souvent inadaptées aux situations complexes. Le développement (sinon l'apparition) d'une réflexivité, d'une capacité d'observation et de raisonnement, voire d'anticipation, etc. Ces éléments prendront le dessus chez *homo sapiens*, et de façon attisée chez « l'homme moderne », contemporain de l'émergence de la parole¹¹.

¹¹ Les angoisses actuelles sur l'avenir de l'Humain poussent maints journalistes au scientisme le plus désordonné, qui répète à l'envi que nos gènes entraîneraient nos neurones à l'erreur collective fatale. Un petit exemple : Dans le Monde du 8 Janvier 2020, Florence Rosier signe un article sur les « nouvelles propriétés électriques observées dans le cerveau » dont le premier paragraphe s'interroge ainsi : « D'où viennent nos capacités cognitives hors normes ? Pourquoi ce saut évolutif qui a longtemps semblé faire d'Homo Sapiens un animal à part - avec un effet pervers : n'en avons-nous pas tiré une forme d'hubris qui nous a poussés à piller sans remords notre planète ? » Je comprends l'inquiétude de cette dame, mais lui est-il vraiment impossible de penser que c'est, à l'inverse, la découverte de la parole qui a entraîné l'aptitude aux sauts métaphoriques à la fois merveilleux et dangereux ? Autrement dit, pourquoi le scientisme invétéré paraît-il incapable de saisir que des pratiques sociales sont causes de changements organiques, *avant* que l'inverse ne s'en suive ? Lui manque-t-il quelques-uns des neurones qu'il croit trouver dans le cerveau de ses contemporains ?

Mais cela nous pose aussi problème, car cette « émergence » n'implique pas en elle-même un progrès ultérieur interne à la culture, du moins si nous considérons que les déploiements qui lui sont imputables sont inclus dans le potentiel de départ, et n'en sont que la réalisation prévisible. Ainsi, dès que le dispositif de la parole fonctionne en utilisant le mécanisme du langage symbolique, il est prédictible que des groupes durables de solidarité organisée de plus en plus vastes pourront être formés. La « qualité » du petit singe héroïque cité par Darwin comme un ancêtre préférable à un humain lâche et hypocrite, va néanmoins se transmettre à l'homme, l'autorisant à des sacrifices et des efforts prodigieux pour le compte d'une « patrie », ou d'une « nation », d'une alliance mondiale, infiniment plus vaste et complexe qu'une bande, un clan ou une tribu. Or, c'est cette capacité de déploiement des qualités présentant un avantage adaptatif majeur qui devient source d'effets ambivalents, et parfois tragiques, comme des guerres tuant des dizaines de millions de personnes. Si nous voulons donc isoler des progrès internes à la culture, nous ne pouvons nous contenter de reconnaître les effets d'une constante culturelle d'origine (Temps 0 : entrée dans la parole). Nous devons plutôt rechercher comment, dans l'ensemble de ses changements historiques, la culture humaine est capable d'affiner le trait essentiel qu'est la parole *pour en rendre moins dangereux les paradoxes inhérents*.

Il ne faut pas ici s'arrêter outre mesure à Rousseau (et à la tradition politique qui le précède de Théodore de Bèze à Hobbes ou Locke, voire Spinoza), car l'opposition Nature-Société (ou Droit naturel/Contrat social) sur laquelle il s'appuie dénie par avance l'histoire

naturelle darwinienne. La juxtaposition nature/contrat-civil est en effet -Rousseau l'admet lui-même- un artifice conceptuel qui ne correspond plausiblement à rien ayant existé réellement. Or c'est là tout le problème, car supposant une primitivité heureuse, Rousseau s'avoue ne pas comprendre pourquoi les Humains ont choisi d'entrer en parole, et donc, pour lui, dans un processus de « milliers de siècles », de « peines inconcevables », ceci alors que « les hommes n'ayant nulle correspondance entre eux ni besoin d'en avoir, on ne conçoit ni la nécessité de cette invention, ni sa possibilité, si elle ne fut pas indispensable »¹².

Mais pour rendre évidente cette nécessité chez un être supposé heureux et nonchalant, naturellement isolé comme Adam au paradis, Rousseau est obligé de rapporter un besoin de rapprochement à des conditions écologiques difficiles. Il ne semble pas lui venir à l'esprit que ce dernier était *déjà* programmé par une évolution favorisant la survie des bandes aux nombres importants, puis celles, parmi les premières, qui surent -sans doute presque par hasard- engager réciproquement les individus et les collectifs dans l'activité symbolique. Autrement dit, sans la vision darwinienne d'une compétition féroce entre espèces proches, voire dans la même espèce entre groupes, on ne peut obtenir l'image pertinente d'une survie solidaire par la parole¹³.

¹²*Du Contrat social*, Ed. Garnier, p 51.

¹³Le parti-pris de Rousseau sur la guerre comme effet de la société et non sa cause est clair (*Que la guerre naît de l'Etat social*, Manuscrit de Neuchâtel.): « L'homme est naturellement pacifique et craintif, au moindre danger son mouvement est de fuir ». Or il s'agit toujours là de l'homme « individuel », isolé, solitaire, c'est-à-dire une abstraction qui n'a pas de consistance préhistorique ni

Mais on ne peut pas non plus l'obtenir si on ne fait pas l'hypothèse d'une parole qui *sépare* le groupe de ses ennemis avec une efficacité aussi grande qu'elle lie ses propres membres entre eux. C'est cette dialectique qui échappe à Rousseau et qui nous rend au fond impossible de revenir à son type de raisonnement par quête d'un « pacte implicite entre individus », peut-être déjà mieux approché par Hobbes, bien que toujours avec le handicap d'opposer la souveraineté collective au « loup » que serait l'individu pour l'autre, sans atteindre la conscience que ce n'est que dans une parfaite solidarité de meute que le loup peut aussi être prédateur pour d'autres.

Il faut *pouvoir penser que solidarité et individuation* sont les deux faces de la même médaille, la *subjectivation* à l'œuvre dans la parole constituant le groupe en tant qu'acte de participation. Il y a donc moins « perfectibilité » chez l'Humain, que basculement dans un pacte inconscient rendu effectif par le seul fait de parler entre membres. Ceci engendre un bouleversement culturel, peut-être le seul véritable, qui ne prend pas la forme rétroactive du « raisonnement » et de la constitution, bien que ces derniers existent aussi. Il

même primatologique, mais qui permet à Rousseau d'affirmer ensuite : « ce n'est qu'après avoir fait société avec quelque homme qu'il se détermine à en attaquer un autre. » Cette affirmation illusoire (et qui ne semble rien savoir de l'agressivité sociale chasseresse et guerrière des primates) se prolonge d'une autre sur l'abondance originelle : « L'homme, au fond, n'a nul rapport nécessaire avec ses semblables, il peut subsister sans leur concours dans toute la rigueur possible ». (*Le Contrat social*, Paris, Alcan 1896, 306-309.) Cette phrase, près de devenir absolument fausse aujourd'hui, l'a toujours été pour des régions ou des localités subissant des aléas climatiques, et pour des groupes de primates -ou d'humains- s'y trouvant immobilisés.

ne peut non plus progresser au sens d'une « histoire des langages » (dont Rousseau voit la difficulté), mais seulement revenir cycliquement, à des échelles différentes, à sa propre essence - découverte dès son activation dans le langage- *d'engagement performatif*.

C'est d'ailleurs pourquoi, il ne faut pas non plus réduire une théorie du progrès à la *civilisation* selon la méthode de Norbert Elias, sur laquelle, cependant, nous ne pouvons faire l'impasse. Pour cet historien des mœurs, le progrès consiste dans l'intériorisation par l'individu de normes policées (ou simplement « polies ») qui limitent de plus en plus la brutalité et la violence inhérentes à l'animal humain. Il en étudie le processus dans un segment de l'histoire occidentale : le passage du féodalisme à la monarchie absolue, en se focalisant sur « les manières de table » à la cour, ou sur les autres modifications de comportements qui conduisent le noble, fier de sa virilité guerrière, à l'obéissance aux règles de fonctionnement d'une classe « civilisée », marque d'une « curialisation » que les régimes suivants, impériaux ou républicains, ne feront au fond qu'augmenter, sans cesser pour autant de tenir les peuples sous leurs férules.

La discipline intériorisée dans les *habitus* (qui font, par exemple, renoncer aux règlements de compte privés, aux duels, aux guerres entre barons) est-elle pour autant un *paradigme* du progrès ? C'est vrai du point de vue du plus grand collectif, intéressé à l'ordre pacifique *dans* la société. Encore que, lorsque ce collectif doit se battre pour sa survie dans la guerre, il est difficile de se contenter de cette discipline « abstentionniste », alors qu'une résistance de libres partisans impliquerait de maintenir de grandes capacités d'initiative personnelle. On se rendra à cet argument, tout en soulignant que la

situation exigeant ces qualités est assez rare pour qu'on n'ait besoin d'y recourir que lors d'états d'exception.

En sommes-nous bien sûrs ? Pensons-nous que le gommage par la règle et la loi de toute capacité de réaction personnelle directe n'ait pas des effets pathogènes sur la vie quotidienne en temps de paix ?

N'est-elle pas au contraire pour quelque chose dans l'érosion de l'énergie de chacun dans le glacié des dépendances consuméristes insidieusement imposées, des assistanatés et des obéissances serviles ou contraintes du salariat ? L'évidence nous en frappe aujourd'hui, alors que Norbert Elias, dans l'entre-deux guerres, ne pouvait que l'entrevoir. Encore se trompait-il -on l'en excusera- sur le sens des montées de haine et de violence collective répandant leur lave brûlante à son époque : peut-être n'en retenait-il que le déchaînement des passions individuelles et pas l'uniforme noir ou feldgrau, le faisceau ou la croix gammée, ces appels à changer les foules en armées robotisées, dociles au service d'un tyran : le peuple *Total*. Vue sous cet angle, notre question devient plus subtile : le progrès « vrai » n'est-il pas à rechercher plutôt dans les stratégies et les dispositifs qui parviennent -assez longtemps- à préserver un équilibre entre la massification et la responsabilité des sujets humains, assujettis à la parole, c'est-à-dire sujets de parole échangée et donnée ? Nous voudrions proposer quelques exemples des résultats de cette quête, et des leçons que nous pourrions en tirer pour notre avenir¹⁴.

¹⁴ A la différence d'Yves Paccalet, dont le fameux pamphlet *L'humanité disparaîtra, bon débarras !*, (Arthaud, 2006) signale surtout (en dehors de justes aperçus de la prolétarianisation des Papous) la propension de l'auteur à passer d'un extrême optimisme à un pessimisme extrême, tendance humaine s'il en fût !

2. Traces de progrès fragiles

Il est sans objet de parler de *progrès* s'il ne s'agit pas d'une amélioration -ou à tout le moins d'une non dégradation- des conditions de la vie humaine et donc d'un abaissement chronique de la qualité de cette dernière. C'est cette non-détérioration qui est *aussi* visée par le souci de protéger la nature vivante dont l'humanité fait partie. Autrement dit, l'humanité elle-même est le seul objet réel du progrès, même si *le maintien de la nature vivante appartient à ce but*, qui n'apparaissait pas encore clairement -ou pas du tout- aux philosophes, de l'antiquité aux lumières et jusqu'à la modernité du XXe siècle tardif.

Comme l'a bien vu Niklas Luhman, le plus scientifique et le plus fou des sociologues -issu de la psychose allemande du XXe siècle- ceci ne tenait pas tant à l'insensibilité des Humains à la nature qu'à l'impossibilité où ils se trouvaient de construire leurs cultures parlées sur autre chose que sur l'échange de symbolisations de leurs intérêts mutuels vécus.

Dans la mesure où le maintien de l'ensemble de la nature vivante « hors humain » fait désormais entièrement partie de la question du soutien de l'humanité par elle-même, on ne peut dissocier des mesures tendant à la « croissance », de celles tendant à l'équilibre entre l'espèce et le reste de la vie et de ses moyens.

Cette non-dissociation autour de la notion d'un équilibre, implique, pour commencer que l'espèce elle-même ne soit atteinte ni par un excès vital (trop de reproduction) ni par une mortalité excessive. Tout se

passé donc d'abord entre naissance et mort, mais comme il s'agit de la naissance et de la mort de *personnes humaines*, ces événements sont toujours intégrés de façon centrale, cruciale, à la manière dont les Humains *se constituent réciproquement comme personnes*, à savoir comme *sujets de la parole*. Ce qui veut dire que ce ne sont jamais des faits seulement matériels, mais des réalités symboliques encore partagées massivement, pour autant que la personne même, sa subjectivité, est l'effet d'un acte de symbolisation, par lequel elle se retire dans un droit à l'indétermination mutuelle, droit absolu qui la soustrait aux « objets » du monde, tout en permettant aussi la catégorisation « par défaut » de ces objets.

C'est en effet parce que les Humains savent, depuis l'enfance (cet âge du « non-parlant » en train d'apprendre à parler), qu'ils ne doivent pas se préconcevoir ni se mesurer *a priori*, qu'ils savent aussi renvoyer l'expérience image-idée d'un objet à son absence concrète vers la catégorisation (l'universel)¹⁵ mais aussi son arbitraire. En ce sens, c'est l'objet qui est constitué « précacement » à l'image du sujet, et non l'inverse (comme dans la psychose et sa traduction politique autoritaire, ou évanescence telle la nuée, mais toujours sans sujets). Ce caractère de « devoir » est facilité par le fait que la parole usant de symboles, les mots sont toujours *insuffisants* à décrire intégralement le réel et que du silence, du non-dicible enveloppe et soutient toujours cette parole. Le devoir demeure alors, car cette défaillance salutaire de la parole n'est jamais

¹⁵Ce fait, relevant d'une constante culturelle, n'a, en revanche, pas été pensé par Luhman, qui avait probablement besoin de certitudes concrètes quant à ce qu'il nomme trivialement la « communication ».

admise sans problème. Au contraire, tout le phénomène du « désir » est issu du refus de l'insuffisance de la parole. Le désir, en lui-même ne peut être supprimé et se déplace entre les mots, *mais* nous « devons » accepter ce maintien, car nous « savons » par ailleurs que la folie nous attend lorsque nous prenons les mots pour des choses, et du même coup, que nous considérons nous-même et autrui comme des objets matériels, qu'ils soient consistants ou vaporeux.

La reconnaissance mutuelle comme sujets de la parole existe ainsi dans l'acte de parole même, en tant qu'il ne se dit pas lui-même et qu'il « implicite » du même coup la relativité des mots aux relations humaines qui les appellent. Et *cela* se suffit à soi-même, ce qui n'entraîne pas en soi trop de déséquilibre dans les relations entre parlants¹⁶. Du même coup, on peut supposer que la « pure » relation de parole exigeant le plus grand respect mutuel, l'optimum de ses capacités est atteint d'emblée et ne nécessite pas particulièrement de progrès, sinon le *retour* aussi fréquent que possible aux conditions les meilleures pour cette relation¹⁷.

¹⁶Ce que note déjà Darwin à sa façon : « Une association comprenant un grand nombre d'individus bien doués augmente rapidement et l'emporte sur les autres associations dont les membres sont moins bien doués, bien que chacun des individus qui composent la première n'acquière peut-être aucune supériorité sur les autres membres ». (Op. cit p 64).

¹⁷Pour Rousseau, l'homme sauvage idéalisé est heureux *tant qu'il ne parle pas*. Pour nous, anthropologues du XXI^e siècle, l'homme n'est heureux -tout en étant inquiet- que dans la confirmation réciproque de sa reconnaissance par autrui dans la parole, à savoir dans la liberté (l'indétermination) mutuellement accordée. Soit exactement *le contraire* de la société de bienfaisance mondiale gérée par ordinateur décrite par Ira Levin dans son livre terrifiant de

Mais il subsiste un problème : la parole tient des *discours*, à savoir des propositions d'objectivations de rapports, indispensables en sociétés nombreuses notamment, pour situer et concrétiser réciproquement l'acte de reconnaissance. Ainsi l'argent, après les rétributions en nature, est-il une tentative de reconnaître autrui en tendant vers une équité de la mesure de sa participation, et de ce fait, vers une égalité comptable. Mais comme aucune égalité comptable n'équivaudra jamais à une pleine reconnaissance mutuelle (celle de l'amour), le « toujours plus » tendra à s'y substituer, déséquilibrant les relations vers l'accaparement et l'accumulation à un pôle, la destitution et le dépouillement à l'autre. Nous sommes ici proches du constat de Hobbes, à ceci près que, pour sortir de cette spirale vicieuse, il n'est point besoin, *a priori* du moins, de créer la fiction régulatrice du Léviathan (l'Etat).

De manière voisine, Rousseau admet que nous « demandons toujours aux autres ce que nous sommes ». Mais il en déduit *l'inverse* de ce que nous en concluons : pour lui, tout ce que nous pouvons espérer de cela, c'est « un extérieur trompeur et frivole, de l'honneur sans vertu, de la raison sans sagesse et du plaisir sans bonheur »¹⁸. Or ceci est une phrase comportant une dose

prémonitions (*Un bonheur insoutenable*, 1969, réédition pour J'ai Lu, 2018)

¹⁸*Discours sur l'inégalité*, Garnier, p. 92, cité dans l'édition Aubier-Montaigne de 1943 *du Contrat Social*, avec les commentaires de Maurice Halbwachs. A noter que Rousseau oppose à cette « tragédie des opinions », une « liaison des parties qui constitue le tout » : le mot est lâché et Rousseau vient d'inventer le totalitarisme, dont Marx montera la machine pour le profit de Lénine, de Staline et de Mao Tsé Toung. Rousseau, dans sa

de psychose mélancolique, pour autant que ce soit bien parce que nous n'obtenons *pas* de réponse « fermée » à notre question sur notre « être », que nous jouissons comme sujets d'une liberté sublime. Nous ne vivons pas *dans* l'opinion des autres, système terrible, mais au contraire dans *l'absence relative d'opinion*, absence qui n'est jamais un vide ni un fantôme, mais un devoir pour chacun envers l'autrui avec qui je parle (et la confiance dans la réciproque). En réalité, dans la trouvaille de la parole comme acte implicite (et non comme contenu de discours), il faut et il suffit que les conditions de l'échange symbolique entre sujets soient au mieux respectées, et que l'échelle de l'équité (dépassant celle de l'amour réservé aux « prochains ») soit ramenée *au dessous* de la zone où elle devient « échelle de l'arnaque », de l'exploitation et de l'oppression.

Bien entendu, cette possibilité semble utopique lorsque les sociétés humaines sont très - voire trop-nombreuses. Cependant le seul fait qu'elle existe pour la théorie culturelle devrait nous inciter à un discours *moins pessimiste* que celui de Hobbes et de ses continuateurs. Cela revient à dire que, *si* nous sommes capables d'inventer et de faire perdurer les systèmes de relations facilitant le maintien de la parole comme *pacte d'indétermination mutuelle*, alors nous pouvons peut-être éviter les pires dérives concernant l'Humain, et par tant, la Nature.

Notre question se reformulera donc ainsi :

-concernant la vie de l'humanité à la surface de la planète et parmi les espèces vivantes,

psychose, n'a pas compris que les individus ne sont pas des parties ni des isolats, mais des « engagés réciproques de la parole ».

1) est-il possible de ramener les pratiques de la parole -et de ses discours- à un point où le respect intersubjectif est suffisant pour ne pas entraîner de dérive massive par les systèmes palliatifs spontanément déséquilibrants (comme la monnaie, la technologie de contrôle ou le pouvoir administratif) ?

2) Quelles devraient être les caractéristiques des dispositifs qui le permettraient et celles des conditions de leur maintien ?

Pour autant, nous avons presque défini un programme, dans lequel nous appelons « progrès » les améliorations ou maintiens de la relation entre sujets humains de la parole, ceci à propos des sociétés qu'ils forment et transforment dans leur lien avec la nature.

Nous proposons, pour esquisser une réflexion plus concrète sur tout cela, de suivre le plan suivant :

-Questions concernant la naissance et la sexualité, cruciales pour les conventions « identitaires » réglant les relations entre sujets, et en tant qu'elles déterminent aussi notre présence de population sur la planète.

-Questions concernant la mort, pour les mêmes raisons que le thème précédent.

-Questions concernant les équilibres économiques -de travail et de consommation-. Et leur relation avec l'écologie.

-Questions, enfin, concernant *la construction des communautés politiques, sociales et matérielles* qui permettraient au mieux de maintenir la trouvaille de la libre parole humaine sans subir trop durement ses dérives inévitables.

3. La régression comme progrès ?

« L'avenir, c'est défaire le monde et le refaire » proclamait en fin 2018 la publicité de la Société générale, idéologie de banquiers décidément incorrigibles, en une époque où l'ensemble des Humains sont si inquiets pour le *devenir* de leur monde fragile.

Nous désignerions plutôt l'avenir comme direction dans laquelle nous allons tout faire, au contraire, pour *protéger notre monde* en défaisant les actions néfastes que nous avons fait déferler sur lui depuis deux centaines d'années, afin de « rétablir » autant que possible les conditions de sa survie. Ce qui implique d'être capables *d'arrêter* de « défaire le monde », et donc de *revenir en arrière* sur ces actions *néfastes*.

L'aspect bénéfique de la régression est reconnu dans plusieurs domaines. On se demande bien pourquoi il serait si insupportable de régresser aussi dans notre histoire, surtout pour rechercher une bifurcation d'où nous pourrions repartir dans une direction nouvelle et plus viable. L'exploration archéologique ou historique du passé fascine par ses mystères dévoilés -ou déterrés- qui nous questionnent souvent sur les « erreurs » commises par nos prédécesseurs.

En marine à voile, il est bien connu que la voie la plus rapide pour aller au but est rarement la ligne droite, et qu'elle implique souvent, en tirant des bords, de « reculer » (dont on dit aussi en sport ou en stratégie, que c'est nécessaire pour « mieux sauter »). Les arts martiaux sont coutumiers des retraits qui reçoivent passivement l'énergie de l'ennemi pour l'entraîner à la défaite.

En psychologie, en psychanalyse, la régression vers des problématiques infantiles est souvent une nécessité

pour dénouer des complexes névrotiques et trouver une voie désencombrée. En voyage, savoir revenir en arrière pour trouver la petite route qu'on a dépassée sans la voir, ou simplement admirer un point de vue trop vite doublé est une preuve de sagesse et de liberté, un effort pour préférer la curiosité et l'aventure à la *routine* -bien nommée- : nous ne sommes plus « guindés » par l'effet-tunnel d'une trajectoire uniforme, tirés-poussés par la chaîne des semblables. Les responsables de la sécurité autoroutière s'échinent à nous convaincre de faire au moins des pauses.... afin de nous reposer, certes, mais aussi de considérer un lieu, des productions de terroir, de parler, de rencontrer, plutôt que de filer sans répit, en « courant après notre mort ».

Or, force est de constater que, s'il est admis que le retour, comme le biais, le contour, la spirale, etc. sont les figures d'une action plus subtile, il semble exister un tabou sur le « progrès » (et la croissance comme son signal le plus fidèle), comme si celui-ci ne pouvait connaître sans déchoir la moindre variation de trajet !

Tirons un exemple sensible de l'actualité : Cherif Chekatt, l'assassin de plusieurs personnes à Strasbourg, n'était pas seulement fiché « S », mais il était poursuivi par police et « services », qui venaient le chercher à domicile le matin même de l'attentat. En fouillant son logement, ils trouvent une grenade. Or le criminel, en prenant un taxi pour s'éloigner de Strasbourg évoque le fait qu'il dispose d'une grenade chez lui. Le chauffeur transmet l'information aux autorités, qui identifient le tueur, mais ne parviennent pas à arrêter. On peut déduire de cette information (lâchée par quelques grands médias mais peu reprise par la suite) que la rage meurtrière (et sans doute suicidaire aussi) a été *déclenchée* par la

situation de « cavale » chez cet habitué des condamnations diverses pour délits « classiques » (vols, déprédations, violences, typiques de la « caillera » mal intégrée, sans travail, etc.) en France et en Allemagne. *Autrement dit, c'est la procédure de surveillance elle-même qui a précipité et finalement déclenché une « fuite meurtrière » (spree killing, en Américain), ceci que « l'auteur » ait crié ou pas « Allahou Akbar » et que son acte ait été « revendiqué » ou non par un résidu d'EI.*

Or, outre les cinq morts et dix blessés, on aurait pu légitimement s'attendre à des risques accrus d'effets négatifs en cascade :1) une conviction plus affirmée dans les milieux « populistes » pour faire élire davantage de représentants du Front National. Lesquels, une fois en position de pouvoir accru, renchériraient sur la répression « au faciès » au détriment de l'intégration.

2) des mesures de fichage, de surveillance et de limitation des déplacements de Jeunes de milieux « sensibles », même « intégrés », lesquels en seraient d'autant plus ulcérés, et tentés par l'aventure mortelle, qu'ils aient ou non été préalablement « radicalisés ».

Ainsi, la visée sécuritaire aura-t-elle fini par compenser la destruction de DAECH et des soutiens financiers aux terroristes, par la simple continuation en ligne droite d'une tactique simpliste. *Ne croyons pas que ce soit un cas isolé* : il est probable, hélas, que nombre d'attentats -avérés ou dissimulés par la puissance publique sous des « accidents » (explosions, incendies, etc.)- doivent leur plus grande fréquence à une logique de défis entre criminels et institutions de « sûreté ».

Comme il suffit de la repérer pour admettre *l'inadéquation* de cette rigidité, on est conduit à la question : quelles sont les forces nous y poussant alors

que *l'intérêt général* serait de ramener l'élan collectif dans des cadres « modérables » ou modifiables selon la raison et la prudence, et selon les motivations liées à l'intelligence, l'audace, l'envie de connaître et de reconnaître ? Quelles sont donc ces forces qui tendent à nous fixer sur un rail *sans ralentissement possible* ?

Ce sont d'une part des tendances psychiques banales. Celles qui affirment la « maîtrise » arrogante, solitaire ou collective ; celles qui luttent contre l'angoisse du manque, de l'absence, ou simplement de la liberté impliquée par l'intersubjectivité en « précipitant » le sujet sur l'objet supposé résolutoire, gratifiant ou *comblant* de son désir. Nous ne voulons pas « toujours plus » (selon les moralistes François de Closets ou Dany-Robert Dufour), mais « agir », « parvenir », « arriver », « obtenir », « réaliser », « accomplir ». Nous sommes déjà arrivés en esprit, ce qui exacerbe une frustration de ne pas l'être encore en réalité. Or, cette impatience est une incidence de la culture parolière (procédant pas « catégories », effets de « tout ou rien »)¹⁹ que les sages tutélaires ont eu de grandes difficultés à soigner.

D'autre part, des forces sociales distinctes et disparates mais convergentes dans leur soutien commun à ces tendances psychiques se tendent sans trêve vers l'assouvissement, *la jouissance de la catégorie*. Elles sont connues. Passées et présentes, elles sont portées par les Humains les exploitant chez autrui : à savoir les vendeurs d'objets, organisés en puissances combinées et collectives, capables d'influer sur les modes d'existence, les achats, les pensées de nombreuses personnes, ceci à peu de frais, car il leur suffit de conforter nos penchants

¹⁹Rappelons que le mot grec *categoria* signifie « condamnation ».

en réponse à des angoisses universelles parce qu'associées à nos statuts de sujets de la parole (et donc du *consentement angoissant à l'indétermination*). Ces forces sont religieuses et marchandes. Elles sont aussi politico-administratives, pour autant que l'Etat est un imaginaire de l'unité et de l'ordre collectifs, fonction rassurante s'il en est, à la base de notre mise en dépendance docile, au nom de la légitimité démocratique (qui n'est, pour l'essentiel, qu'un prétexte).

Qu'est-ce que l'Etat ? La condition de l'ordre ? La seule organisation rationnelle possible de la société de masse ? C'est d'abord la présence de catégories autoritaires persistant *entre* les Humains et toute action, et marquant souverainement l'interdit ou l'obligation de celle-ci. L'Etat, *c'est d'abord la satisfaction de la catégorie par ses agents autorisés*. C'est la suffisance instituée par la légitimité, derrière laquelle s'abrite l'irresponsabilité, justifiée toujours après coup. Un exemple parmi d'autres : que l'Etat soit pratiquement partout présent dans le financement, le fonctionnement et la maintenance des réseaux de déplacement ainsi que la codification de leur usage (et même s'il en concède de plus en plus souvent la gestion à des organismes « privés ») est significatif. En nous rendant rapidement d'un endroit à un autre, nous jouissons de notre puissance de réalisation, mais nous la partageons avec celle d'un Etat qui a rendu possible son actualisation « pour tous ». Le « moi » individuel, « privé » et celui de l'Etat-Nation s'accordent sur les mêmes fantasmes, la même esthétique de l'ordre lisse, mais la satisfaction que l'Etat en tire est centrée par le réglage autoritaire des conditions de la circulation et de la conduite. Il jouit de croire et faire croire (et souvent sans contestation

possible) que la vie de déplacements physiques est impossible sans l'entremise de la loi de règlement. Et jouit encore davantage de pouvoir finalement interdire cette vie, au moins comme menace permanente. Tandis que le plaisir direct du mouvement finit par se constituer de *l'autorisation de vivre, et comme participation à la satisfaction de l'Etat. Ne lui rendons-nous pas grâce de notre liberté d'aller et venir?* Quelle étrange *intériorisation* d'une cause étrangère à nos capacités naturelles ! Or il existe des multitudes d'arrangements quotidiens qui ne sont dus qu'à l'aisance intelligente des gens se côtoyant et en prévoyant les risques ; de nombreux procédés techniques *existant avec ou sans* l'Etat, et dont l'effet sur la sécurité routière -par exemple- est avéré : ainsi des ronds-points -ensuite si symboliquement occupés- ont été pour 80% dans la baisse bi-décennale drastique des accidents mortels, tandis que le radar -cette procédure infantilissante d'espionnage étatique - n'a apporté qu'une sûreté additionnelle négligeable.

C'est pourtant en partie à cause de notre participation à la *jouissance d'Etat* (et à celle du grand carrousel qu'il autorise et qu'on appelle « marché »), que, lorsque le fonctionnement réglé paraît mis à mal par des restrictions, l'angoisse sociale fait un bond, conduisant à des révoltes, des désordres, des colères, des massacres souvent sans proportion avec la hausse du prix du pétrole ou celle de la farine²⁰. Nous sommes non seulement

²⁰Cette dernière fut, certes, à l'origine de la révolution française, mais aussi, plus récemment, à celle des « printemps arabes » lesquels mutèrent automatiquement en enragement des jeunesses urbaines défavorisées, les métamorphosant en hordes de Daesh ou autres groupes hyper-violents supposés plus islamiques que l'islam.

frustrés de quelques moyens, mais embarrassés dans nos parcours assimilés à des victoires quotidiennes calculées en kilomètres, en péages, en litres de carburant, et surtout en objectifs atteints et « dépassés » en direction des suivants, *mais aussi* en points de permis acquis, conservés ou en bonus.

C'est pourquoi il nous est ordinairement difficile d'opter pour des propositions de solutions qui ne passent pas par la sanction sadomasochiste érigeant le fonctionnaire en arbitre central, en maître (et surtout en maîtresse Marianne) du jeu de société. Alors même qu'il suffit le plus souvent de retrouver la joie directe et ouverte de la rencontre, de l'échange de paroles vives entre parties prenantes pour trouver une solution pratique magique à l'avantage de tout le monde (sauf de notre désir d'infantilisation en quête d'une salle de classe strictement dessinée et élégamment dirigée par une Kapo en uniforme masculin de toute nuance de gris que vous voudrez !.) Cette vérité pourtant à peine cachée à fleur de paysage bétonné n'est pas agréable pour nos *ego*, et n'est guère recevable dans notre fonctionnement « de masse ». Il se peut même qu'elle en exaspère plus d'un. Tant pis : c'est le prix ordinaire à payer pour envisager une possible sédation de nos emportements collectifs. Et donc un « vrai » progrès sur cette plage d'actions quotidiennes qu'est devenue la circulation comme « preuve » de *notre nature étatique*. Notamment, tout ce qui facilitera l'auto-organisation et écartera le téléguidage généralisé, ses marquages au sol, ses rampes de métal, ses signalisations visuelles et auditives, ses

(À noter que les uns et les autres exprimaient un fort penchant pour la décapitation).

surveillances toujours accrues²¹, etc. La *route* (physique et virtuelle) devrait cesser d'être le jouet des professionnels sadiques de l'accès public direct aux intimités, et de la manipulation de masse. De ceux qui croient que les gens en déplacement sont des rats d'un immense laboratoire d'asphalte, mais aussi désormais de fibre optique, partie prenante d'un gigantesque laboratoire de laboratoires, d'écoles, de diplômes, de décorations, de fonctions, de grades, de missions, de cadres, de hiérarchies, de générations, de corps d'armées civiles ou militaires, etc.²²

Ceci entendu, il est clair que seules certaines régressions peuvent prétendre au rôle enviable de moyens d'un tel progrès. Lesquelles ? La principale, c'est l'ensemble de mesures tendant à *relever la confiance mutuelle directe entre les sujets de la parole*, ce qui revient à insister sur le terme « liberté » de notre fronton républicain, au détriment du fatras de mesures « sécuritaires », de contrôles, de prélèvements automatiques, de signalements identitaires pour toutes les actions (prendre un train, retirer de l'argent, acheter, épargner, etc.), de passages obligatoires, de contrôles intrusifs ou non, etc. Il y a là un immense terrain de

²¹ Bientôt la lecture directe du nombre de passagers et du port de la ceinture.

²² Ce qui ne veut pas dire que le « bon fonctionnement » d'aménités publiques doive être honni : au contraire. Prenons l'exemple du RER dont certaines lignes sont fréquemment en panne -et pas seulement lors de grèves-, et cela depuis des dizaines d'années. Cette dysfonction chronique demeure énigmatique si l'on ne souscrit pas à l'hypothèse, certes étrange, selon laquelle elle possède en réalité une fonction éminente : faire constamment valoir la nécessité d'un pouvoir hiérarchique d'intervention et de correction.

soustraction de pouvoirs exorbitants, désormais acceptés ou tolérés, voire insus. Un retour donc, à une situation qui ne les autorisait pas, moins parce qu'elle se tenait sur des principes clairs, que par inexistence des moyens techniques de l'intrusion générale (en train de s'avancer vers la pénétration du cerveau, pour la joie des enfants, toujours enthousiasmés par les « super-pouvoirs ».) et des adultes infantiles, toujours tendus vers la conquête et le contrôle de territoires encore non « maîtrisés ».

Histoires de régressions positives

Des auteurs reconnus (comme le professeur James C. Scott à Yale, Jean Paul Demoule en France, de nombreux autres) ont eu à se battre pendant de longues périodes pour faire enfin reconnaître -dans les corporations incroyablement idéologisées d'historiens, d'archéologues et d'anthropologues- que l'ensemble du « grand récit de la civilisation » régnant dans le monde entier sur les sciences humaines reposait sur des bases complètement faussées²³. Non, ce n'est pas la « rationalité », ni la « science » qui nous disent que le mouvement de l'histoire humaine est celui d'une émergence progressive de la barbarie et du « primiti-

²³ Scott le montre aussi excellemment pour la « Zomia », l'immense enchevêtrement de collines tropicales servant de piémonts de l'Himalaya, où vivent des centaines de peuples supposés « primitifs », mais qui, pour la quasi-totalité, sont issus de la fuite hors de portée des « Etats-Rizières » qui les réduisaient systématiquement à une forme ou une autre d'esclavage, tradition maintenue par les diverses juntes militaires et autres organisations nationales autoritaires, à commencer par les Han chinois. (James C. Scott, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné. Une histoire anarchiste des hautes terres d'Asie du Sud-Est*, Seuil, 2013 (2009).

visme » *via* les structures massives que sont les villes et les empires. C'est l'idéologie triomphaliste déjà séculaire où baignent encore la plupart des intellectuels, pour la plus grande satisfaction de leurs maîtres, tenants des *pouvoirs centralisés, privés et publics*. Tout cela d'ailleurs sans effort particulier d'influence autoritaire de ces derniers sur les Universitaires, et par le seul effet d'inertie d'une société de masse sur chacun de ses membres et sur ses minorités « pensantes ».

Déjà se souvient-on de la surdité qui caractérisait ces milieux quand Régine Pernoud appelait à « en finir avec le Moyen Âge », ce millénaire riche d'aventures multiples et si mal nommé, comme s'il s'agissait d'une simple solution de continuité entre deux impérialités magnifiques (et néanmoins esclavagistes pour les deux !). On se souvient aussi de la haine d'un Fernand Braudel, si talentueux par ailleurs, envers toute tentative de penser l'Histoire au travers de cycles. Mais il a fallu encore bien des décennies pour que commence à se répandre (sous les coups de l'inquiétude climatique, sans doute) la rumeur selon laquelle les périodes « obscures » ou « sombres » entre les âges impériaux ou urbains depuis plusieurs millénaires étaient probablement bien plus agréables à vivre que sous la férule tatillonne d'Etats les écrasant sous la fiscalité et le surtravail.

Ou encore que l'opposition « Barbares »/ « Civilisés » cache simplement *un partage du travail de domination des peuples cherchant à exister sans Etat*, les premiers servant de fournisseurs de main-d'œuvre apeurée aux seconds, et ces derniers utilisant aussi les premiers comme supplétifs ou polices armées. L'alternance constatée par les archéologues (désormais munis de moyens d'appréhension de traces humaines moins

monumentales que celles fascinant leurs prédécesseurs) entre phases centralisées et décentralisées des relations sociales et commerciales, et cela depuis dix ou douze mille ans, ne peut plus être niée, ni ramenée à une succession d'effondrements de la civilité et de la culture. Ce n'est parce qu'on ne vit pas au pied de ziggurats ou de palais géants qu'on est dépourvu de culture raffinée, de mœurs élaborées, d'expérience et de mémoire raisonnables et transmissibles, ni surtout d'un bonheur relatif favorisant la longévité, voire l'intelligence.

Les travaux de J.C. Scott sur la « domestication »²⁴ rappellent que celle-ci a eu des effets dégénératifs sur la santé et l'intelligence animales. Ils rejoignent les constats précoces (de Broca ou Darwin), renouvelés depuis, sur la diminution considérable de la capacité endocrânienne des Humains, précisément à partir du Néolithique « urbain ». S'y ajoutent des preuves d'une explosion récurrente d'épidémies dans les zones contrôlées par les premiers Etats (comme en Mésopotamie), ceci sous-tendu par une santé plus faible, une taille plus petite et des capacités musculaires et osseuses moins bonnes que celles de leurs homologues « cueilleurs-chasseurs » (toujours aussi agriculteurs, mais sans forçage vers l'obsession céréalière, fondement du pouvoir de contrôle). Bref, nous sommes mieux armés pour admettre que, si progrès il y a, c'est surtout parce que les Humains savent résister aux pouvoirs centraux et s'y soustraire pour de longues durées, même s'ils ne savent pas toujours empêcher leur retour.

²⁴ *Homo domesticus. Une histoire profonde des premiers États*, La Découverte, 2019, 302 pages. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Marc Saint-Upéry. Préface de Jean-Paul Demoule.

Dès lors, si nous ne pouvons toujours pas déterminer en quoi l'augmentation de la puissance financière et technologique est *finalement* un progrès libérateur et non pas une orientation suicidaire de notre espèce, nous pouvons à tout le moins assumer sans complexe que les réactions et résiliences qui s'opposent au fil des temps à sa tendance écrasante et autophagique sont certainement un aspect irremplaçable de sa soutenabilité.

Ce qui, à l'âge de la mondialisation techno-économique, nous renforce dans la légitimité actuelle d'un choix métapolitique. Nous devons, en tant que société mondiale représentant l'humanité, nous décider : plaçons-nous la liberté au dessus de la normopathie orwellienne, quels qu'en soient les risques (en grande partie imaginaires, et donc, au fond, toujours indéterminables) ? La régression à une moindre puissance de contrôle s'accompagnerait d'un progrès dans l'assomption d'un principe légitimant le choix de cette moindre puissance, et dans l'abandon de l'angoisse et de la peur comme guides suprêmes. Cette « régression progressiste » si urgente, nous devons l'envisager dans la trame de notre vie collective et personnelle, dans tous les fils intriqués qui a formé peu à peu une structure si solide et si universelle que nous semblons terrorisés à l'idée d'en toucher ou d'en couper un seul lien.

Il faut pourtant bien commencer quelque part, et pour cela au moins tenter d'imaginer une stratégie chirurgicale qui ne soit pas pire que la maladie. Il nous faut, inévitablement, tracer une carte en relief du problème. Voici une formulation qui guidera nos pas dans ce désert de solutions, si dense de problèmes insolubles : *en tant que masse qui représente abusivement pour nous le collectif, nous désirons abolir à terme toute différence*

entre les individus, de telle façon que « l'homme total », unique, unaire, unitaire, unicitaire se saisisse lui-même et se fige dans une certitude terminale²⁵. Ce vouloir est dément. Le progrès véritable n'a donc qu'un but : *ralentir cette dérive folle*, ou la faire « atterrir » en douceur, avant qu'elle s'invente les boucs-émissaires à exterminer en masse, pour parvenir à sa *fin*.

A quoi reconnaître ce vouloir intense et continu qui est la vraie malédiction de l'époque (comme des précédentes ?) -A ce qu'il prétend « défaire » tout ce qui nous maintient dans un état de « non-transparence » et de « non-continuité » empêchant de réduire, de détruire, d'araser tous les modes traditionnels de solidarités familiales, locales, amicales, de choix réciproques, de marchés locaux, de travaux et de territoires autonomes, d'échanges directs -sur des ronds-points ou ailleurs- et de revenus incontrôlables hiérarchiquement, de fiertés individuelles et de groupes non subordonnables à des « droits universels », ces derniers étant assimilés à la légitimation de contraintes et de recours à la force..

-A ce qu'il progresse rapidement vers l'intrusion dans la quotidienneté diurne et nocturne de TOUS les Humains, par le pouvoir exorbitant de l'informatique et bientôt dans les cerveaux dont on aura su décrypter les influx et du coup, les « discours intérieurs », aussitôt

²⁵Ce qui n'est pas tout à fait réductible à l'envie d'être éternel selon Frère Dany-Robert, et au refus subséquent de la mort, car selon moi, soussigné Frère Denis, l'angoisse ne vise pas tant cette absence définitive que l'incertitude que nous nous attribuons réciproquement comme garante de notre liberté de parler. Mais bon, entre ordres mendiants prophétiques mais résolument laïques, nous pouvons négocier la vérité de la fin du monde, n'est-ce pas ? , un peu comme Sean Connery et son disciple dans *le Nom de la Rose*....

connectés à la grande machinerie du renseignement, appelée à devenir une sorte de STASI mondialisée²⁶.

-A ce qu'il cherche à pénétrer les corps mais aussi les potentiels génétiques de telle façon que l'eugénisme devienne la règle, et que la reproduction humaine soit remise à la technostructure étatique, puis universelle.

-A ce que la gestion de la vie et de la mort, du travail et du loisir, de l'habitat et de la production, de l'existence humaine, soit laissée à la gestocratie mondiale comme unique instance légitime, coextensive à l'espèce humaine et finalement autoréférente.

C'est en observant ce « devenir », quasi-assuré en tant que pente de la parole se détruisant dans son propre discours homogénéisant, que nous pouvons disposer d'une grille de lecture fiable du sens réel des évolutions et « réformes » exigées par le système-monde, cette grosse bête organique que nous nommerons ici le « Poutecharma »²⁷. C'est seulement en désignant le point focal où se rejoignent potentiellement les lignes passionnelles du grand nombre humain habitées par la même force de l'angoisse, que nous pourrons ensuite, en les remontant une à une, mieux interpréter leurs états actuels et la direction de leurs mouvements réciproques, souvent non explicitement liés entre eux.

²⁶ On ne saurait trop conseiller aux négateurs de cette actualité la lecture d'un ouvrage d'Edward Snowden, ex-employé de la NSA.

²⁷ Néologisme aussi affreux que le monstre qu'il désigne : POU(voir), TECH(nologie), AR(gent), MA(sse), et dont la plus géniale incarnation fut produite par Jean-Claude Mézières et Pierre Christin, les auteurs de la BD *Les oiseaux du Maître*, l'un des meilleurs épisodes des aventures galactiques de Laureline et Valérian ! (Voir plus loin, une définition plus précise de cet organisme apparenté, au plan collectif, à un cancer métastatique).

4. Le scandale de la sexualité et sa stabilisation

Nos prolégomènes sur des progrès par le détour s'appliquent en premier lieu à l'affaire dont dépend plus que tout notre avenir comme espèce : le sexe. C'est à la fois l'urgence la plus grande et la difficulté la plus retorse, car rien n'est plus facile aux forces d'accélération qui fascinent notre société-monde que de crier « haro » sur le baudet du conservatisme, de la réaction, de l'ignorantisme, en disposant pour cela d'une grande partie des moyens d'orienter l'opinion des multitudes.

Développer un discours articulé, tranquille et « positif » au milieu des hurlements indignés ou des ricanements n'est jamais aisé. Il est très possible que ce soient les dernières tentatives d'une posture « raisonnable » avant la catastrophe attendue, presque désirée. Il faut néanmoins en tenter -courageusement ?- l'expression, ne serait-ce que s'il existe la plus petite chance d'être entendus.

Les deux chapitres qui suivent sont conçus comme la traversée la plus périlleuse de notre propos : ils portent sur le sexe et la parenté en société mondialisée. C'est-à-dire sur les questions où « se taire » en dehors des poncifs médiatiques est déjà devenu la norme pour la majorité des personnes, surtout dans les pays supposés « développés ». Dans les autres, la norme de soumission n'a jamais été allégée. Elle arrive droit du passé, et ne représente en rien une alternative, car elle est simplement l'effet de structures plus anciennes et plus ou moins figées, dont la destinée est de parvenir avec retard aux mêmes effets (à partir de causes similaires, mais décalées dans le temps).

Nous devons ici présenter le point de vue qui organise tout notre propos : il s'agit bien de tenir le plus grand compte de la situation nouvelle -et extraordinaire- qui est désormais celle de notre espèce : une unification sociétale quasi-complète, même si des strates plus ou moins « englouties » y persistent. Cela veut dire que, si des détours, contours, régressions, ralentissements, recompositions, etc. doivent être envisagés, ce ne sera jamais en tentant *d'abolir le fait de cette étape de la mondialisation*, bien au delà de l'économie. Au contraire, nous devons *partir de sa réalité* de plus en plus prégnante et universelle pour y enchâsser la construction de communautés protectrices de la vie, à commencer par les institutions chargées de continuer la culture humaine en lien avec la nature.

Nous sommes donc obligés de définir d'avance les éléments que nous pensons indispensables à cette continuation dans les conditions présentes, et, par conséquent, ceux qui, s'y opposant ou visant leur destruction, doivent être considérés comme hostiles à l'humanité en devenir.

Il est assez facile de procéder à cette exposition, malgré le brouhaha qui enveloppe ces faits dans ce qu'on nomme fallacieusement l'actualité, mais qui n'est que le déroulement des événements dont l'accumulation construit et détruit notre monde. Voici quelques principes directeurs que nous détaillerons ensuite.

1) L'humanité est une espèce dont les individus portent la sexuation, et tout mouvement de masse (soutenu par les pouvoirs, la technologie et l'argent) qui tendrait à détruire cette sexuation individuée (notamment pour obtenir une similarité plus grande des personnes) est dangereux pour cette espèce et pour le monde naturel

qui l'a produite et l'entretient. Ce mouvement, appuyé par des tendances sociobiologiques s'exprimant dans l'unification sociétale globale, *existe* ; il comporte des variantes, des avant- et des arrière-gardes, lesquelles s'y rattachent en fin de compte, qu'elles en soient ou non conscientes.

2) Il importe, pour éviter l'irréversibilité d'une transformation de l'espèce humaine en un bloc « eusocial »²⁸ désexualisé et aux individus réduits à des singularités misérablement isolées en son sein, d'en faire grandir la conscience, en montrant comment s'y rattachent de nombreux événements en cours. Il importe que la perception de cette tendance puisse grandir parmi les multitudes, et être évaluée parmi d'autres phénomènes connexes (comme l'évolution des idées sur « les genres » -distincts du sexe-, et sur les relations de parenté).

3) Il importe que les relations entre cette tendance et des possibilités soutenables ou positives soient clairement exposées avant d'engager l'humanité dans une direction fatale de plus en plus difficile à corriger.

Sexualité

Je défendrai ici, contre les « majorités » passives, molles et ignorantes se dessinant aujourd'hui sous l'égide de la technobureaucratie mondiale alléchée par le marché potentiel de « l'assistance », *un point de vue « sexiste »*, en un sens délimité dont j'endurerais mal une déformation subreptice : ce n'est *certainement pas* un

²⁸ Une espèce « eusociale » est caractérisée par la tendance de la société à y devenir *le seul véritable organisme* (comme chez les fourmis ou les abeilles).

encouragement à l'inégalité entre hommes et femmes et cela dans aucun domaine, *mais au contraire une volonté de reconnaître le partage sexuel de l'humanité et le droit à sa symbolisation comme fondement même d'un droit individuel universel concret, opposé à une définition éthérée, abstraite et finalement déssexualisée de la personne humaine.* Il ne s'agit pas ici de « genre », ni d'orientation » qui sont des catégories idéologiques et variables²⁹, presque infiniment manipulables, là où *le sexe possède un élément de résistance quasi-absolue.* La reconnaissance du sexe n'est essentielle pour toute subjectivité humaine que pour *une seule raison de base : elle est seule à garantir que ce sont les individus, hommes et femmes héritiers en cela de la nature, et non*

²⁹ La philosophe américaine Judith Butler a reconstruit la catégorie de « genre » (masculin, féminin), à partir d'une interprétation des concepts de « performativité » (austrienne) et de « sujet » (lacanien). Hélas, *elle les a très mal compris*, ce qui a entraîné une confusion totale dont a profité une mouvance aux objectifs trop clairs : adapter la sexualité à la technostucture. Pour faire bref : le « performatif » ne concerne *pas* les discours (comme ceux qui *signifient des attributs culturels* dominants du sexe) mais le seul fait de parler, *quoi que l'on dise.* Le sujet de la parole (le seul sujet) n'est donc pas celui qui « construit » le genre à sa façon (qui devient vite celle de personnages sociaux), mais celui qui, pour parler (symboliser librement), aura à subir d'un côté le « réel persistant » du *sexe*, et de l'autre l'imaginaire effusif du *genre.* *Ramener le sexe au genre, c'est ignorer à la fois le réel et le symbolique.* Le résultat en est catastrophique à terme, car il est beaucoup plus aisé pour des autorités d'imposer un « sens » étroit à un attribut de personnage social qu'au réel qui se perd dans l'histoire naturelle. Le risque non vu par J. Butler, c'est le destin totalitaire de la catégorie construite (genre ou orientation), alors que *le réel du sexe demeurera toujours impossible à cerner complètement.* Comme souvent, le volontarisme technophilique américain a réussi à casser une sagesse ancestrale qui aurait dû spécialement protéger Mme Butler.

les institutions sociétales bureaucratiques ou technologiques, qui resteront maîtres de la reproduction de leur propre espèce.

Toutes les autres raisons peuvent être contestées, mais mettre en cause celle-ci revient, qu'on veuille le savoir ou pas, à s'abandonner à plus ou moins longue échéance à la « fabrication des générations à venir *par* le collectif sociétal au pouvoir, retirant aux personnes le dernier territoire de souveraineté que la nature leur a confié : *leur choix d'un accouplement fécond et de ses conséquences.*

J'observe qu'il n'existe, dans les pays occidentaux, *qu'un seul sujet* qui contraint aujourd'hui d'importantes minorités -voire des majorités souterraines- à *se taire*. Non, ce n'est pas l'environnement qui, certes, gêne des gens attachés au mode de consommation, et les oblige à se départir d'un « climatoscepticisme » affiché encore hier avec assurance. Ils comptent, pour s'exprimer, sur la tacite mais efficace complicité de grands nombres devant seulement *continuer* d'aller au travail en voiture !³⁰

Le *seul* sujet « qui fâche » au point de réduire au silence médiatique et social, *c'est la sexualité*³¹. On n'entend plus guère Frigide Barjot (Virginie Tellene), l'égérie de la « Manif pour tous » (devenue une simple association d'associations traditionalistes depuis les manifestations anti-mariage gay de 2013). Le seul fait de prendre position contre l'évolution administrative et technologique des questions de parenté est un marqueur

³⁰ Tout en achetant des vélos électriques pour demain !

³¹ Il existe bien des tentatives de réveiller des démons racistes ou antisémites, mais cela reste tout de même confiné publiquement, sans que soit nécessaire, en général, une intervention autoritaire ou militante de grande envergure.

d'extrémisme conservateur et religieux. Comme si le « Tous » de la communauté civique avait définitivement opté en faveur d'une « raison moderne » impossible à mettre en doute, sauf attachement incorrigible à des traditions obsolètes autant qu'injustes.

Or, si l'attachement à des institutions naguère soutenues par les Eglises est effectivement un marqueur « de droite », la réflexion libre sur l'un des aspects les plus importants de la vie humaine n'appartient à aucune faction politique ou idéologique. Il est dommageable de se taire sur ce sujet essentiel, sous prétexte de côtoiements désagréables apparentés à telle ou telle mouvance. Si reconnaître la portée symbolique du sexe c'est être « sexiste » au sens, immédiatement dénigré, de « machiste » alors vouloir l'égalité entre femmes et hommes se trouve forclos, inutile *face à la suppression inclusive de toute référence à la sexuation* du sujet. Etre égalitaire entre sexes est encore trop : le but en devient insuffisant face à celui de ne reconnaître que le « pur » individu, sexué ou non, c'est-à-dire supposé déssexualisable, *pensable hors sexe*.

Par ailleurs, l'entraînement vers les parages de l'opinion de masse, ou du *sens commun* n'est certainement pas un critère pour une pensée libre. Lorsqu'il s'accélère, en un Surmoi moraliste appuyé par toutes sortes d'intérêts économiques, politiques et technologiques, c'est peut-être le moment d'une décision un peu courageuse : celle de ne pas japper avec les médias ou les bancs d'assemblées finalement corporatives. Au risque, bien sûr, d'une stigmatisation, fût-elle la plus fallacieuse qui soit. Sachant que ces propagandistes de la bonne conscience se retourneront pour hurler *dans l'autre sens* dès que la vague

« majoritaire » se sera défaite, une fois rencontrée la perspective des effets réels de long terme d'une politique *aussi dangereuse que vertueuse*.

Rappelons quelques truismes darwiniens sur le sexe, afin de consolider une base de pensée désormais attaquée de tous côtés. Notre sexualité est d'abord la résultante de centaines de millions d'années d'évolution en tant qu'expérience progressive. Ce qui implique sans doute une sorte de sagesse immanente, pré-humaine, dans la distribution des fonctionnements et de leurs aspects psychiques. Pourquoi faire *a priori* procès à Gaïa d'avoir choisi un individu sur deux pour porter et allaiter les nouveaux-nés ? Plutôt, par exemple, que d'avoir séparé la gestation et l'allaitement ? Lui fera-t-on reproche d'avoir consolidé ce choix après avoir tant hésité qu'elle a pu laisser des tétons aux hommes, et un clitoris vaguement phallique aux femmes, sans parler d'une similitude entre ovaires et testicules, ou entre grandes lèvres et scrotum ?

Et sinon, croit-on vraiment qu'en imitation de quelques espèces comme les hyènes, il aurait été plus juste de la part de la nature de diminuer le dimorphisme sexuel en faveur de femmes athlétiques, sous prétexte qu'elles voudraient battre les hommes à la course ou au lancer de javelot aux jeux olympiques de 2028 ?

En quoi aurait-il été préférable de décider que les porteuses-allaitantes pourraient aller à la chasse aux fauves et à la guerre strictement au même titre que les mâles ? Faut-il tenir pour stupide l'équivalence d'honorabilité que les Anciens établissaient entre le lit de l'accouchée et le champ de bataille du mari, comme le rappelait Nicole Loraux ? Encore que le côté héroïque des deux affectations paraît aujourd'hui, selon les

connaissances meilleures que nous avons du néolithique, davantage lié à la cruauté -souvent inconsciente- des cultures « civilisées », et non pas aux choix de la nature aux temps de l'émergence de notre espèce.

On pourrait longtemps discuter sur les avantages et les inconvénients des attributs complémentaires de la sexuation génétique chez les mammifères et les primates. La seule question pertinente est celle soulevée par la folie transhumaniste -l'héritière directe de l'idéal scientifique exalté en religion actuelle, depuis les excursus de Donna Haraway³² : faut-il ou non prendre le relais de l'évolution « naturelle » sous la direction du propos technologiste ? Ma réponse personnelle, que je crois commune à beaucoup d'Humains, est « non »³³. Et, encore une fois, la seule raison invocable sans conteste de ce « non », est que ladite nature n'est qu'un mot pour parler d'une gigantesque accumulation *d'expériences* tenant compte d'une multitude de conditions de survie, auprès de laquelle la séquence de choix soutenue par l'idéalisme technoscientifique n'est qu'une éphémère aventure hasardeuse, immature, orgueilleuse et à l'évidence non viable en termes de conservation de l'énergie libre.

Or l'expérience naturelle a conduit à confier à chaque individu l'incroyable liberté de se reproduire ou non (avec un autre), ce qui a favorisé -et Darwin en

³² « L'autre » philosophe américaine dont l'œuvre nous pousse intelligemment un peu trop loin : cette fois pour nous changer en cyborgs.

³³ Comme mon maître Pierre Desproges, dont le désespoir, hélas, trop profond, ne l'autorisait pas à se prendre *suffisamment* au sérieux face aux folies ambiantes. Je tente ici de réparer cette erreur, tout en permettant à certains de rire discrètement au fond de la classe. Mais à condition que *rire ne leur interdise pas de penser*.

témoigne- l'émergence et l'affirmation de qualités de jugement sur soi et autrui qui ne relève pourtant pas d'un savoir sur les objets.

Certes, par ailleurs, la nature nous *drogue* pour que nous supportions les nécessités de la vie :

-Endorphines nous permettant de durs efforts musculaires, des états de tension de longue durée maintenus pour la chasse, le travail, le déplacement.

-Gavage hormonal des âges de la reproduction, aussi bien pour tendre vers la copulation que pour supporter la grossesse (que je nomme « portage » parce que cela désigne la fonction et non pas l'apparence), l'accouchement et la lactation au long cours.

-Sélection sexuelle du cocktail hormonal pour rendre le rapprochement et la pénétration plus efficaces quant à la fécondation, et prédisposition cérébrale les soutenant et les facilitant du « point de vue » de chaque sexe. Cette organisation *naturelle* de l'appétence réciproque fonctionne pour le coup comme la meilleure assistance possible à l'acte d'engendrer. Elle n'empêche ni des variations individuelles importantes, ni l'intervention inhibitrice ou excitatrice de la culture. Mais à l'échelle de la vie d'espèce, il n'existe guère de variations dans la force de cette incitation, car il suffirait de peu, au fond, pour que nous tendions vers le renoncement au désir et vers l'extinction³⁴.

³⁴Un peu comme des petits chimpanzés, trop à l'aise dans la fourrure de leur mère ou de leur grand-mère s'y endorment en oubliant de téter, et peuvent y mourir (voir les travaux de Jane Goodall ou de Franz De Waal). Ou encore comme les Indiens Guarani changés en troupeaux dociles dans les *Reducciones* jésuites du Paraguay et qui avaient cessé de s'intéresser au sexe. N'oublions pas que « *reduccion* » signifie « concentration » en Castillan.

La culture nous conforte dans certains de ces traits, mais de façon plus variable au fil des historicités et au gré des différences de sociétés. Dans certaines limites de viabilité, certes, mais après des excès et des rectifications nombreuses. Il faudra, à l'évidence, *revenir* sur la question des orientations « LGBT, etc... » qui se dirigent -souvent sans le savoir- vers le concept paradoxal d'un individu *reconnu indépendamment* de sa sexualité mais *décidant absolument* de ses effets, ceux-ci étant pensés en dernière analyse comme des choix gratuits dans un éventail de propositions *culturelles*. L'idée de « genre »³⁵ *se substituant* au « sexe » va dans le même sens, étayée sur de légitimes revendications d'égalité et de parité, mais sans concevoir la perspective globale de moyen terme la plus plausible : celle d'une désymbolisation *obligatoire* de la sexualité naturelle et de ses dissymétries, fonctionnelles dans l'ordre biologique des mammifères. *Obligatoire*, dès lors que les autorités civiles adoptent « pour tous », le point de vue de l'universalité de droits humains consistant à *remplacer* le sexe supposé naturel par l'idée que s'en font ses porteurs *pour eux-mêmes*, hors de tout engagement envers la différence et son produit. Or, dans cette situation, la catégorie culturelle « d'orientation » s'instituant comme telle est plus catégorique, déterminée, fermée, simplifiée,

³⁵Cette notion, qui insiste à juste titre sur le choix proprement culturel des *attributs des sexes*, ne saurait légitimement imposer que les sexes ne sont pas pour autant *en eux-mêmes* les effets d'une longue histoire naturelle. Les tentatives pour reconnaître symboliquement cette réalité ne relèvent donc pas seulement de théories du *genre*. Elles ne peuvent y être réduites, et le forçage en ce sens revient à *interdire* cette symbolisation. D'où le silence actuel.

contraignante, que celle découlant du fait naturel très complexe de sexuation, lequel recouvre un enchevêtrement de traits allant de la différence chromosomique aux « caractères secondaires », en passant par les « attributs résiduels » ou les fonctions spécifiques (comme la grossesse - à plus respectueusement nommer « le portage »- ou l'allaitement).

L'appui *autoritaire* de la puissance publique au *remplacement* de la sexualité par *l'orientation du fantasme* entraîne mécaniquement une plus grande difficulté du débat sur la première, débat ordinairement conduit par les individus eux-mêmes dans leurs relations amoureuses et conflictuelles. Les personnes n'osent plus -face à une condamnation morale et politique toujours possible- continuer à jouer du caractère *insondable et injustifiable* de la différence sexuelle, et sont automatiquement *rabattues* sur des classes simplistes de choix présumés (gays, lesbiennes, transsexuels, bisexuels, asexuels, etc.), autant de couloirs étroits, prédéterminés à *leur place* par le Sociétal. Ces catégories -qui prètent au drapeau- ressemblent un peu aux « nationalités » que les Soviétiques devaient mentionner sur leurs passeports intérieurs. Comme elles sont protégées par des mouvements de type « gardes rouges », il est plus difficile d'y échapper qu'à la symbolisation générale des sexes, tournant autour d'une différence principale, jamais parfaite, univoque ni délimitée, et d'autant plus floue.

Au nom du « pur » individu universalisable (et donc tendanciellement identique aux autres), nous sommes alors pris en charge idéologique par des esprits se vivant au fond comme supra-sexuels, mais dont la pensée convient *surtout* aux forces technophiliques et industrielles projetant de pallier, puis de remplacer les

processus naturels par des médiations mécaniques - implants, chirurgie, travail sur le génome des embryons et des fœtus, etc. Car, en dehors de toute injonction moralisatrice et vertueuse, la structure de masse animée par l'argent et le contrôle poussé vers les « valeurs techniques » nous oriente à terme vers la démission sexuelle, démentant au nom du droit nos pulsions (dont nous pouvons pourtant considérer avec Darwin l'aspect « instinctuel » contre toute *politically correctness* trop négationniste³⁶), leurs fonctions vitales³⁷ étant confiées à la responsabilité de la culture gestocratique comme régulatrice *toute puissante*.

Sexualité naturelle

Pourquoi la sexualité *symbolisée comme telle* (dans son extraordinaire complexité naturelle, notamment et

³⁶ Ce qui n'implique aucunement de négliger le fait de leur imbrication complexe dans une « nature humaine » complètement remaniée par le destin culturel.

³⁷ Pour une personne qui renonce à la grossesse (au « portage ») au profit de divers « services » médico-techniques, il sera peut-être ensuite difficile, par exemple, de *comprendre la violence* de l'instinct de succion du tétou chez le nouveau-né. Sans celui-ci, pourtant, comment aurions-nous survécu ? Quelle ingratitude envers la nature que toutes ces offres technomaniaques tendant, au nom du narcissisme identitaire, à nous épargner le vécu impérieux du processus vital ! (je ne parle évidemment pas de la souffrance de nombre d'accouchements -dont la réalité naturelle est cependant *amplifiée* par des contraintes culturelles d'une rare violence inconsciente-). Finalement héritières des condamnations religieuses, elles nous enlèvent *toute chance* de nous situer dans un mouvement bien plus vaste que la vaniteuse puissance de la multinationale pharmaceutique ou fabricante d'implants ou de la pouponnière d'Etat.

son invention de la beauté séductrice) est-elle si scandaleuse, si dérangeante ? Pourquoi un acte naturel consistant à unir des gamètes (garantissant la diversité génétique) et à confier le développement du nouvel organisme au ventre et au torse de l'un des partenaires (nommée « une » pour cela) est-il si effrayant pour beaucoup, même si cet effroi reste caché dans l'inconscient ? Parce que la continuité de la vie de l'espèce *est finalement confiée par la nature aux individus eux-mêmes* ; et du même coup aux *incertitudes* qui les caractérisent !³⁸ Ce qui semble à beaucoup -et surtout aux adultes -innombrables- (héritant sans maturation de l'effroi infantile devant la séparation sexuée des parents) une angoissante liberté, une responsabilité excessive. Car la culture parolière reconnaissant l'individu comme seul parleur, nous pousse *aussi* à considérer la plus grande communauté englobante possible -matricielle- comme l'idéal où s'assure le salut des individus. La parole même nous rend grégaires parce qu'elle nous permet de « communiquer » ensemble, et de substituer des discours certains à des figures discutables, des métaphores (comme celle du *pater semper incertus*).

Certains intellectuels (comme G. Agamben) ont mis le doigt sur la nature « néoténique » de l'Humain, à avoir sur l'influence considérable de l'état infantile dans notre

³⁸ Un fait ne cesse d'étonner : bien que les choix *effectifs* de partenaires sexuels soient *finalement* personnels, l'équilibre démographique entre mâles et femelles parvient à s'établir en dépit du léger excédent de naissances de garçons. Ce sont au contraire les contraintes culturelles et sociales qui finissent, comme en Inde ou en Chine, par induire une « carence » significative de femmes, et tout ce qui peut s'en déduire en termes de violences sexuelles.

espèce, en insistant sur les « possibles » que cela libérait. Ils n'ont curieusement pas remarqué le danger considérable à quoi cela exposait cette espèce. Il suffit, en effet, d'accorder aux âges pré-pubères une sorte de pouvoir sur l'opinion générale, au travers des amplifications médiatiques que la technologie communicationnelle autorise, pour obtenir la présence massive sur la scène politique et culturelle d'une « envie de déssexualisation » fondée notamment sur la haine de la différence sexuelle des parents. En ce sens, on pourrait hasarder que *le salut de notre espèce repose aujourd'hui sur la capacité d'affirmation sexuée des adolescents*, lesquels sont plutôt dissuadés, détournés ou freinés par une société gorgée d'infantilisme. Le désormais obligatoire « choix du genre » à l'âge de la sexuation affirmée n'est, derrière l'apparence originelle (de bonne foi) d'un libéralisme individualiste, qu'un forçage sociétal vers l'immaturité définitive, le contrôle d'une appartenance catégorielle venant préciser et verrouiller celles, déjà efficaces, de génération scolaire et consumériste. Pour les pouvoirs dirigeant la société-monde, la réussite est en cours, profitant de la moindre erreur de penseurs idéalistes. Pour les gens, les personnes, les sujets, ce qui est « en marche », c'est l'armée impériale mondialisée bâtissant la pire des prisons des peuples : celle qui les tiendra, les envahit déjà, *au plus intime de leur être et de leurs relations*.

Un seul fait nous protège de la massification totale inévitable entraînée à terme *par la tendance inhérente de la parole à produire du « Tous »* : qu'elle-même, en tant qu'issue aussi de la nature, ne peut être « prise » et « discourue » que par des individus s'adressant à autrui.

Mais ce trait protecteur de notre humanité (souligné par Darwin) implique un pacte préalable à toute parole et l'accompagnant silencieusement : nous devons nous considérer *mutuellement* comme des « sujets », à savoir comme des « assujettis...à la liberté de parole », (*son inévitable condition de validation*), comme des auteurs hors d'atteinte de toute pression de détermination objectivante, *au moins dans l'acte même d'échanger des paroles*. Il existe donc une *contradiction interne* à l'acte de parole, au *speech act* : ce dernier nous pousse à nous entendre discursivement sur des énoncés valables « pour tous »³⁹ mais il préserve en même temps la source purement « personnelle » de toute *énonciation* audible comme prise de parole par *chacun* de nos frères humains. Or l'un des objets les plus décisifs de la parole comme productrice de discours unificateurs (qui semblent donc souscrire au culte du collectif idéal), c'est... *le sexe*, et le sexe ne peut être que conjectural⁴⁰,

³⁹ Ce qui est mortel à terme, bien que *quelques* journalistes de France-Culture-l'esprit-d'ouverture en rajoutent dans le « Pourtousisme »). Les autres semblent plus nuancés, moins militants et plus circonspects sur la valeur humaine du « bonjour à tous ». La qualité des émissions paraît affectée par ce choix d'entrée en matière. Le forçage « sociétal » s'associe plus aisément à une conception distordue et étroite de la culture, dans le sens étrange d'un maniérisme comme autoritarisme, et donc mépris de chaque auditeur ainsi ramené à la fraction d'une totalité. C'est dommage pour cette chaîne irremplaçable.

⁴⁰ Encore une fois : le fait qu'il n'y ait *que* deux sexes n'entraîne pas une détermination absolue, performative du *contenu* de ces opposés : on peut être « mâle » et avoir beaucoup de caractéristiques spécifiques différentes, sans même parler de *dispositions psychiques et culturelles*. En revanche, dire : « je suis gay », implique un ensemble plus limité et reconnaissable de réponses à une question sur cette affirmation, qui est aussi une assomption, voire une

justement parce qu'il est réel, alors que l'orientation présumée choisie et assumée lors d'un *coming out* est un étiquetage plus étroit et contraignant⁴¹. Par exemple, être « homme » ou « femme » *inclut la possibilité* d'être père ou mère, ce qui n'est pas le cas des mots « gay » ou « lesbienne », n'impliquant strictement *que* l'orientation fantasmatique (ce qui n'exclut pas qu'en tant qu'hommes ou femmes, ils ou elles puissent aspirer à la parenté). Et bien entendu, les pouvoirs sociétaux -qui sont tendanciellement des agents de l'englobement dominateur- n'ont *jamais* cessé de tenter de régler le sexe et de l'affubler de « contenus » autoritaires, définissant les droits et devoirs de leurs tenants à la place d'eux-mêmes. Mais sans succès décisif au-delà de la destruction autoréférentielle.

En tentant de mettre en discussion les *catégories* de « gays » ou de « lesbiennes », l'on se trouve vite en butte à la réaction indignée d'un dispositif identitaire et de ses aspirations statutaires⁴². Rien à voir avec le débat

« performation ». Logiquement, « gay » appartient à l'ensemble « male », et non l'inverse. (Tous les « male » ne sont pas « gay », mais tous les « gays » sont mâles. Car s'ils sont « female », la convention langagière leur attribue l'étiquette « lesbiennes ». Etc.

⁴¹ C'est plutôt le « coming in » d'un nouvel entre-soi.

⁴² Exemple : les mots « androphobe » ou « gynophobe » ne sont pas utilisés (sauf parfois comme pathologies psychiques). Même la « misogynie » est traitée en attribut caractériel, pas en position politique ou en trait justiciable. On pourrait pourtant soutenir que la haine des hommes ou des femmes existe bien de façon aussi « politiquement » consistante que l'homophobie. La tentative de *MeToo* a certes suscité un désamorçage à sa mesure (dans la fameuse lettre des cent femmes autour de Catherine Deneuve et Catherine Millet sur « la liberté d'importuner »), mais la « haine des hommes » qu'elle mentionne n'induit pas encore de catégorie-cible, « porc » étant auto-répulsif contre les gens qui l'utilisent. Le jour où

polyphonique heureusement confus et jamais terminable entre « homme » et « femme » incluant constamment la discussion sans fin sur « pères » et « mères », malgré l'existence de conflictualités militantes parfois exacerbées et spectaculaires.

Car les situations et les positions sont bien trop variées, ambiguës, polyvalentes, etc, pour changer le sexe en critère *stable* de discipline militante d'une armée d'homologues. C'est d'ailleurs ce fait qui laisse une place au « Sujet » de la parole, et donc au Sujet tout court.

Si le collectif idéal (nommé *Surmoi* par le père... de la psychanalyse) parvient à son but -la suppression de l'intervention personnelle dans la sexualité désormais rigoureusement catégorisée (et pas seulement dans le jeu des postures nommées « orientations » à partir du « genre » occultant le sexe)-, alors c'est la subjectivité humaine qui est en danger, car plus rien ne viendra soutenir dans l'intimité *un lien symbolique à la nature* (et au rôle qu'elle nous rend possible dans les choix proprement vitaux entre le déterminé et l'indéterminé).

Plus rien d'une différence supposée « réelle », mais qui, pour cela, *échappe toujours à la détermination catégorielle étroite*, et, en ce sens, *nous oblige toujours chacun envers l'autre* et son énigme, laquelle disparaît dans les étiquetages plus formels portant sur un *type* d'actes adornés du terme *d'orientation*-. Notons que, comme dans n'importe quelle répartition des rayons de

cela arrivera, la sexualité sera davantage en danger. (*androcide* après *féminicide* ? Il est vrai que les Thérèse Desqueyroux sont peu nombreuses et plus discrètes que les violeurs balourds d'Hollywood. Elles existent néanmoins, mais -depuis la prohibition et le maccarthisme-, Hollywood est devenu un enjeu mondial de moralisation idéologique, pas la forêt landaise !

supermarché, dès que les étiquettes « orientations » sont en place, elles suscitent la prolifération de *sous-catégories*, non par ouverture de libertés, mais plutôt par *obligation de préciser davantage son groupe de référence*⁴³, fût-il défini comme un « deux pareils »⁴⁴, « ni l'un ni l'autre » ou un « entre-deux », ou comme « la communauté des amateurs de plugs », etc.

Dans la non prédétermination du sujet de la parole, véritable co-reconnaissance des sujets humains comme « libres », on *ne peut pas* parvenir à une comparaison *mesurable* des caractéristiques de chacun et de son sexe.

Si je balaie ma cuisine, je ne suis pas en train de revendiquer un salaire de technicien de surface. Si je suis équipée mentalement, hormonalement et physiologiquement pour soutenir un *portage* de 9 mois, un accouchement éprouvant, plus un allaitement de 3 ou 4 ans (pour imiter mes sœurs chimpanzé), sans parler d'un suivi très proche de l'éducation de plusieurs enfants, chacun sur presque deux décennies), je ne suis pas constamment en train de reprocher à mon compagnon masculin de ne pas être, lui, suffisamment équipé sur

⁴³ Notion dont on se souviendra qu'elle releva, il ya quelques décennies, d'une psychosociologie américaine assez peu ragoûtante.

⁴⁴ « L'homoparentalité » est, dans ce registre, un oxymore : la parenté implique le sexe, nié par la « mêmeté » de la racine grecque « homo » (qui avait beaucoup servi lors des batailles théologiques du christianisme pour associer en divinité le Père et le Fils). Comme cette racine commande le mot forgé pour installer sa légitimité, elle implique immédiatement la *suppression du rôle* du sexe des adultes chargés de la « fonction parentale ». Autrement dit, ce qui est ici évacué en contrebande (avec tacite acceptation des Etats de masse qui préfèrent des individus abstraits et gérables facilement), c'est précisément l'incertitude garante de la liberté de l'enfant dans l'extériorité du père (masculin) à la disposition du corps de la mère.

certaines de ces points ! Je peux même me flatter de disposer d'une influence sur la prochaine génération que les hommes n'auront jamais, même s'ils jouent les professeurs, et dont ils peuvent, à leur tour, être jaloux, toujours sans pouvoir en mesurer l'avantage et l'inconvénient⁴⁵. Donc, si l'idéologie « strictement identitariste » se met à prévaloir, il n'y aura sur le long terme que deux solutions, aussi folles l'une que l'autre :

-soit on change les hommes en femmes : dans l'accouplement d'abord, par exemple en suivant le conseil de la sexologue officielle du Monde, Maya Mazurette : -sodomisez les hommes avec des godes, ils comprendront la pénétration (sans parler de l'industrie du *sex toy* soutenant le mouvement !)⁴⁶. Dans la grossesse ensuite, en leur implantant des utérus quand ce sera possible (voire des ovaires !), soit pour l'allaitement *-a minima*, avec le maniement expert du biberon, ou encore par manipulation hormonale leur permettant de produire du lait (ce qui n'est pas gagné, apparemment !). Sans parler bien sûr dudit « transgenrisme », qui est surtout, en fait, un changement d'orientation psychique accompagné de quelques mutilations plus ou moins symboliques bien qu'éventuellement irréversibles.

-soit, solution enfin radicale : on suit le conseil de John Boorman dans son film *Zardoz*, après Aldous Huxley : on supprime la responsabilité individuelle de la reproduction sexuée ; on confie cette dernière à une

⁴⁵Sauf à tout faire pour payer les femmes *moins* que les hommes, stratégie dont l'iniquité n'a d'égal que la stupidité.

⁴⁶ Une pénétration sans propulsion du « matériel » génétique devant rencontrer celui de l'hôtesse en est-elle bien une ? Le « jour intestinal » qui abrite la friction sodomique est-il bien *l'intérieur* d'un corps ?

machinerie, extérieure à la fois au corps masculin (dont le prolongement testiculaire et pénien n'aura plus de sens, puisqu'il n'y aura aucun ventre à venir féconder de l'extérieur), et au corps féminin enfin soustrait à cet accueil « asservissant » de la génération suivante.

Il ne s'agit pas ici de prétendre *guérir* des fantasmes jouissant de cette perspective, -parce que tous les fantasmes sont impossibles à juger et interdire par définition-, mais plutôt de ne pas les propulser sans réagir comme s'ils représentaient les intérêts bien compris de l'humanité⁴⁷.

Il ne serait pas souhaitable de réaliser la prophétie des sociobiologistes qui voyaient dans toute société animale de masse (des abeilles aux rats-taupes) une tendance à supprimer la sexualité reproductrice pour la majorité des individus, en la réservant à une élite royale. Or un problème surgit de notre histoire : la sexualité, pour être conduite par des individus entre eux et dans leurs corps, n'en a pas moins des effets collectifs réels, et notamment *populationnels*. Ce qui est un *encouragement supplémentaire* à en faire un objet d'action collective, que Michel Foucault avait entrevu sous le vocable de « biopolitique ». Pourquoi ? Parce qu'écarter la sexualité du système des *options entre des postures précises*, des choix frontaliers dans le magasin des fantasmes⁴⁸, cela

⁴⁷On se souviendra que la marque Philip Morris, ensuite célèbre pour l'avalanche de procès subie après avoir déclenché des centaines de milliers de cancers des poumons, incitait les féministes américaines à manifester au premier rang pour leurs droits de suffrage dans les années vingt, cigarettes au bec et fumant comme des cheminées. Et cela, sur les conseils avisés du neveu de Freud !

⁴⁸Y compris lorsque vous est « proposé » un éventail de modèles : ainsi du « bisexuel », qui est au fond « obligation » symbolique de désir « égal » envers femmes et hommes, certes doté de quelques

permet de *remettre* les « choses sérieuses » (la génétique des populations) aux technologues, proches de ceux qui, dans d'autres laboratoires, préparent - sous prétexte de rationalisation- la connexion mécanique du cerveau au « Tous ».

Prise de pouvoir sur le sexe

Je me souviens d'une affiche de cinéma frivole qui titrait : « le plumard en folie » et mettait aux prises de charmantes hétaires relativement vêtues autour d'un sommier vide. Personnellement, je subis l'impression que la folie autour du lit, voire sous sa couette, est plutôt due à la prétention toujours plus exorbitante du pouvoir collectif de contrôler ce qui s'y passe et d'y jouer, là aussi, les maîtres, en s'accompagnant des services empressés de son valet « Argent » (à moins qu'il n'en soit lui-même le laquais dans des jeux de lobbying et de poudre aux yeux technologique). Se trouve accomplie la prophétie d'Aristote (après Aristophane) qui avertissait qu'à *trop* faire de politique, à passer *trop* de temps sur les gradins de l'Assemblée, on s'occuperait davantage des affaires du voisin que des siennes. En dépit des intéressants aperçus de Friedrich Engels sur la critique de la sexualité bourgeoise et de son complément de jouissance étatique devant, dans l'avenir radieux, imploser sous les coups de la libération communiste des mœurs, *jamais* nous n'avons vécu un temps où *l'institution totalisante* ne disposât d'une influence légitime *aussi écrasante* sur le sexe, et donc, sur la

indexations quantitatives. Au delà d'une variabilité acceptable, vos « partenaires » vous feront remarquer qu'*en fait* : « vous êtes *plutôt* hétéro », ou « plutôt homo », à moins que vous *soyez* « bi ».

parenté, l'alliance et le ménage (chers à Emmanuel Todd). *Via* les cookies devenus instruments obligatoires d'information exacte sur les pratiques de la population, l'autorité de masse (ce que j'appelle le « Poutecharma » -pouvoir-technologie-argent-masse-) règne désormais sur nos alcôves et y impose son ordre unique. Pédagogique, d'abord, moral ensuite, économique enfin. Le porno universel y tient un rôle unificateur, tandis que des salves de séries et de films répandent les leçons de maintien et de savoir-vivre, qui le complètent d'une peur salutaire du ppv (« patriarce-psychopathe-violeur ».)

Ayant apprécié les aventures d'un anthropologue au pays des adolescents Baruyas, rien ne nous choque dans l'éventail pulvérulent de propositions de la machine universelle à fantasmer. *Sauf une, massive* : l'absence de *pluralité réelle* qu'elle promeut à l'échelle planétaire. Ce qui rejoint la déploration fataliste d'un Claude Lévi-Strauss vieillissant sur l'homogénéisation des cultures humaines en tant que décadence et catastrophe.

De l'extinction du sexe à celle de la parenté : le but inconscient de la société-monde

Car la poussée principale de « l'individualisme », en vérité *directement* inféodé au sociétal le plus massif et non plus aux parentés⁴⁹, s'oriente *peu à peu* dans le sens d'une déssexualisation, tendance aujourd'hui seulement

⁴⁹.Les indices en sont multiples et disséminés dans une propagande « douce », souvent présentée comme résultat d'enquête. Lu ainsi dans *Le Monde* (du 12 janvier 2020, article signé Guillemette Faure : « se méfier du confort et investir sur soi-même ») : « Depuis que j'ai quinze ans, je ne vois plus ma famille. C'est dur, mais ne pas avoir de modèle parental, ça permet aussi de s'inventer. C'est une liberté de ne pas avoir de comptes à rendre. »

indiquée, entre autres, par le succès du transgenrisme chirurgical (qui en parcourt au moins la moitié du chemin). C'est qu'il n'existe aucune autre solution qui garantisse *l'égalité absolue* des êtres humains, car la différence, non pas du « genre », cette fiction culturaliste, mais des sexes, comporte de *tels écarts entre les destinées naturelles* que celles-ci ne peuvent être que considérées *insupportables* du point de vue d'un pur sujet universel -abstrait de la parole. En tout cas, *dès lors* que ce faux-sujet se déterminerait sur un critère d'individuation stricte dans un collectif homogène, plutôt que sur une indétermination *a-priori*.

Où se trouve donc ici le progrès ? Il ne se situe *pas* dans l'effacement subjectif, lequel, se retournant à son tour contre le collectif gestionnaire (réel cette fois) l'invaliderait, entraînant des folies sociétales dont la moindre ne serait pas la robotisation des personnes, à partir de leur obéissance mécanique au modèle prescrit.

En revanche, ledit progrès réside plausiblement dans un compromis entre le maintien de la parenté physique et morale, et la nécessité d'assumer les conséquences collectives de la multitude. Et donc de la natalité (laquelle, en dépit des dénégations ou oblitérations, est une cause puissante des difficultés économiques et écologiques de tout ordre sur le long terme.) Or, la tendance actuelle, portée par la *sécurité* que la Société promet à chaque individu *via* sa puissance technologique centuplée, se soutient de la conviction largement admise, au moins tacitement et inconsciemment, que cette transition n'est pas absolument nécessaire et qu'elle peut être *vite* remplacée par des traitements techniques à visée globalisante. Dans cette direction, discrète mais lourdement financée, le *bio-ingénieur* devient

rapidement un agent du « bioparc », de la « mère-monde », de la « matrix-verte » cette fois encore comme « divin enfant », et certes pas comme partenaire sexué d'un principe féminin⁵⁰. Personnage-clef de la *promesse* diffuse et omniprésente, on ne le voit pourtant plus. A peine se glisse-t-il comme un fringant Père Noël de Supermarché, parmi les foules amusées et convaincues par la convergence mondiale des affichages électroniques du paradis capitaliste où nous aurions tous la chance de résider, roses de santé et de bonheur (sauf ces agaçants petits bubons persistants de la pollution montante en quelque coin de la planète)...

**Guan Yin et la plainte de nos souffrances.
(face à la jouissance de la logique)**

On se demande comment il est possible qu'une destinée collective obéisse *à la fois* à une succession d'étapes rationalisables et à un désir passionné. Peut-être la première cache-t-elle le second, et cela arrive. Mais il existe quelque chose de plus profond, et de plus habilement dissimulé : la rationalité elle-même serait la jouissance recherchée, l'objet d'une libido acharnée.

Osons ici une critique un peu diffuse de Claude Lévi-Strauss (que nous considérons génial pour bien des aspects) : il tend souvent à opposer l'affect des « petites personnes » que nous sommes tous, aux grandes

⁵⁰On rappellera que, dans la mythologie grecque, le partenaire de Gaïa, Uranus, sera châtré par Saturne sur ordre de sa mère. Il sera ainsi puni de renvoyer les enfants de Gaïa *dans* le ventre de celle-ci. On peut en tirer que pour cette société -comme pour d'autres- la *question* de savoir si les sujets doivent ou non *demeurer* des éléments internes des géniteurs, se trouve pour le moins maintenue...

structures culturelles, à la fois plus collectives et plus durables, au lieu d'apercevoir comment une raison de ces structures, c'est qu'elles permettent d'atténuer les souffrances des milliards de « petites personnes », ce qui fait tout de même beaucoup de souffrance !

Or nous croyons fermement que les structures culturelles qui donnent un sens intelligible à nos vies, dureraient peu si elles ne venaient pas consoler, donner espoir, tracer des perspectives, étouffer des angoisses existentielles, rassasier des exigences inextinguibles. Et cela notamment dans des sociétés où ces souffrances surviennent aux moments cruciaux de la vie du humains : la mort d'un enfant petit ou adolescent, celle d'un jeune époux à la guerre, celle d'une femme en couches, la maladie ou la famine pandémiques qui tuent notre monde familial, etc. Notons que ce type de souffrances est aussi le lot commun des animaux proches et qu'on ne peut douter de leur douleur, même si des mécanismes existent aussi pour les en protéger. Pour les humains, ces mécanismes sont encore présents, mais sont rendus moins efficaces par la mémoire nourrie de mots, de rappels par autrui, et par l'organisation élégante ou fleurie de pensées, le joli rangement de documents, etc, en plus des remémorations par images et sons. Ils sont donc sujets à des « compensations » permettant un deuil plus rapide, ou la sédation de sentiments trop puissants. Cette fonction de la culture est essentielle, et Lévi-Strauss nous a semblé parfois la sous-estimer pour témoigner d'une « jouissance de la pensée » se suffisant à elle-même. Mais on pourrait plutôt la considérer comme un symptôme compensatoire, une forme de cure.

Ce qui nous mettrait sur cette piste, c'est que la jouissance de la logique, notamment, pèse lourd dans le

désir individuel et collectif de réaliser les étapes d'un raisonnement, *jusqu'au point d'implosion de l'auto-référence*. Et cela d'autant plus que ce *plaisir de la logique* semble être un baume suprême pour calmer nos souffrances ordinaires par une projection dans un « ce sera mieux demain ». Là réside toute la tragédie de l'Humain parlant, à la fois évidente et constamment occultée par nos refoulements, adaptés à chaque époque.

C'est ainsi que la suite de propositions suivante devient *un chemin*, puis une destinée déferlante, difficile à contrarier, à dériver ou à limiter :

-Les êtres humains sont égaux en droit, *donc* ils doivent l'être en nature.

-Quand la nature s'oppose à l'égalité, elle doit être changée.

-Aucun changement n'est viable en ce sens sans la technologie, c'est *donc* elle qui peut et doit conduire le changement égalitaire.

-la technologie permet l'avortement supportable pour une femme enceinte qui ne désire pas l'enfant, *donc*, (quel que soit son motif), il faut accéder à sa requête, pour deux raisons : 1) Sujet humain, elle possède le contrôle reconnu de son corps en liberté, même si celui-ci comporte des fonctions d'accueil des gamètes masculins. 2) L'enfant non désiré est destiné au malheur.

-la technologie permet la contraception, *donc* recourons-y sans restriction (si elle est souhaitée par les Sujets humains). Elle permet la contraception masculine, *donc* celle-ci devra être utilisée par souci d'égalité.

-La grossesse est aussi un phénomène très inégalitaire, *donc* la technologie doit trouver le moyen de la partager entre les sexes génétiques.

-Le fait naturel selon lequel les hommes peuvent enfanter plus longtemps que les femmes (l'andropause étant plus tardive que la ménopause) n'est pas égalitaire : la technologie devra *donc* accélérer l'andropause à *défaut* de pouvoir repousser sans danger la ménopause.)

-La sexuation génétique comporte toujours des mutations défavorables ou invalidantes, *donc* la technologie doit intervenir pour les éliminer.

-égalité des individus adultes face à la gestation et correction des gènes défectueux nécessitant une capacité d'intervention technologique, il est plus logique de réaliser la procréation *en dehors* des corps des parents, dans des conditions sanitaires contrôlées au mieux.

-Si la société prend en charge la procréation, il n'est plus souhaitable que les caractères choisis des êtres à naître soient totalement déterminés par les seuls parents « biologiques », alors qu'ils sont appelés, comme pour parler, à vivre dans un contexte social très large. Il n'y a aucune raison valide à leur « privilège ».

-Si la vie érotique n'est plus déterminante pour la procréation, il n'existe plus de raison suffisante pour la maintenir en l'état, causant la plupart des désordres passionnels conduisant au crime (tels le féminicide et l'infanticide). La puissance publique doit *donc* soutenir un mouvement général de régulation de la libido.

-Si la régulation de la libido devient un but collectif, alors la sexuation psychologique peut être « atténuée », favorisant la multiplication des nuances du genre et de ses attributs d'orientation.

-*Si* la multiplication des orientations du désir doit efficacement concourir à la diminution de nocivité de la libido passionnelle (violence), tout en préservant le principe d'égalité, *alors* le mieux est d'encourager

chaque individu à « vivre » diverses orientations, ce qui constitue *aussi* un nouveau but et un marché géant pour l'entreprise technologique et biochimique.

-*Si* chaque individu est amené à expérimenter les nuances de la sexualité psychique, *alors* il est plausible que, comme le blanc résume les couleurs de l'arc en ciel, c'est l'asexualité qui l'emportera au terme du processus de reconstruction sociale, réalisant *enfin* la base commune de l'égalité idéale- cause de tout le processus-

Bien sûr, la plupart des lecteurs de cet enchaînement cauchemardesque ne voudront jamais aller jusqu'au bout. Beaucoup argueront que la chaîne n'existe pas puisqu'elle *oppose* liberté et égalité. Mais, d'autres, suivant l'idée inévitable qu'une liberté n'est tolérable que pour tous, en accepteront la manifestation : il suffira d'abord de quelques personnes fascinées, sur lesquelles s'appuieront aisément les pouvoirs technologiques, en en mettant en scène la « victimisation ». Quant aux membres de l'immense majorité qui préféreront en rester aux bonnes vieilles méthodes naturelles, je leur pose seulement deux questions en une : *comment feront-ils pour arrêter le déroulement de ce programme, et à quelle séquence ?* Personnellement, je ralentis *après* les phases « IVG » et « contraception » *auxquelles j'adhère sans réserve (parce qu'elles respectent le principe du Sujet davantage que celui du fonctionnement)*, mais je suis embarrassé de justifier *logiquement* ce choix. Mon seul argument pour un point d'arrêt, une fois respecté le statut de libre Sujet de la femme, est, finalement, de dévoiler, *si on la prolonge*, où mène *inexorablement* cette chaîne logique et sa jouissance collective.

5. Parentés, entre nature et culture

Prenant en compte l'ensemble de ces phénomènes, il devrait apparaître que la suppression conventionnelle du sexe symbolique *précède* celle du sexe réel ou de certains de ses attributs, et ouvre donc un large espace de manipulation biopolitique à l'organisation massive étatico-techno-marchande. A commencer par les critères du droit à procréer et à s'instituer « parent », critères qui, jusque-là, demeureraient très largement dépendants de la maîtrise individuelle et intersubjective de la sexualité naturelle symbolisée « comme telle ».

A partir du moment où *orientations* et *genres* se *substituent* au sexe, nombre de questions associées à la naissance des générations nouvelles se trouvent dépouillées de leurs articulations logiques gérées par la connotation de la parenté au sexe. La parenté elle-même devient une attribution arbitraire, ce qui donne des *raisons supplémentaires* à la puissance publique d'intervenir dans l'intimité pour en définir les cadres à la *place* des « gens ». Craignons qu'il s'agisse d'une illusion sur le rôle du collectif, suicidaire à terme, car un collectif qui ne reconnaît pas le rôle souverain des Sujets qui lui sont volontairement affiliés *s'oriente vers la suppression de sa propre légitimité*. Une Société qui ne s'appuierait plus sur une symbolisation de la parenté telle qu'elle peut être produite et activée par des personnes indépendamment de sa reconnaissance civile, est un collectif proche de son propre délitement⁵¹

⁵¹ L'explication de cette orientation de masse plutôt irrationnelle doit faire la part de l'importance excessive du *court-terme* pour les agents économiques tendus vers le profit, comme pour les agents politiques, tendus vers la réélection (et donc le démagogisme à mi-

Naissances

« Parce que tu crois que je veux avoir des gosses ? Voilà qui nous change du refrain habituel, non ? Et si c'était toi qui portais le petit ? -C'est possible maintenant, on te farcit d'hormones femelles et on te le greffe dans le ventre. »

John Brunner, *Tous à Zanzibar*, Le livre de Poche, p.73, 1995 (Doubleday and Company, 1968).

« Cher monsieur Potter, j'ai le regret de vous informer qu'une éventuelle grossesse de votre femme, que vous soyez ou non le père, tomberait sous le coup du paragraphe 12, section V, du Code Parental de l'Etat de New York actuellement en vigueur. »

John Brunner, *Tous à Zanzibar*, Le livre de Poche, p.75, 1995 (Doubleday and Company, 1968).

Le lien sexe-conception (démographie)

Avant la mort que suppose *aussi* la sexualité assurant la succession des générations d'individus -nous-mêmes- appelés à disparaître, nous devons parler de la naissance, même si *le scandale sexuel inclut désormais le seul fait d'oser lier verbalement sexe et «conception»* : est-ce qu'un progrès *réel* ne consisterait pas à nous rendre *individuellement* capables de nous limiter dans la procréation excédant l'augmentation des ressources et nous obligeant à une sorte de « course aux armements démographiques » ? Ceci *sans* recourir à des politiques de dénatalité obligatoire, ni même incitative (impliquant

parcours). Ces deux personnages devraient, dans la perspective de *vrais progrès*, être *remplacés* par des statuts incitant à une responsabilité de long terme, sans quoi la tendance spontanée de chaque Humain à se mobiliser davantage pour « la fin du mois » que contre « la fin du monde » n'est pas compensée adéquatement par leur propre élite. Comme si capitaine et équipage étaient encore plus saouls que leurs passagers en fête (ou en peine) !

des propagandes coûteuses et des contrôles « sanitaires » humiliants, des incursions étatiques déplacées dans le giron intime ?) Notons d'ailleurs que ces politiques sont également paradoxales, puisqu'elles conduisent à buter sur le problème du vieillissement d'une population entière, incitant alors à « renverser la vapeur » et à renouer ultérieurement avec le pire natalisme, tout ceci dans une compétition internationale aux relents immanquablement agressifs.

Observons que la part de croissance populationnelle *qui ne serait pas due* au « mieux » sanitaire (qui doit être pensé comme un *vrai progrès*, par principe intangible), n'est jamais clairement délimitée. Qu'est-ce qui en revient seulement aux territoires conquis par la technologie sur des aires jusque là inhabitables ? Aux « créations » d'emplois induites par une productivité accélérée ? A des ressources affectées à une consommation ostentatoire mais captive et malsaine ? Autrement à une forme ou une autre de « forçage » *indexé à long terme sur une attaque de la vie ?*

En attendant, l'on nous affole avec la perspective de quatre milliards d'Africains avant 2050, mais bien davantage pour l'angoisse de les voir « débarquer » et de constituer le quart de la population européenne, que pour l'inconvénient d'être bien trop nombreux sur leur continent d'origine. Or si la migration est un problème (surtout pour les migrants qui y risquent la vie et les biens), la démographie explosive est une question en soi, où qu'elle se déploie. Est-ce qu'un progrès ne consisterait pas à lisser un phénomène ondulatoire heurté et pour cela dangereux ? Plutôt que constater, avec le

chœur des optimistes (ne connaissant pas les EHPAD⁵²) que l'allongement de l'espérance de vie à chaque âge est *en soi* une merveille sans aucun effet contrariant ?

Pourquoi faudrait-il d'ailleurs que sur ce point comme sur d'autres le simplisme tenant pour valide une controverse entre « optimistes » et « pessimistes » l'emportât toujours sur un examen circonstancié des enchaînements de causes et d'effets, ainsi que de dérives non souhaitables de tendances favorables (ou inversement) ? Le caractère de cercle vicieux et d'embrouillaminis indénouable est, par exemple, frappant, quant à la spirale démographie-émigration : si vous entraînez un continent entier (l'Afrique, moins, peut-être, l'Afrique du Sud) dans une économie mondiale sans protéger la base d'agriculture de survie, vous abaissez le niveau de vie de centaines de millions de villageois jusque-là quasi-autarciques, car les produits de consommation courante désormais en provenance de l'extérieur (en dehors du blé, du sorgho ou du riz produits sur place) vont voir leurs prix, exprimés par le marché international, monter fortement.

Pour suivre, les familles doivent avoir plus de bras et travailler plus de terre, même si les enfants meurent moins en bas âge. Mais une fois plus nombreux sur un sol qui rapporte de moins en moins, ou se trouve déjà limité (comme au Rwanda), il faut aller en ville et tenter des études pour se mettre au niveau des revenus urbains modaux. Une fois plus « éduqués », les Jeunes vont, certes, sortir de la logique de la famille très nombreuse (qui reste l'apanage de la campagne pauvre), *mais la*

⁵² Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (ex-maisons « de retraite »).

concurrence pour les places les pousse, cette fois, à l'émigration. Toute la logique du XIX^e siècle reprend ici, à ceci près qu'il n'y a plus d'Amériques opportunément vidées de leurs premières nations pour accueillir les migrants⁵³. Sans compter le fait que, lorsque la campagne commence elle-même à se désertifier (en Afrique de l'Est et du Sud, où le nombre d'enfants par femme a nettement baissé), la dépendance aux productions extérieures augmente encore plus -pour entretenir la population urbaine « moderne » dont la proportion de chômeurs se développe encore plus vite.

Résultat : *alors même que la démographie se stabilise ou fléchit*, l'émigration continue de grimper à vitesse croissante, mais cette fois sans espoir d'être accueillis et avec de plus en plus de risques de périr en route. Sans parler de la déstabilisation des économies des pays d'accueil, en contexte de destruction des emplois industriels et des services par l'informatisation. Là encore, le décalage entre les phases de « progrès » vécues par telle et telle région du monde entraîne des drames d'une amplitude considérable.

On dira, avec les « économistes » que la sexualité et la parenté n'ont rien à voir avec ces phénomènes massifs, qui s'expliqueraient par une rationalité élémentaire : le besoin de faire moins ou plus d'enfants à la fois comme

⁵³ Encore que, rebutée par les massacres libyens de migrants et leurs bateaux refusés en Italie, certains commencent à regarder vers l'Atlantique, quitte à se risquer cette fois à la grande houle océanique et à un accueil qui ne serait pas nécessairement meilleur en Argentine ou au Brésil. En attendant : généralisation de la piraterie, autre symptôme du même problème.

future main-d'œuvre familiale⁵⁴ palliant aussi le manque de subsides sociaux pour malades et vieux, comme sources de revenus plus importants et comme chances de reproduction agrandie pour le lignage. Je crois que c'est *en partie* faux. Même une économie villageoise semi-autarcique peut réfléchir, et se réorienter pour créer plus de solidarité et moins de compétition entre familles. Mais elle doit pour cela *devenir* « *politiquement consciente* » *au plan universel*, et relativiser les traditions issues de centaines d'années (parfois d'avantage, mais aussi parfois moins en subissant des habitudes venues du colonialisme ou des administrations centrales qui lui ont succédé). Il n'y a rien qui voue définitivement une logique locale à la fringale de production d'enfants, sauf des *habitus* culturels ancrés, des animismes récurrents ainsi que les croyances que leurs prêtres au service de pouvoirs plus vastes entretiennent dans la sorcellerie, et dans le rôle ambigu des enfants par rapport aux ancêtres. Rien non plus, n'interdit que ces croyances changent *seulement pour ce qu'il faut*⁵⁵ à condition que les populations elles-mêmes le veuillent et que les ethnies et groupes dominants ne fassent pas tout pour les en dissuader. Ce n'est pas seulement une affaire « d'éducation des filles », ce qui serait trop simple, mais de prise en charge de soi par un

⁵⁴ La fameuse théorie de Gary Becker, le chantre du « capital humain ».

⁵⁵ Sinon, verser dans l'idéologie de masse, vécue sous la face « misère des métropoles », avec ses armées d'enfants de rue, n'a aucune valeur de progrès... sauf pour leurs « employeurs », enrôleurs et massacreurs occasionnels, eux-mêmes à la solde de richissimes élites compradores qui ne seront *jamais* les capitaines d'industrie l'emportant jadis sur les bandits selon Hugo ou Dickens.

peuple entier, lequel a été plutôt maintes fois reconduit au fatalisme ethnocentré par des volontés extérieures. En réalité, ni les élites urbaines, ni les paysannats de souci autonome (et non d'enrichissement ostensible⁵⁶) n'ont intérêt à l'accordéon démographique. Et ils ne sont pas plus sots que d'autres peuples plus «scolarisés » (mais ainsi rendus plus dépendants de valeurs hétéronomes).

Voilà en tout cas, un enjeu essentiel que le djihadisme sub-saharien semble avoir pris au sérieux, *bien que dans une direction également opposée à ce qu'il faudrait* : dans tous les cas, on ne cherche qu'à décourager une prise de conscience propre des femmes et des familles dans la reprise en main des structures symboliques à promouvoir pour contrôler les éléments de solidarité de long terme des communautés locales en contexte mondialisé.. Bref, un progrès réel ne nous semble pas se situer dans la répétition des grands bouleversements du XIXe siècle appliqués à l'Afrique, avec les gigantesques transhumances vers des mégapoles vouées elles-mêmes à un futur de désolation urbaine, mais plutôt dans une adaptation des structures politiques des commu-

⁵⁶ Certes, une économie vivrière inclut les enfants dans une solidarité familiale et communautaire. Mais seul le souci d'amasser de l'argent -et donc de rentrer dans la dépendance des marchés- engage le processus de « guerre des berceaux » et donc celui d'une exploitation de l'enfance. Là encore, rares sont les intellectuels qui reconnaissent ouvertement le caractère destructeur de « fuite en avant » de l'économie marchande. Le fait que le marxisme proclame le passage au marché comme un progrès vers le communisme du futur endosse à gauche le silence imposé par la *politically correctness*, désormais mondialisée, à toute idée de maintien du vivrier et de son autorité propre sur l'entité familiale. Seul jusqu'ici le « mur de l'Ecologie » a pu enrayer *la mécanique mentale unissant capitalisme, socialisme et technologisme déflagrant*.

nautés rurales vivantes, ce véritable joyau de la culture africaine, que l'on peut considérer comme un don du passé, mais aussi comme une promesse de maintien de l'Humain dans l'avenir.

Sexualité-parenté-genre ?

La question de la naissance nous reconduit inmanquablement *au pied du sexe*, si l'on ose l'expression, comme roc culturel incontournable et surtout saturant toute la culture humaine. Ce qui nous oblige, à l'instar des grands anthropologues, à nous prononcer sur les structures qui en déterminent la représentation dans l'histoire des sociétés de Parlants, et dont les fameuses *Structures élémentaires de la parenté* selon Claude Lévi-Strauss apparaissent encore des éléments essentiels, tandis que l'actuelle tentative de remanier le sens de la sexualité autour du mot « genre » se révèle une dérive périlleuse. Tentons de justifier ce point de vue. Il est au mieux *extrêmement imprudent* de miser sur la réduction ou la disparition de la parenté comme principe de régulation sociétale, et, par tant, de la métaphore paternelle comme représentant « l'extérieur » de l'emprise matricielle absolument inévitable⁵⁷. Laquelle existe dans sa version bouddhiste et surtout

⁵⁷Elle est ancrée en nature : en témoigne, s'il le fallait, l'attachement indéfectible des mâles Alpha chimpanzés à leur chère maman, laquelle vient les consoler et les défendre (!) contre les concurrents trop hargneux ou vainqueurs (voir les travaux fort sérieux de Jane Goodall, ou Franz De Waal). En témoigne encore, toujours pour cette espèce propre, l'effort que la mère doit faire pour « libérer » son propre enfant de sa présence enveloppante, et parfois néfaste, un peu à la façon dont une mère Choucas pousse son rejeton dans le vide pour le forcer à voler...

chinoise par la féminisation de GuanYin dont le ventre « contient » *toute* l'humanité malheureuse. Les diverses tentatives libérales ou autoritaires de démonter par pièces ou en entier la base naturelle (génétique) favorisant le choix de la parenté sont tout aussi périlleuses et téméraires. Elles signalent l'influence indue sur les opinions, des intérêts correspondant à une société de multitude et à ses agents élitaires, gestionnaires et techniciens, plutôt qu'aux gens.

Bien après Sade, il y aura toujours des gens pour « hair » la parenté (parfois avec raison, et souvent comme effet d'une ambivalence des sentiments), mais il devient dangereux de soutenir leurs propensions excessives par des réseaux organisés de technologues cherchant à modifier les mœurs pour pousser -puis contraindre- de grands nombres *d'individus isolés* à leur fournir des profits considérables. Il ne serait pas non plus souhaitable de réaliser la prophétie des sociobiologistes qui voyaient dans toute société animale de masse (des abeilles aux rats-taupes) une forte tendance à supprimer la sexualité reproductrice pour la majorité des individus, en la réservant à une élite royale et princière.

Parenté et rapports entre sexes et générations

Reprenons le constat, souvent refoulé et occulté : la parenté, quelle que soit la façon dont elle est définie, s'inspire de l'ensemble des phénomènes supposés naturels que l'on peut regrouper sous l'appellation « sexualité », *mais afin d'en moduler la représentation et l'organisation croisées entre sexes et générations.*

Cela pour une raison simple : la parole concernant potentiellement tout le monde, *tous les humains vivants*

contemporains et ceux qui sont pris dans leurs enjeux, qu'ils soient morts ou non encore nés, elle tend à former un *consensus* recouvrant les considérables différences d'intérêts et de points de vue qui se manifestent nécessairement sur cette question. La parenté de filiation est l'une des résultantes les plus importantes de ce travail d'articulation et de lissage des différences entre Humains à propos de la sexualité. Schématiquement, la parenté de filiation sert essentiellement à assurer certains *rappports fixes tout au long de la vie* entre les individus de générations et de sexe différents.

Or la notion même de « rapport fixe » est devenu presque intolérable à évoquer en société-monde. L'on y comprend encore, cependant, qu'une mère sera toujours une mère pour ses enfants, voire que leur père le sera aussi (et réciproquement) pour peu que la reconnaissance mutuelle soit établie. En revanche, on n'admettra plus, dans un monde où se multiplient les « ex », que le couple puisse être « fixe ». Pourtant, si ce couple a engendré, quelque chose est bien fixée définitivement : « l'ex » ne l'est jamais absolument, au moins dans ce cas (fréquent). Il (elle) est impossible à oublier comme ce pourrait être le cas pour des relations éphémères et stériles. La parenté est donc bien, qu'on le veuille ou non, un « fixateur »⁵⁸.

Ce cadre général de relations, sans doute aussi ancien que l'humanité parlante, a été adapté (avec de fréquents changements et bifurcations dans les nomenclatures et

⁵⁸ Les interminables débats sociétaux sur le droit d'héritage des « anciens » conjoints au prorata de la vie de couple témoignent dans maints pays de la difficulté d'un effacement pur et simple d'une période de l'existence.

les systèmes de liens) à des groupes assez restreints⁵⁹. L'inconvénient de glisser vers des sociétés assez nombreuses, dépassant de loin le cadre des apparentements acceptables ou seulement pensables, a été pallié par plusieurs stratégies. On se souvient de celle, assez baroque, de l'empire chinois : l'empereur devient juge du nombre de générations dont une personne noble peut se réclamer au nom d'une même famille ! Et il distribue ces « droits aux ancêtres » selon les mérites de ses sujets. Il peut aussi leur retirer l'apparement à des morts qu'il considère trop anciens ou lointains⁶⁰.

Les sociétés *dites* traditionnelles, même nombreuses, n'ont pas détruit la parenté, mais l'ont reconstruite sur

⁵⁹ Je marquerai ici un désaccord avec un psychanalyste parisien connu pour l'énergie provocante de ses déclarations et le pointu de ses bottes de cow-boy appelant au combat singulier : Gérard Pommier affirme (notamment dans un entretien pour *La Croix*) que le prénom *libère* l'enfant en assurant son identité indépendante, tandis que le patronyme l'endette en le rattachant à la lignée. Je crois que l'effet identitaire du prénom est pire qu'une dette : souvent choisi dans des listes de tradition religieuse, le prénom rattache l'individu seul, tutoyé, désigné du doigt ou de la voix, à des affects et des obligations de « sanctification », d'idéalisation du Sujet souverain, bien plus prégnants et angoissants qu'un nom de famille se perdant dans une succession indéfinie de générations, et dont la signification étymologique est souvent pragmatique. Le prénom, hypostasié par le christianisme, rend la culpabilité personnelle inévitable, impartageable, bref, insupportable sans drame et perspective de l'enfer, vengeance suprême, là où le patronyme la dissout, d'autant plus qu'il évoque des branches distinctes, des métiers différents, des légendes familiales sans rapports.

⁶⁰ Paradoxalement, pour échapper aux hégémonies royales ou impériales, de nombreux « peuples » d'Asie du Sud Est ont développé des stratégies d'abandon des chaînes d'ancestralité en offrant leur identité à tous ceux qui viennent les rejoindre au « maquis ». (cf. J. Scott, *Zomia*, op.cit).

des bases permettant une exogamie limitée ou systématique, et finalement universelle. Néanmoins *aucun* système n'échappe à la contradiction à partir d'un certain point. On sait, par exemple, que le système nord-indien des mariages entre rares castes s'autorisant à l'hypergamie (anuloma) bute rapidement sur le fait que les femmes de haute caste ne peuvent plus trouver de maris dans une caste supérieure... qui n'existe pas ! (Ce qui incite parfois à un reflux vers des stratégies endogames de caste.)

Le système moderne « occidental » -ou issu de cette région culturelle dominante un certain temps- prétend s'appuyer sur les descendance « naturelles », aussi loin que l'on puisse les repérer, sans pour autant -comme l'Eglise qui l'a précédé- interdire les mariages entre cousins, ni souvent même -ce qui est bien moins connus les accouplements entre frères et sœurs ou parents et enfants majeurs ! Il existe certes des différences entre les Etats, bien que la tendance soit la suppression de l'infraction pour *toute relation sexuelle entre adultes consentants* », tandis qu'est aggravée considérablement la pénalisation de la relation entre adultes et « mineurs », considérant l'âge légal de la « majorité sexuelle ». Ainsi, en France, en Espagne et au Portugal, *aucune* loi ne réprime pénalement l'inceste entre adultes consentants⁶¹. L'inceste n'est considéré illégal comme tel en Italie que s'il est notoire, mais il demeure une infraction en Allemagne, en Angleterre, au pays de Galles, en Suisse et au Danemark.

⁶¹ La volonté d'y recriminaliser l'inceste doit s'appuyer sur le discours de « psychologues » mettant en scène un acte entre adulte et petit enfant. Mais le scandale est, pour le moment, surtout médiatique (confère la littérature du genre de celle de Mme Angot).

La tendance, qui est guidée par l'exemple français, probablement à partir des effets de droit de la révolution et de son humanisme universaliste, progresse aussi dans le monde (on pourrait la comparer au succès progressif du système métrique s'appuyant sur la « science » et non plus sur l'expérience immémoriale des artisans).

Le succès du fantasme incestueux (si cher à Sade) dans la pornographie internétisée est incontestable (au vu du nombre affiché de consultations de ce thème) et, en un sens, encouragé. Il participe, à l'évidence, à une dégradation de la valeur instituée de la parenté « sexuée » comme principe de limitation et d'organisation des relations sexuelles licites.

L'objectif de cette tendance est assez aisé à interpréter pour un anthropologue : la notion de société -coextensive avec la parole, désormais traductible en toutes langues- devient progressivement équivalente à celle d'espèce humaine. Une telle société-monde géante produit une conversation générale *qui devrait rendre légitimes les accouplements féconds entre des individus de toutes les cultures*. Certes, il existe des blocages, des bornages territoriaux, religieux, politiques, tribaux, etc. Mais ils sont mis en cause, et cela inéluctablement par la mobilité, la migration, la dissociation physique et symbolique des liens familiaux ancestraux. En bref, *la parenté, aussi extensive soit-elle, entre de plus en plus en conflit avec les exigences de l'universalité... et des limites de sa démographie générale*.

Parenté et identité

Cependant, il demeure toujours important pour la société *en général* -à savoir tous les individus qui la

composent- de stabiliser des rapports entre eux sur toute leur durée de vie. Ce que l'on nomme « l'identité »⁶². Or celle-ci est de plus en plus mal assurée par la parenté dans le contexte universel. Dans nombre de pays, les notions mêmes de « cousin », de « filleul », de « neveu », etc, ont largement perdu leur substance sinon leur sens. Ensuite parce que l'apparentement est contredit dans ses assumptions par le doute, dont on confie l'allègement à la génétique : environ de 4% à 8% des enfants assumés comme légitimes seraient issus d'un autre père que celui reconnu tel⁶³. Enfin parce que les mœurs évoluent rapidement vers une succession de partenaires sexuels qui rend le statut de la parenté bien plus complexe (entre demi-frères et « co-frères » issus des compagnons de la mère ou des compagnes du père, l'imbroglio devient sensible, en dépit des thèses de François de Singly⁶⁴).

⁶²On relira aussi à ce propos le séminaire sur *l'Identité* présidé par Claude Lévi Strauss en 1974-1975 au Collège de France et où interviennent notamment Michel Serres, André Green, Jean Petitot, Antoine Danchin, Julia Kristeva, Françoise Héritier. (PUF, 1983).

⁶³Axel Kahn parlait de 25 %, et la bataille de chiffres se situe autour des 30%. Nous nous tenons donc prudemment en deçà. 3% sont affichés pour les GPA et une rare étude, publiée par *The Lancet* en 2009, donne un chiffre proche. Mais les dizaines de milliers de demandes de tests de paternité ou de filiation pratiquées en France - dont seulement un millier dans un cadre judiciaire- montrent bien une angoisse persistante et en augmentation rapide Le recul de la législation sur l'anonymat des donneurs de sperme en est un indice.

⁶⁴Et des sentences de Maurice Godelier au nom de sa compétence (qui ignore notamment la *nouveauté anthropologique* de la mondialisation de la société humaine, *première espèce à prétendre faire sa propre politique génétique universelle.*)

Noms de famille et patronymes

Un système de parenté universel nécessite pour fonctionner un choix intergénérationnel du « nom de famille ». Ce pourrait être, en principe, celui de la mère de la mère, bien qu'en réalité, ce soit souvent celui du père du père, pour le garçon comme pour la fille. Mais, de toute façon, il faut sacrifier (ou placer en second plan) la filiation d'un des sexes, car sans cela, une « lignée » devient impossible à énoncer par multiplication trop rapide des références : on ne peut pas constamment écrire un état-civil avec des dizaines de patronymes longs comme le bras, et se promener partout avec un arbre généalogique complet.

Les tendances actuelles, dans les pays « modernes », à accorder une grande licence dans le choix des patronymes et matronymes, ont un effet prévisible à moyen terme : elles embrouillent tellement les pistes référentielles que l'on y « perd ses petits », au sens propre de l'adage !⁶⁵ D'autant que cet effet de confusion est augmenté par le « libre » choix des prénoms (autrefois mobilisés pour tisser davantage de *liens croisés* entre les lignées). Mais le résultat administratif que l'on peut pronostiquer est sans doute proche du sort des plaques d'immatriculation d'automobiles en France : vous pouvez inscrire en petits chiffres le numéro de votre département de prédilection ou votre « terroir natal », cela n'a plus *aucune* importance pour la saisie immédiate

⁶⁵ Ainsi du droit européen imposé aux Français demeurés attachés à donner le patronyme à un enfant (et qui le sont encore à 83% en 2019), et qui impose désormais d'en laisser le choix aux parents, cassant le principe traditionnel du : « la mère donne la vie, le père donne le nom », *qui assurait pourtant un type d'égalité symbolique.*

de l'identification de votre véhicule parmi des dizaines de millions. Pour l'identification des personnes, c'est déjà similaire, notamment depuis l'invention du numéro de sécurité sociale pendant l'occupation allemande⁶⁶,

⁶⁶Ce fait est discrètement « épuré » par les historiens officiels de la Sécurité sociale, du ministère des finances et des institutions du recensement, en réinventant l'origine à partir de 1945. On parle d'Alexandre Parodi, mais peu du polytechnicien René Carmille, directeur du Service national de la statistique créé en 1941 par Vichy, dont la trouvaille du numéro d'identité à 13 chiffres, d'abord utilisée sur des machines IBM à cartes perforées (généreusement vendues aux Nazis, *via* la filiale Dehomag), aura peut-être permis à leurs collaborateurs vichystes de retrouver plus facilement les juifs, du fait que (contrairement au but affiché d'une mobilisation au-delà du nombre autorisé par l'occupant) les questionnaires étaient aussi adressés aux femmes. (Un prénom d'origine juive peut être un hasard, deux dans le couple le réduit, surtout si des patronymes « révélateurs » correspondent à de fréquences particulières.) Certes, le fichier ne tomba pas entre les mains des Allemands occupant ladite zone « libre », et Carmille, torturé sans parler par Barbie, mourut à Dachau. Mais la constitution d'un tel outil de collecte de multiples renseignements sur chaque citoyen (et notamment la réponse à la question : « êtes-vous de race juive ? » imprimée par Carmille pour le recensement en zone « libre » de juillet 1941 sur pression du ministre de la justice) *était une imprudence technocratique majeure*. Cela n'a pas été souligné, tandis qu'étaient effacées les ambiguïtés de ce travail. Je crois qu'il faut se souvenir de cette origine entachée du numéro de « sécu », parce que c'est un outil majeur de contrôle du peuple par toutes les branches de l'Etat et cela en toute situation, surtout dans celles où cet Etat deviendrait illégitime et criminel. Il donne une puissance démesurée au pouvoir exécutif par rapport aux citoyens, et indique *la nature totalitaire du substrat politique en place -gauche, centre ou droite- depuis près de cent ans dans ce pays*. Le problème est plus global : la volonté de Trump de recenser les « non-citoyens » américains en est une preuve actuelle. Question pour le progrès : le recensement est-il utile à chacun des citoyens d'un pays, ou seulement un instrument de contrôle des populations ?

puis son informatisation générale : c'est ce nombre qui nous repère *absolument pour la société globale comme « individu »*, unité biologique multicellulaire de la naissance à la mort, certes associé à un nom -strictement orthographié- et à un lieu, et non plus les traditions de filiation et les complexités de reprise et d'échange de prénoms entre lignées masculine et féminine.

Notons encore un détail inaperçu malgré sa forte signifiante : prenez n'importe quel document signé par une hiérarchie française, tel une ordonnance validée par un médecin-chef de service mais signée par un interne : l'en-tête du premier placera le prénom en premier et le patronyme en second⁶⁷, indice classique de respect, tandis que le cachet du second portera le patronyme en premier (discret signe de subordination, autrefois justifiée par le fait que les subordonnés étaient alignés par l'ordre alphabétique le plus distinctif, ce qui n'a plus de sens avec l'informatique). C'est valable aussi pour la

⁶⁷ La position « seconde » du nom de famille par rapport au prénom ne signifie pas « secondaire » : elle permet de déterminer l'appartenance de l'individu « désigné » par le prénom. Le fait de placer le patronyme en premier déplace la désignation sur la famille, l'individu devenant un élément de celle-ci. C'est une nuance, mais elle est saisie par les locuteurs. Tentez l'expérience : adressez-vous à quelqu'un par son nom de famille, puis son prénom, vous obtiendrez probablement une réaction vaguement froissée, et de plus en plus nettement à mesure que votre interlocuteur est élevé dans l'échelle sociale (expérience sociologique classique). Le lecteur pourrait observer que cela renforce le point de vue de G. Pommier évoqué à la note 53. Il n'en est rien : « saisir » les gens par le patronyme ne signifie pas qu'on les interpelle en personnes dotées d'un sentiment du devoir, mais en assujettis à une règle « impersonnelle ». Une façon de mépriser d'emblée leur subjectivité. Mais dans l'autre cas (l'interpellation par le prénom), ce qui est visé est une exigence morale, une *culpabilisation intime* plus aisée.

salle de classe, ou n'importe quel « traitement collectif » : le nom *de famille* sera placé en premier sur une liste, tandis qu'il le sera en second sur la mention honorable du seul « responsable ». Tout se passe comme si, une fois intériorisée par les gens, cette subtile différence de traitement signalait un « privilège du droit à la parenté » pour certains, tandis que pour une majorité, leur patronyme n'est qu'un indice de classement dans une liste (de détenus, de travailleurs, d'élèves, de malades, de consommateurs, etc.).

Ce petit exemple, *si répandu qu'on ne le « voit » plus*, indique une tendance à la dévalorisation, l'étiollement, la dégradation du principe de repérage parental (réduit à la seule opposition enfant/adulte) pour et par le grand nombre. Il indique aussi que les personnes ayant intériorisé leur classement subordonné dans la société ont tendance à accepter leur interpellation en « liste » comme normale, alors qu'elle est vécue comme impolie par les personnes aspirant au « respect » de leur statut⁶⁸.

Paradoxalement, c'est encore dans une société ayant expérimenté l'esclavage de masse avec les moujiks, puis l'écrasement des familles par le communisme bureaucratique, que persiste un verrouillage de la parenté à la

⁶⁸ Ce « petit exemple » doit être relié à un phénomène *moins reconnu* - hormis les « spécialistes » de la marginalisation sociale - : des milliers, voire des millions de personnes - sans parler des migrants - ne disposent pas ou plus de documents d'identification civile et familiale, en Europe « développée » comme ailleurs. Il se constitue donc une « base » de plus en plus large de gens échappant plus ou moins complètement à la parenté de filiation (qu'ils tentent parfois de reconstituer dans l'imaginaire), alors que l'obsession *d'identifier chaque Humain* grandit parmi les pouvoirs, qui sollicitent toujours d'avantage les technologies de reconnaissance, faciale, digitale ou autre..

fois par le patronyme et par le prénom du père : la Russie. Peut-être ce dernier phénomène s'explique-t-il comme une résistance ultime aux *excès* de la socialisation « par le bas » ? Je ne justifierai pas spécialement le choix du patronyme comme marqueur central décisif (signifiant zéro ou flottant ?) de toute la parenté dans ses dimensions diachronique et synchronique. Après tout, les systèmes claniques matrilineaires ont fonctionné des millénaires et fonctionnent encore en Afrique sub-saharienne.

Il faut cependant considérer deux choses importantes, liées entre elles, et qui militeraient en faveur de la référence paternelle dans le nom dit « de famille ». En premier lieu, la parenté symbolique en elle-même (orientée par la mère ou le père) est sans doute une référence qui freine ou interdit une *involution symbolique* de notre espèce. Celle-ci, souvent niée par l'idéalisme universaliste, découlerait pourtant automatiquement du rattachement direct de chaque individu à la société mondiale, *via* un numéro informatisé et un nom de fantaisie, ce qui est bien dans la perspective d'identification générale fermement portée par les agents de cette société-masse. Mais ensuite, parce que l'attribution à l'enfant de la seule référence maternelle (mère de la mère) lui permettrait moins bien de se construire *comme libre de l'enveloppe matricielle*, difficulté qui peut aggraver des comportements de repli ou « d'explosion » psychique.

Il n'est pas assez reconnu, par exemple, que les jeunes tueurs « de masse » (ou de série) américains sont, *très*

*au-delà de la statistique modale*⁶⁹, élevés sans pères symbolisables ou à distance de ces derniers, cela en portant pour plusieurs le seul matronyme⁷⁰ ; ni d'ailleurs que leurs mères sont -suffisamment fréquemment pour en soulever la question- des « professionnelles » de la bienfaisance sociétale (infirmières, éducatrices, responsables d'associations d'oeuvres charitables, morales ou sociales, etc.). Sans être *aucunement* « toxiques » ni insuffisantes dans leur rôle maternel, elles tendent à *représenter, face à des pères absents, ou faillis, la totalité sociale* surmoïque pour leurs enfants. Ces indices sont facilement ignorés du fait que, par ailleurs, ces situations familiales sont relativement fréquentes *sans* entraîner aucune criminalité. Pourtant, plusieurs livres ne suffiraient pas à montrer dans le détail la régularité criminogène de ce schéma (père--, mère++).

Nos sociétés pensent pouvoir échapper à la nécessité séparatrice des rituels initiatiques (parfois cruels) des communautés « traditionnelles », mais elles vont plus loin : elles tendent à effacer le lien entre la présence

⁶⁹ Nous nous référons ici à des comptages sur des dizaines d'années, lors de recherches sur ce sujet au CNRS. Ces travaux, peu publiés, sont néanmoins aisément disponibles et vérifiables.

⁷⁰ Parmi des cas connus, Lépine, le premier tueur spécifiquement « féminicide, (auteur du massacre de l'Université de Montréal) ne portait pas le nom de son père d'origine arabe. Il justifie son acte par celui de Denis Lortie (tueur de 3 personnes au Parlement du Québec), dont la mère portait le nom du « père de la Nation » (René Lévesque), tandis que le père de Lortie était un personnage violent et incestueux. Richard Durn (tueur de membres du conseil municipal de Nanterre) également portait le nom de sa mère (qui refusait de lui dire quoi que ce soit d'un père). Des cas de jeunes néo-nazis caractérisés par une « déprivation identitaire paternelle » sont étudiés par D. Calin. Etc...

physique du père et un repérage symbolique dans la nomination. La guerre conjugale se développe alors en enrôlant les enfants, autour de batailles de signes imaginaires (ressemblances, traits de caractère, etc), qui sont à la fois sans fin, et portant au dérapage psychotique.

L'expérience ravageante et en pleine expansion de la monoparentalité (presque exclusivement autour d'une femme seule) en témoigne. Certes, dans une société de primates non-parlants, le groupement des enfants autour d'une mère sans partenaire fixe ou stable est une *option viable* (chez les chimpanzés, par exemple). C'est aussi une tendance « naturelle » de protection si la société parlante ne réserve pas aux hommes des positions de pères « monogames » assez prestigieuses. Ce n'est pas un hasard si des populations récemment soumises à l'esclavage tendent à produire une famille monoparentale « utérine » avec ses incitations classiques à la délinquance « en bande » des Jeunes hommes, devenus « chevaliers de la mère » et tueurs sans complexes des « ennemis » (membres de « l'autre » bande utérine).

Il ne faut donc guère s'étonner qu'une société qui dérive dans ce sens se trouve, dans un premier temps, confrontée à une inquiétude féminine diffuse vis-à-vis du masculin (maris absents et fils délinquants), ce sentiment ignorant qu'il produit précisément et amplifie les effets qu'il redoute. Ce rejet « argumenté » de l'homme s'oriente vers une bifurcation historique que peu envisagent, parce qu'on répugne à monter au poste de vigie, craignant d'être pris en grippe en tant que prophète de malheur ou « réactionnaire ».

L'importance cruciale de la présence de repères symboliques de la différence sexuelle dans l'intimité ne

tient pas tant à son caractère de « cocon », qu'au simple fait que la proximité communautaire a disparu, passée la porte de l'appartement « familial ». Réduite à un isolat sous contrôles croisés, la famille n'en est pas moins le seul lieu résiduel où puisse s'accomplir la transmutation entre amour et acceptation d'une liberté subjective comme devoir. C'est pourquoi, venir y barrer l'accès à l'identification à la seule personne physique adulte permanente et proche qui soit -par nature- *extérieure au ventre maternel*, est une orientation dangereuse.

Un enfant ne parvient plus aisément à la parole valide que comme engagé (assujetti, sujet) par elle dans une relation d'amour elle-même portée depuis le stade utérin et dans l'environnement spécifique des proches (famille, village, quartier, etc). Rien ne *justifie* mieux *cette nécessité de la proximité* spécifique comme meilleur «*sevrage*» que l'appui *symbolique* sur la parenté génitale et génétique en tant qu'elle est duelle et représente la reconnaissance de la personne par la culture, *via* la parenté. Reconnaissance d'un « être » comme partiellement *séparé du magma des reproductions continues par le couple sexué de ses parents* et de leurs filiations propres.

La négation de cette nécessité a déjà été expérimentée plusieurs fois dans l'histoire des dictatures « pédagogiques » dont l'hitlérienne, et s'est toujours conclue par l'échec. Ce qui n'empêche pas de nouvelles générations de technocrates de tenter de s'emparer du contrôle mental et émotionnel de l'enfance au nom de la science (comme en France les « savants » s'inspirant d'homologues américains pour mettre la main sur l'apprentissage de la lecture). Leur échec est toujours prédictible, car ce n'est pas le fonctionnement neuronal

« normal » qui est en jeu, mais la relation symbolisée entre les gens et qui s'établit donc « entre » les cerveaux, ou plutôt entre les personnages construits ensemble pour *représenter* des individus en interaction (lesquels sont, de toute façon, irréductibles à des organes cérébraux).

De si nombreux mécanismes instinctuels -non résiduels- sont imbriqués dans le tissage de cette réalité à la fois culturelle, neurologique, hormonale, etc, que la réduction de sa complexité au nom d'un projet pédagogue, ou sa rétrogradation par la poussée des convictions sociétales progressives, risque donc bien à chaque fois d'aboutir à des catastrophes sanitaires, psychiques, sociales, renouvelées et aggravées. C'est qu'il faut bien garder à l'esprit que de tels projets reviennent *toujours* à imposer un modèle central autoritaire au nom de la « Société », alors que personne ne peut se légitimer de cette dernière pour interférer avec *les relations interpersonnelles intimes qui forment la seule substance véridique de cette multitude...d'Assujettis à la liberté.*

Non pas tant parce que la familiarité avec le corps maternant serait *soustraite* par des spécialistes à l'enfant (frustration qui est en soi traumatisante, évidemment), que parce qu'elle n'est plus porteuse en elle-même d'une obligation pour le nouveau-venu d'habiter cette *familiarité comme d'emblée ouverte sur l'extériorité sociale* (directement incarnée par la différence entre parents - mère et père ou tenants-lieu- en tant que « passeurs » entre nature et culture). Toute inféodation et mise en dépendance du Familier fondé sur l'intimité sexuelle par une visée institutionnelle globale joue ici dans le sens

d'une négation destructrice du fondement « en personne » de toute société humaine⁷¹.

Et ici, le dénigrement systématique du père symbolique au nom de la critique victimaire du « patriarcat » (largement disparu en Occident depuis des siècles⁷²) finit par obtenir un effet général de vérité conventionnelle. L'important dans cet effet, c'est la dénégation insistante de la nécessité d'un principe *compensateur* de l'universalité matricielle unificatrice. Cet effort idéologique -au fond classique- est falsifiant en soi, et arrogant dans le temps, car rien ne prouve que la puissance sociétale de masse survivra ne serait-ce que quelques années à une diminution importante des ressources énergétiques exploitables par elle sans dégradation de la vie sur terre.

Etapas de la technoparentalité

On peut, hélas, décrire une perspective plausible de moyen terme en deux étapes : d'abord, la tentation, exploitée par les pouvoirs, de ramener à la femme tout ce qui concerne la procréation et la protection des

⁷¹ La *séparation* entre droits privé et public que maintenait la Rome antique était, de ce point de vue, plus « sage » même si l'arbitraire de la puissance devait être limité... et le fut d'ailleurs *progressivement*. (Lire T. Mommsen)... jusqu'au basculement moderne vers le totalitarisme sociétal.

⁷²Déjà Tocqueville ne le regrette pas, et suppose que ce que le *pater familias* perd en autorité sociale, il le regagne amplement en affection mutuelle avec ses enfants. Lévi-Strauss ne l'aurait pas contredit : il aurait peut-être ajouté que le rôle « sévère » du père-la-loi, en cas d'indisponibilité de l'oncle maternel, devrait alors être transféré à une figure sociétale. Celle de l'assemblage final de machines dans le film Matrix, par exemple?

générations suivantes. *Ensuite*, alors même que se prolongera cette tendance soutenue par un nombre non négligeable de femmes tenant à la grossesse comme à une « propriété », se déploiera une possibilité plus riche de séductions par la puissance : la « libération » des individus mâles ou femelles de la « trop lourde charge » de la gestation et de l'allaitement, enfin devenue fonction sociétale directe, la « Société » devenant maîtresse et décisionnaire des actes de « parentalité », désormais *déléguée* aux individus dûment formés et contrôlés pour le bien commun.

La première étape ne doit pas être négligée, car ses outrances mêmes accélèrent le passage à la seconde.

Implicitement, la conception y devient une « Parthénogenèse Médicalement Assistée » (avec un accessoire-géniteur), laquelle, déclenchant finalement une indignation masculine⁷³ devenant à son tour admissible en usant de l'arme incroyablement efficace de la plainte victimaire auprès des assistances de belles-âmes, orientera l'opinion dans l'autre sens, vers une dissociation complète entre la sexuation génétique préservée et la distribution égalitaire « rationnelle » des différences secondaires⁷⁴.

⁷³ Ou « Evrybody », sa version victimaire pleurnicharde, également issue de ce pot pourri d'erreurs anthropologiques radicales que sont décidément les Etats-Unis !

⁷⁴ Sur cette perspective, nous sommes plus pessimistes encore que le « réactionnaire » Eric Zemmour : nous ne pensons pas que l'objectif soit « l'extermination des mâles », parce que la moitié de l'humanité est suffisamment armée pour ne pas se laisser anéantir par l'autre, d'autant que cette dernière reste farouchement et très majoritairement favorable à l'existence de ses fils voire imperméable à la théorie « scientifique » de leur inutilité au-delà de leur production de gamètes. Le « féminisme » excessif, « radicalisé » à

Comment parvient-on à *ce sens potentiel* (parthénogénétique puis exogénétique) de ladite « PMA » et quels sont ses effets ? Au début du processus, il s'agit d'abord, soulignons-le, d'une inversion radicale de la représentation aristotélicienne du rôle masculin prévalant aux origines du christianisme et que l'on peut saisir dans le mythe du Saint Esprit.

Incompréhensible pour qui ne se renseigne pas sur les représentations de la sexualité à l'âge classique, l'Esprit Saint est en effet, une métaphore du sperme divin (spiritus), qui, matière blanche générée dans le cervelet du Père, descend vers son scrotum *via* la moelle épinière, pour venir « informer » le vase féminin appelé à la maternité, c'est-à-dire à la seule protection d'un Fils, cet être construit *par le seul Père*. Pour régressive, naïve et « machiste » qu'elle ait été, cette représentation ignorant radicalement l'apport génétique maternel reconnaissait néanmoins une *différence* de fonctions : engendrement (masculin) *et* protection (féminine), laquelle était prolongée par le nourrissage et le soin, tenus pour spécifiquement maternels.

outrance, restera minoritaire, grâce, en partie, aux sociétés traditionnelles que Zemmour exècre dès qu'elles mettent le pied « chez nous » (quel « nous » ?). *En revanche*, si l'on adopte un point de vue plus large et moins capturé par la haine de positions ciblées, la pulsion d'égalité formelle (qu'avait déjà repérée Tocqueville) est si aisément universalisable qu'elle peut devenir une « force productive » majeure, conduisant alors inexorablement à la seule solution à sa quête idéale : la mécanisation de la procréation, égalisant hommes et femmes... dans *leur suppression simultanée en tant que porteurs de la différence* (toujours au-delà des gamètes dûment congelés).

Au contraire, dans le modèle de référence moderne *encore* en élaboration contemporaine, toutes les sortes de différences dans le monde adulte sont déjà destinées à être abolies, la période du « portage » étant souvent considérée comme une concession temporaire de la femme à l'aune d'une libre disposition de son corps, tenue pour symétrique de celle de l'homme, une fois libérée sa semence. Cette concession a pour contrepartie le droit le plus strict à l'avortement *d'un dépôt organique encombrant*.

Je ne défends *certainement pas* ici le slogan pseudo-sentimental du « laissez-les vivre » et je considère le droit strict à l'interruption volontaire de grossesse comme un « vrai progrès ». Mais tenir fermement cette position ne doit pas rendre aveugle et sourd sur la tendance générale qui la dépasse, et dont on va, de ce fait, minimiser les incidences réelles. Cette tendance, inspirée par les connaissances génétiques modernes, consiste à supposer les apports génétiques masculin et féminin *équivalents* (ce qui est à peu près vrai), et à glisser métonymiquement de cette équivalence à une identité, puis une interchangeabilité (ce qui est carrément faux). Le fil de cette « pensée de masse » serait dès lors le suivant :

-dans un monde idéal de *stricte égalité entre des individus (isolés de leurs contextes familiaux)*, seule la fusion des gamètes féminins et masculins est « naturellement » nécessaire et suffisante à la « détermination » d'un nouvel individu. Tous les autres aspects de la sexuation (lieu de la gestation avant la naissance, nourrissage, élevage, etc.) sont des traits importants mais seconds, dont la technologie et la culture peuvent suffire à les redistribuer et à les assurer.

-Une volonté « victimaire » de femmes de se réserver la gestation entrerait donc potentiellement en contradiction avec l'idéal égalitaire entre hommes et femmes.

-Par ailleurs cette volonté se révélerait un héroïsme de moins en moins nécessaire puisque les embarras de la grossesse, les incertitudes sur la santé du fœtus, les souffrances de l'accouchement, et désormais l'irremplaçabilité de l'utérus de la mère biologique comme localisation unique (ou dans un futur proche, celle de tout utérus naturel), tous ces aspects pourraient être gérés par l'institution technomédicale, sans parler encore de la manipulation eugénique du génome⁷⁵.

Il faut admettre que la pression continue dans le sens de *ce raisonnement* est, non pas un effet de la fantaisie « malsaine » des gens, ni même de la pure volonté de pouvoir technocratique sur la reproduction humaine mais, *en dernière analyse*, de la seule poussée démographique transformant en masse gigantesque l'entité politique sous l'emprise de la parole partagée.

On ne peut cependant ignorer que le passage à la *gestion sociétale de la reproduction* de notre espèce ne sera pas seulement une embardée dans le sens opposé à son *appropriation féminine*. Il faudrait être naïf ou ignorant pour ne pas repérer qu'il existe un trait commun entre les deux : un « englobement » de la nouvelle génération dans une totalité sans extériorité directe, qu'il

⁷⁵ Combien de temps réfrénera-t-on l'impatience de tel manipulateur chinois (depuis lors en prison), dont le seul tort est d'avoir proclamé trop tôt des résultats que tout le monde attend ? (Là encore : *Tous à Zanzibar* prédit sur ce point notre avenir prochain, au seuil de ce qui est décrit de manière probante dans le film GATTACA).

s'agisse du ventre maternel ou de l'instance sociétale, désormais mondialisée.

Sexes et parentés en logique pluraliste

Pour en venir enfin au côté « optimiste »... qui s'avère si laborieux et tardif à aborder sur cette question essentielle, rappelons seulement que la « métaphore paternelle », bien expérimentée par les psychanalystes entre autres, facilite bien pour l'enfant la lutte contre le côté « totalisant » de la parole comme mouvement sociétal⁷⁶. Elle lui propose d'accéder à un monde *extérieur* à la « matrix » (ce prolongement imaginaire de l'utérus protecteur), sans trop de traumatisme, notamment parce que le père -réel et imaginaire- porte en lui, dans sa *résistance* affective concrète, l'affirmation de la validité générale du système « divisé » de parenté « alliant » générations et sexes autour de chaque entité familiale⁷⁷. Il assure, avec le concours de la mère (soutenue par le symbole de son propre père... et de celui du père de sa mère, etc.), une « transition » avec le symbolisme en vigueur dans ladite Société, et dont la « raison », toujours insuffisante et souvent maladroite, est de rendre la vie supportable en contexte de pluralité, et surtout de très grand nombre.

⁷⁶ Côté totalisant dont nous assumons que c'est celui que nous avons rencontré partout dans nos travaux sur les tueurs en série et de masse américains. (Notamment, *Le complexe du Loup Garou*, Poche Agora, 1998).

⁷⁷ Avec véhémence et acharnement, Rousseau ne voit dans le père *en tant que tel* qu'une institution de la domination, une source de la tyrannie. (Il fut repris à sa façon par Sade dans sa virulence antifamiliale couplée à une volonté de jouissance illimitée).

La fonction du « pater incertus »

Nous avons noté la tendance de la société-monde à marginaliser progressivement le patronyme et à faire des pères réels des « mères-bis » au nom de l'égalité algébrique. Il nous faut maintenant tenter de découvrir *pourquoi et en quoi* la « spécificité paternelle » *est un progrès ancestral à préserver dans l'avenir*. Sur ce point, et quitte à *sembler* contrer les méritoires interventions pour autoriser l'accès à l'identité du père biologique dans la PMA, je soutiendrai que c'est précisément *l'incertitude sur tout père qui fonde l'assomption de son rôle spécifique*⁷⁸. L'incertitude *sur* le « vrai » père, dont on fait aisément un sujet de comédie, est la base d'une fonction décisive en régime de culture parolière et symbolisante, fonction qu'on tend à ne plus percevoir : elle est partie-prenante *d'une incertitude plus générale sur le rôle du père pendant la grossesse et l'allaitement, et au long de l'éducation des enfants*. Ce personnage qui (par sa fréquentation soutenue de la mère), représente pour l'enfant une alternative concrète -bien qu'ambiguë- au fait brutal du sevrage, ne joue en effet son rôle que si *ce que l'on dit de lui dans sa Société insiste sur les l'opposition (structurale et non inégalitaire) avec la mère*. De sorte que la seule réalité intangible de la mère étant associée à la disposition directe de son corps et des réminiscences utérines⁷⁹, *le père ne se définit justement... que par son indétermination, son caractère*

⁷⁸ L'incertitude ne signifiant pas l'interdit de connaissance, mais plutôt le maintien d'un doute au-delà de toute reconnaissance. Doute qui serait *éliminé* par l'enquête génétique.

⁷⁹ Inspiratrice du suçotement des fumeurs et des extases de toute drogue ingérée.

*conjectural, (voire spirituel mais au sens de ce qui fait courageusement rire d'un manque) extérieur à l'expérience corporelle incluante*⁸⁰.

Or ce trait quelque peu frustrant, qui peut paraître un handicap, est au contraire ce qui permet au système parolier de fonctionner sans entraîner l'enfant du côté d'un culte de la toute-puissance matricielle. Bien sûr, cette « résistance » à la *Domina* sera plus faible que l'adoration de cette dernière⁸¹, laquelle va demeurer en chacun comme condition *sine qua non* de nos jouissances sexuelles⁸². Mais un équilibre minimal peut s'instaurer entre la certitude d'appartenance et l'incertitude fondant la personne comme sujet singulier. En ce sens, le père, qu'il fût utile ou non par la chasse ou le métier extérieur au ménage, n'a eu *qu'une seule fonction* : celle de « représenter » ce qui rend supportable la coupure du réel par la parole et l'empêche de verser dans une fascination pour la « *Domina* »), la mère mythique du clan, de la tribu, de la nation, voire de l'humanité. C'est pourquoi, malgré les tentatives de plus en plus arrogantes de les faire taire, quelques psychanalystes s'en tiennent *à bon droit* à la notion de « métaphore paternelle », car le père -comme assignation

⁸⁰ Même s'il doit justement être signalé par ce que Lacan appelait le « trait unaire », permettant le repérage de l'identification.

⁸¹ Y compris chez les Psychanalystes, dont des sectes entières, spécialement universitaires, virent à son culte doltoïque effréné.

⁸² Dans un monde reconstruit par les « bons pères » comme celui des réductions jésuites en Amérique latine, la vie sexuelle tendait à disparaître, ou plutôt se trouvait paradoxalement ré-instituée comme volupté d'appartenance « à notre Sainte Mère l'Eglise ». Pour autant que ces usurpateurs de la catégorie de « père » étaient surtout de « bons fils de la Vierge-Mère » (confère la légende biographique d'Ignace de Loyola).

culturelle du mâle à la séparation d'avec la Matrix- n'est rien de plus qu'un symbole de la *liberté de substitution comme source de la parole soutenable*⁸³.

Un territoire du familier ?

Résolument utopiste (ne faut-il pas des gens pour s'adresser à nos descendants ?), j'affirmerai que le seul véritable progrès au sens d'une « sage prudence » antique (*phronésis* et *sophrosyné*), réside dans une pluralisation de la culture mondiale, telle qu'elle ne puisse plus se résorber en singularités fermées, *ou pire, en une unique singularité*. Alors, prenant le lecteur par la main, tentons d'inventer un paysage. En commençant par indiquer *ce qu'il ne serait pas* :

-Sexe, genre et parenté *ne doivent pas* être définis par une instance donnée (le clan, la tribu, la classe, l'Etat, le marchand, le Parti, le média, l'ONU, leur coalition, etc...) de manière qu'ils ferment sans alternative la destinée de la personne. On visera ici comme « non-progrès » les mutilations chirurgicales volontaires du transgenrisme, ou celles de l'excision traditionnelle en Afrique. Ce n'est pas parce que les premières veulent *le contraire* des secondes (le changement de sexe plutôt que sa fixation) qu'elles sont meilleures. Il n'est guère plus malin de se croire volontaire à partir d'un *coming out*, que de se penser investi d'une tradition familiale. L'illusion se présente dans les deux cas aux portes cérébrales. Voilà donc une limite qui devrait faire force

⁸³ Toutes les autres « fonctions » prétendues naturelles sont contestables, car la nature peut très bien produire des mâles réduits à la seule loterie chromosomique (elle le fait chez les insectes dits « eusociaux », dont la « Mutti » se pose un peu là !).

de droit mondial : *on ne s'attaque pas à l'intégrité du corps et à ses potentialités transmissibles. Point.* Tous les fantasmes sont bienvenus, sauf qu'ils se sentent à l'aise dans un modèle culturel *plutôt* qu'un autre, et qu'ici *intervient le concept de pluralité anthropologique.*

Un *territoire mondial du Familier comme mode de vie* par exemple, malgré sa porosité et le droit des « ambassades » y résidant, serait plus sensible à la stabilisation des oppositions sexuelles symboliques que d'autres « domaines de façons de vivre ». Je ne sais pas comment il négocierait le nombre de ses occupants, mais, sur son aire de souveraineté, on ne saurait imposer une loi faisant *disparaître pour tous* la symbolisation homme/femme dans la définition de la conjugalité ou des relations sexuelles. Bien sûr, des gens vivant sous la règle d'une union civile *indifférente au sexe* pourraient y résider sans être objets de haine, mais le symbole qui signifie qu'une femme prend un « mar », un étalon) ne pourrait pas être effacé *pour* ceux et celles qui y tiennent, *par* ceux et celles qui préfèrent des unions homosexuelles ou asexuelles. Pour une raison fondamentale : dans ce territoire mondial du Familier, la parenté génétique demeurerait un repère du lien entre sexes et générations, ce qui implique de distinguer à vie les personnes selon ces rôles, appuyés - malaisément- sur la nature⁸⁴. Il y existerait une arborescence de possibilités

⁸⁴L'évolution des caractères sexuels a été -et demeure- sujette à des échanges ou des ébauches complexes. On cite aisément les tétons masculins, et plus discrètement la ressemblance du clitoris avec un pénis miniature, celle des ovaires et des testicules, celle de la prostate et de l'utérus, et celle, plus floue, entre les grandes lèvres et le scrotum. Néanmoins, malgré ces hésitations -génétiquement enregistrées- (qui ont pu effrayer mainte culture africaine imbuée de

structurées dans le cadre de l'apparement, en y incluant une forme propice à l'universalisation (propre à ce domaine du « Familier »), telle que la chaîne des lignages y pèse moins sur les destinées personnelles, et que la plupart des unions sexuelles entre adultes y vivent sans subir de répression. Mais ceci n'est possible *que si n'est pas menacé le principe parentaire*, lequel implique un degré d'autodétermination par rapport à la gestion étatique et commerciale et donc une protection souveraine contre les manipulations utilisant les individus préférant, *sous influence de ces institutions totales*, la destruction de la structure métaphorique. Libéré de cette pression proliférante, un domaine de souveraineté du Familier aurait encore à lutter contre ses propres pulsions à la dérive : la domination « patriarcale » sur les femmes (dont la critique n'est parfois que prétexte à parachever la castration imaginaire d'une majorité de mâles « modernes » déjà rendus bien timides) pourrait être mise en cause là où elle existe, surtout dans les cultures qui insistent sur la maîtrise par de familles princières, aristocratiques ou commerçantes. Ce qui ne serait pas une raison pour laisser persister ailleurs des formes de domination injustifiables.

Il existe, à l'opposé apparent du domaine du Familier, une puissante tendance au fantasme sociétal global, qui

catégories... tranchées), on ne peut nier -à moins d'un excès proche du délire- que la nature se soit finalement décidée à faire porter les fœtus aux femmes et non aux hommes, et que cela a aussi entraîné l'offre de lactation sur le corps même où a poussé le bébé dans son « délivre » (même si des tétons sont laissés aussi aux hommes... et un clitoris pseudo-phallique aux femmes) ! Le sexe demeure donc *du réel*, et en cela distinct du genre cher à l'idéal butlerien, qui ne saurait l'absorber entièrement dans son imaginaire culturel, certes également consistant.

fait de chaque individu un atome de l'ensemble *sans médiation parentale autonome*. Malgré la répulsion que les « gens du Familier » peuvent éprouver envers cette pression passionnée pour devenir un « enfant de la Société », un petit soldat asexué et cyborgisé, il est essentiel d'*admettre qu'il s'agit là d'un fantasme licite*, inhérent au phénomène humain de la parole en tant qu'elle « nous unit ». Le seul problème est la propension de cette passion à vouloir rassembler *tout le monde* sous sa houlette (et sous sa caméra orwellienne d'ordinateur). C'est la raison pour laquelle *il faut limiter le territoire* où elle peut s'exercer, et le confronter à d'autres *où elle se trouve minorée ou marginalisée*. Les gens enfoncés dans la « raison présente » éprouveront des difficultés à saisir la nécessité anthropologique de ce relativisme raisonné, c'est pourquoi l'auteur de ces lignes sera mort depuis longtemps quand une petite lueur finira par affleurer sur le but « évolutionnaire » d'une espèce humaine unifiée par milliards : *la suppression de la différence sexuelle*.

Pourtant, que faire d'une passion *envahissante mais légitime, inévitable car fondée sur l'angoisse du devoir d'incertitude*, sinon la reconnaître pour la maintenir dans certaines limites territoriales ? Que faire pour contrôler sa propension fatale sinon attribuer des droits à d'autres passions à l'intérieur de ce territoire en tant qu'ambassades exigeant reconnaissance et respect de leurs propres « ressortissants » ?

Nous avons déjà une expérience -parfois tragique- de la pluralité internationale. Mais la Nation étant une entité globale close sur une définition strictement territoriale de l'identité, elle est peu capable d'admettre qu'elle soit une *Position* dans un débat entre façons de voir et de vivre, et non une totalité ineffable. Construire des territoires

directement « position-nels » se révélera donc tôt ou tard une obligation inspirée par une logique ; pas celle de la concurrence jalouse entre présumés « égaux », mais celle de *l'enjeu de la modération mutuelle des imaginaires*. On y gagnera une palabre de fond permanente au plan mondial, et non plus une confrontation d'égoïsmes opaques. Or, si nous ne pouvons guère imaginer une trop grande multiplicité de positions (le nombre de Nations étant déjà supérieur à deux cents, souvent sur des bases de localisation géographique et environnementale, et celui des ethnies et autres identités collectives étant... innombrable), de grands positionnements contrastés se proposent pour ainsi dire d'eux-mêmes.

Ainsi, nous le voyons, entre l'adhésion à un modèle individu/totalité, et celle qui choisit plutôt le groupe des rôles parentaires, il existe bien à la fois une polarisation forte, immédiatement sensible, et une relation puissante : il n'y a en effet jamais de parenté absolument indépendante d'une société qui la dépasse, et inversement. Pourtant, la solution consistant à imbriquer l'une *dans* l'autre, et donc, généralement, à imposer à la parenté les valeurs issues de la société globale, revient à écraser une façon de vivre *sous* une autre. Pourquoi donc ne pas créer, à l'échelle de la Société-monde, *des* territoires adjacents qui, tout en restant liés par leur « manque » réciproque (qui n'est pas économique, cette fois), pourraient se confronter à *dignité et force égales* ?

Reprenons : voici un vaste territoire, contigu à celui du Familier, mais où les valeurs du pur collectif global transhumaniste peuvent enfin se déployer sans buter sur « le passé », les « préjugés », et donc *sur les structures et la parenté*. Les gens, enthousiastes tout d'abord, s'y cyborgiseront, robotiseront, augmenteront, connec-

teront, cloneront, domotiseront, dématérialiseront, nanogrefferont, trans-humaniseront, etc, etc... réalisant tous les excès -d'ailleurs contradictoires- de la Scientismagorie technologisée, cette Mama-magicienne qu'ils adorent... et qui le leur rend bien !

Il est probable que, sans même le savoir, ils finiront par viser la *déssexualisation*, après avoir prévu quelques décades de frottements multisexes résiduels⁸⁵, de plus en plus ennuyés⁸⁶, et d'éjaculations masturbatoires de moins en moins fertiles devant écran, assistées d'indispensables *plugs* anaux vibratiles et parfumés. Et puis, ils rassembleront sexes et godes, *plugs* et sucettes, poupons gonflables et fuck-machines, tous ustensiles inutiles pour les balancer à la déchetterie avec le plastique de leurs vieilles lunettes de cybervision (sans oublier, finalement, de se faire enlever comme des verrues d'étranges excroissances et involutions

⁸⁵ Déjà, dûment relayé par Mme Mazaurette, sexologue au Monde, grandit le parti de la « non-pénétration », « délicieuse invitation » très dans le vent bobo, semble-t-il. Ne serait-ce pas plutôt une subtile dénégation des effets combinés du « burn out », de l'abrutissement porno-médiatique, de la débandade psychique masculine, de la poussée culturelle vers l'homosexualisation, et des incidences généralisées des perturbateurs endocriniens ?

⁸⁶ Les auteurs des recherches académiques les plus sérieuses sur l'évolution de la sexualité dans les pays occidentaux se perdent en conjectures sur plusieurs faits concomitants : baisse de 30% du nombre de relations sexuelles en 20 ans (études NATSAL britanniques 1, 2 et 3, etc.). Par ailleurs, la fertilité du sperme plonge drastiquement d'année en année : concentration et « normalité » des spermatozoïdes baissent partout (sauf pays à niveaux bas de pollution comme la Finlande) depuis les années 90 dans des proportions dépassant les 50%). Quoi de mieux pour inciter la technologie médicale à relayer la défaillance des couples ?

organiques d'un corps parfait par ailleurs, pour les jeter à la flamme purificatrice des sous-sols hospitaliers).

Et ne parlons pas de la parenté chez les post-humains : déjà le remplacement proposé (et contesté) de « père » et « mère » sur le livret « de famille » par « parent n°1 » et « parent n°2 » leur semblera dépassé. Pourquoi pas : « coach d'élevage », ou encore : « agent assermenté de parentalité », à moins que : « collaborateur éducatif du nourrisson » ne suffise, puisque l'école sera déjà obligatoire à l'âge de deux ans depuis des décennies. Aucune mention du lien génétique, bien sûr, mais on gardera précieusement le dossier de décryptage personnel du génome, des fois que, comme dans « Gattaca », le pourcentage de chances de l'œuf fécondé sur mesure ne soit légèrement inférieur à ce que prévoit l'assurance pour ses remboursements médicaux.

On sent que cette dénégation passionnée du pacte entre sexes n'est pas ma tasse de thé, mais bienvenue, du moment qu'elle ne m'oblige pas -ni ne me pousse insensiblement- à l'imiter. *Ni moi, ni tous ceux et celles qui auront choisi de vivre sur un autre territoire, celui, également souverain, d'une autre façon de vivre (celui que je propose de nommer simplement : le Familier).* Autrement dit, rien de ces prothèses et de ces branchements de l'individu à la Matrix ne doit s'infiltrer de manière virale par ordre ou commerce sur le *territoire du Familier (sauf enclaves « diplomatiques »).*

Mais encore mieux, parce qu'assurant plus solidement le principe Pluralité : *plusieurs* autres territoires peuvent correspondre à d'autres façons de vivre et de régler les relations de sexe et de parenté. Survolons-en certains.

On peut penser, par exemple, qu'un territoire propre de la « civilité urbaine » (ou de la Ville) pourrait exister,

en tant qu'intermédiation *entre* celui du *Familier*, et celui du *Techno-Sociétal*. Dans celui-ci, on s'attacherait à ramener la Ville à sa visée spécifique, à l'abri des gonflements monstrueux de la mégalopole. La valeur centrale n'y est pas non plus l'axe diachronique de la parenté, mais la rencontre des contemporains, même si cela inclut la jeunesse et l'âge mûr. Il ne s'agit pas de chasser les bébés et les vieillards, mais de constater que la présence active, la passion prédo-minante, par conséquent, est portée par les plus énergiques des « actifs » en interaction amicale et compétitive. C'est le monde des « affaires », bien que la Masse (modérée) et l'Etat (minimal) y occupent des places attentives. Le couple et l'accouplement (ses fruits aussi, bien entendu) participent de ce jeu et tendent à y minimiser les valeurs de stabilisation venant plutôt du Familier et de son extension temporelle. Là encore, pas question de faire intervenir le gendarme ou le juge pour déterminer les accouplements licites ou non (en dehors d'une limite d'âge mondialement consensuelle ?).

Au lieu de ne voir (un peu comme dans *Le loup de Wall Street* selon Scorsese et Di Caprio) que le côté déchaîné de la passion de l'affaire, et le côté régulateur du Familier, regardons aussi l'effet inverse : ce n'est pas tant le vice privé qui fait ici la vertu publique, que le simple fait que la cité soit préoccupée d'équité dans les règles du jeu libéral et dans ses conséquences : Solon, Clithène, les Gracques interviennent tous au moment où la Polis ou l'Urbs sont déséquilibrées par les dettes de jeu fabriquant en série du sous-prolétaire assisté et de l'enrichissement excessif de quelques-uns. Rien de nouveau dans le personnage du flic mettant en prison le spéculateur impénitent de Wall Street, quelle que soit par

ailleurs sa consommation effrénée de drogues et de « minettes »⁸⁷. Au contraire, le système-cité a connu efflorescence et longévité dans l'aire méditerranéenne grâce à ses lois auxquelles les citoyens vouaient un amour sans bornes, pour le coup, sachant qu'elles les protégeaient -pour un temps- de l'autodestruction collective et personnelle. On se souviendra seulement qu'il existe une affinité entre « loi » et « ville » (polis) - qui implique la rencontre directe des gens- tandis que, pour des centaines de millions de citoyens, cette affinité se dissout au profit de *mécanismes technocratiques anonymes de régulation et de contrainte*.

L'égalité dans la liberté de parole est un foyer de lois efficaces au plan de la cité, et, dans la sexualité à l'œuvre sur son plan le plus intense accompagnant la présence active en ville, cela signifie une modération importante des tendances du Familier à la subordonner à la raison parentaire⁸⁸. Le territoire urbain, celui de l'urbanité donc, n'est pas celui d'une courtoisie de commande, mais bien d'une lutte de séduction pour imposer la valeur des personnes, notamment entre sexes. Le problème persistant est cependant connu : qui dit « équité » tend à concevoir une commensurabilité des valeurs des uns et des autres, ce qui n'est finalement

⁸⁷ «Tepus » ou « bitches » diraient aujourd'hui sans complexe la plupart des ados du monde présumé « civilisé », mais dont la cadence d'identification aux chaos urbains imaginés par Philip K. Dick (Blade Runner) ou John Brunner (Zanzibar) s'accélère à un rythme encore plus rapide que celui du réchauffement climatique.

⁸⁸Le néologisme se décale du bureaucratique « parental », déjà avalé par la langue de bois. « Parentaire » implique ici un pouvoir propre des parents, pas leur régression au niveau d'employés du contrôle de l'enfance. On évitera aussi « privé » qui rapporte trop la parenté à la propriété, au « domus » antique.

valable que pour l'argent. Or l'anthropologue sait par ailleurs que le pacte intersubjectif de la parole humaine est fondé sur un échange de non-prédéterminations des uns par les autres dans l'échange parolier, *apeiron* qui permet de s'entendre ensuite sur la détermination de rôles et de personnages sans y être réduits d'emblée. La fonction décisive des flux de parole sur l'agora urbain met donc au centre des valeurs une tendance à la commensuration, qui peut à terme s'avérer fatale. Il est donc bon qu'elle soit « corrigée » par la présence proche du territoire du Familier, lequel est là pour rappeler que les positions parentales créent en chaque humain des aspects *inaliénables à perpétuité*⁸⁹. D'autres correctifs peuvent être apportés par les « ambassades » venues d'autres territoires de modes de vie. Par exemple, un domaine propre de la Culture (art et pensée) non inféodé aux puissances d'argent, de pouvoir et de technique, relativement libre de fonctions obligatoires comme l'enseignement ou la fabrication de prototypes de molécules, peut apporter au débat pluraliste quelque chose d'important. C'est en effet dans ce domaine que l'on approche *l'impossibilité de tout mesurer*, mais aussi la nécessité du non-calcul dans l'engagement subjectif indispensable à l'acte de parole (*speech act*). C'est le monde où les illusions sont un peu rabattues, y compris l'illusion que tout soit illusoire fors le fric !

Je ne sais si les « savants » attachés à ce monde de la culture promeuvent une sexualité particulière. Je ne les

⁸⁹On peut se désintéresser de son père ou de son fils, et même s'enfouir dans Alzheimer pour ne plus reconnaître sa parenté, aucune loi existante ne tolère encore le désistement parental absolu : que vous le vouliez ou non, vous serez *toujours* la mère de votre enfant.

vois pas se cloner sans une certaine vanité normalement condamnée dans leur milieu (sauf dans celui, curieusement, du sperme des Prix Nobel : mais ces derniers sont-ils vraiment savants au sens de la Culture humaine en général ?) Je les vois plutôt accouinés à un monde du Familier traditionnel, et tentant de faire croire que c'est eux et pas leur femme qui a inventé la machine à laver, voire la courbure de l'univers, mais bon, il y a sûrement moyen de s'arranger. C'est plus grave quand ils se laissent emmener dans le bus militaire pour fabriquer la bombe à hydrogène. D'où la nécessité de déclarer souverain le territoire de la Culture, et de punir les enlèvements éventuels de professeurs Tournesol ou même de plasticiens de génie qui pourraient y résider.

Le monde de la culture est sans doute celui où se trouvent « mises en question » -au moins intellectuellement- les structures de parenté et les définitions alternatives possibles et souhaitables du genre, cette mise en question étant posée de manière légère et gratuite, pour ainsi dire « expérimentale » plutôt qu'à partir d'une urgence sentimentale et hormonale. Ce qui peut servir, notamment, dans une intervention médiatrice auprès des domaines tendant à se cristalliser sur des certitudes tant (comme le Familier) sur la tradition des parentés sexuées, que (comme le Technologique) sur l'individualité pure comme atome de la totalité sociétale.

Autrement dit, on n'attend pas de l'art ou de la science (humaine, notamment) qu'ils fassent l'apologie de tel système de lignage ou de tel choix de genre. Ils peuvent, en revanche, éclairer et faire valoir le panorama des orientations possibles, de leurs avantages, inconvénients et limites. Discours qui est souvent absent des polémiques les plus bruyantes. J'insiste sur la liberté

d'esprit impliquée ici : elle s'oppose frontalement à la *certitude* que les définitions sociétales de la parenté et du sexe entraînent, ainsi que les dangers massifs qu'elle recèle, en termes de haines collectives, de désespoirs, de blessures narcissiques irréparables, etc. La « légèreté » du point de vue culturel ne doit donc pas être pris pour du mépris ou de la frivolité : elle seule peut permettre aux Sujets déguisés en protagonistes de prendre une distance au jeu que le sens commun leur impose dans tels pays et époque, voire dans tel « territoire de mode de vie du futur ». *La nécessité d'être dupes de nos symboles* n'implique pas de mourir pour eux comme les adeptes du Mana maussien. Bref, entre le « une de perdue, dix de retrouvées », dont le haussement d'épaules cache une frustration, et le suicide de Roméo et Juliette, il y a bien des nuances de peines et de sourires !

En admettant que l'on se contentât -pour le sexe comme pour le reste- de ces quatre territoires (Techno, Familier, Loi, Culture), on aurait déjà matière à une pluralité consistante. A savoir que serait permis un débat protecteur permanent dont l'organisation mondiale serait réservée au Sociétal, *une fois limité celui-ci à cette fonction*, sans aucune autorité d'exécution, selon les principes adoptés (au moins par l'auteur).

A l'extrême limite, dans le cas d'une utopie autorisant une pluralité de modes de vie assez différents sur la même planète, pourrait-on admettre qu'une certaine « variante » de l'humanité, déterminée comme territoire et souveraineté « locale » réalise des rêves d'eugénisme ou de suppression de la sexualité « classique », à *condition de n'avoir aucun droit à proposer ces modifications au reste de l'humanité*, par formation d'un nouveau divin marché universel. Car celles et ceux qui

pensent que l'incertitude sur le père fonde *le caractère arbitraire de sa métaphore* comme symbole d'une égalité réciproque des sexes -et donc de la métaphorisation humanisant la mère, en la libérant aussi de sa propre certitude comme matière-matrice- doivent pouvoir continuer à vivre librement sans subir l'interdit de symbolisation. Pour être honnête, disons qu'il ne nous étonnerait pas qu'une fois défaite -ou mise en question- la fascination pour la totalisation infantile, les membres les plus actifs et convaincus des autres « domaines de façons de vivre » viennent nombreux -peut-être en cachette de leurs autorités technomilitaires ou tyrannopolitiques- recevoir dans le domaine du Familier l'antique leçon du pacte entre les sexes symbolisés. Ne serait-ce que parce qu'il est celui qui, issu de dizaines de milliers d'années d'expérience humaine, est de loin le plus protecteur contre nos propres folies montantes. La *torture intérieure* des plus « certains » de la valeur de la drogue technosmatique comme pure oracle du Réel témoigne déjà amplement, pour qui sait l'entendre, de la capacité d'attente du *devoir de symboliser*⁹⁰ *pour nous reconnaître sans vouloir nous exterminer mutuellement.* (Qu'est en effet *l'instinct de mort*, rappelé par Robert Badinter, sinon la haine de ne pas être reconnu comme sujets par d'autres, comme pères par des mères et inversement ?)

⁹⁰ Symboliser, c'est dire : « on dirait que j'aurais un père et que c'est toi ». Un peu comme Greta Thunberg, bien qu'elle soit présumée Asperger pour la sanctifier, peut dire : « on dirait qu'il aurait une Terre, et qu'elle serait notre mère ».

6. Limiter la justice comme vengeance

Quand il s'agit de grandes discussions sur l'avenir de la société, nous sommes insensiblement conduits à centrer le débat sur l'économie. Ce qui, si j'ose, *ne mange pas de pain*, car nous pouvons tous déverser nos humeurs sur le riche arnaqueur ou le pauvre fénéant, pour la sécu et contre l'ISF, bref, nous situer à Gauche ou à Droite sans que rien de bien sérieux ne survienne, sauf, en cas de grosse colère contre les prestidigitateurs au pouvoir, *une manif un peu plus réprimée qu'à l'ordinaire*. Il y a là un indice : et si ce sujet de comptoir ne déliait si aisément les langues que parce qu'au fond, il passait au plus loin des problèmes cruciaux, ceux qui nous atteignent chacun au cœur, au vif ? On l'a pressenti, déjà, *en frôlant le scandale du sexe*. C'est sans doute plus fort encore sur le désir de tuer, lequel est bien sous-jacent, toujours, à la question de la mort, même la plus paisible. Ce qui ne nous éloigne en rien non plus du « permis de tuer » *qui est l'apanage de tous les pouvoirs* comme croyances dans leur survie. On ne peut donc trop longtemps éviter de traiter, au registre des progrès humains, du lien entre *pouvoir et violence*, peut-être pour y rencontrer enfin le *plus insurmontable* des obstacles...

Le Pouvoir est l'armature principale, l'ossature de la bête sociétale dont nous déplorons les excès sur l'Humain et la Nature. Il s'appuie sur la légitimité de son action ordonnatrice et sédatrice des violences. Mais un problème se présente de manière récurrente depuis des millénaires : ce Pouvoir est une force coercitive assurant une vengeance *contre* l'exercice de forces antagoniques. L'opération de légitimation a beau être de plus en plus complète, subtile, convaincante, elle n'en reste pas

moins *ce qu'elle est* : un habillage de la pure force brute arbitraire et passionnelle. Encore proche de celle qu'exerce le chef maffieux dès qu'un subordonné esquisse une contestation de son autorité dite *souveraine*. L'héritage, certes amorti et diminué, du droit de vie et de mort du *Dominus* sur ses enfants et sa femme.

Une première question se pose, ici, de savoir si ce processus de négation légitimée de la liberté du Sujet jugé « coupable » n'entraîne pas mécaniquement une mise en forme de la Société elle-même, telle qu'elle pousse cette dernière dans la direction de l'asservissement humain et naturel. Si l'on répond : « oui, à l'évidence », ce que nous soutenons sans plus de discussion, une seconde question est alors inévitablement soulevée : est-il seulement possible de *refonder* le droit sur une base de *respect substantiel du Sujet*, et donc réellement distinct *des modalités diverses de la contrainte* ? Admettons que la conviction sans manipulation visant la repentance sincère et la réparation effective soient *possibles*, et que celles-ci puissent être *représentées* par un accord entre le collectif et le « coupable » sur une dette morale « remboursable » par ce dernier, est-ce que cela pourrait constituer une solution praticable, et tout d'abord acceptable par la partie lésée comme par l'auteur du délit ? Et dans ce cas, comment -et par qui- serait strictement constitué cet accord, et comment serait délimitée et organisée une part éventuellement incompressible de contrainte ? L'argumentation qui suit voudrait réexaminer ce problème, en tenant compte de la fort longue expérience de notre espèce parlante en la matière.

Mais *pour situer* d'abord *l'importance de cette problématique*, je rappellerai le rôle décisif de la

position de Michel Foucault à partir de son étude de la surveillance chez Bentham. Quelque chose d'étrange survient ici, qui est néanmoins caractéristique de nombre de progrès intellectuels majeurs : Foucault met alors en place le cadre de compréhension (l'épistémé) de notre *.société de masse mondiale... mais* ne semble pas le savoir. On lui pardonnera : il est mort trop tôt (1984) pour assister à l'extension universelle brutale de ce principe avec Internet, à partir de la volonté de contrôle du second président Bush *sur les identités de tous les Humains*. Encore aujourd'hui, cette formulation soulève un tollé chez mes amis pour lesquels je crois voir partout monstres et complots. Que n'ont-ils lu les textes relatant les découvertes sidérées d'un Julian Assange ou d'un Edward Snowden ? Ont été alors révélés les objectifs fixés aux services de renseignement anglo-américains, puis généralisés à ceux d'autres grands pays : le recueil de métadonnées donnant finalement accès aux détails de la vie de *tous* le habitants de la planète, sous le prétexte - au fond légitime après l'attaque des *twin towers* et du Pentagone par quelques jeunes sous-princes saoudiens - que les papiers d'identité fabriqués par la plupart des petites nations du monde *n'étaient pas fiables*⁹¹.

Ce que Foucault avait compris avec l'analyse du benthamisme, c'était que ce dernier incarnait la structure d'ordre de la société moderne de masse, celle qu'elle devait imposer à ses déviants, notamment par la « transparence » des détenus d'une prison désormais *panoptique*. Ce qu'il n'avait pu saisir, (et qu'entrevit plus tard Michalis Lianos avec son concept de « péri-

⁹¹ Dernier scandale en date : l'affaire des *passesports européens en or*, vendus par la Bulgarie, Chypre, Malte,, etc, à qui peut mettre sur la table entre 500 000 et Un million et demi d'Euros.

optique »⁹²), c'est que le mode d'existence même de la société-monde serait la surveillance totale et rétroactive de la population, entrant ainsi dans une nouvelle ère. En s'appuyant sur ces acquis, je souhaite ici contrarier la position de facilité (partagée par nombre de bons esprits) selon laquelle il suffit d'être *indifférents* à cette surveillance de tous les instants... du moment, ajoutent les plus conscients, que les grands criminels -surtout institutionnels- y sont aussi soumis. Je récusé ce point de vue (certes respectable) pour une raison simple : les plus innocents d'entre nous sont *déjà* des criminels potentiels selon des critères qui pourront changer du jour au lendemain, face à des données infiniment accumulées et toujours récupérables par la puissance algorithmique.

Gardant cette extension infinie en tête, revenons maintenant à l'effet souverain par excellence dégagé par Foucault : la légitimité de punir (tuer ou simplement emprisonner) et de surveiller de grands nombres⁹³.

Peu de gens se rendent compte que le monde parallèle de la prison est un gouffre isolé d'où, une fois qu'on y « tombe », toute perspective de retour (même relativement prochain) ou de contact extérieur *s'étiolé au point de devenir abstraite*. Ce second monde est la déchetterie humaine de nos excès. Bien que caché, invisible, devenu imperméable à la justice fiable, *il est*

⁹² Entendant par là que, grâce à Internet et les réseaux sociaux, la transparence devient universelle et surtout *mutuelle*.

⁹³ Ce que l'Empire Urbain ne pouvait réaliser -par le droit- qu'au niveau de la ville, de ses possessions et de sa confédération, et que l'Empire-Nation ne pouvait réussir que par la grand marché territorial et son casernement civil, l'Empire-Monde, lui, en vient à bout par la Toile et ses araignées gafaïques dévoreuses de métadonnées.

extrêmement coûteux. Comme si notre propre ombre pesait insupportablement sur ce qui reste libre de nos destinées. Bien sûr, comme le notait aussi Michel Foucault, le monde pénal réduit à la détention n'a pas le caractère spectaculaire de l'orgie de sang et de supplices de celui précédant la modernité. Mais il lui *ressemble* à la manière dont la privation sensorielle est *vraiment* une torture même si elle paraît épargner le corps. C'est pourquoi il est impossible d'évoquer le moindre progrès sans traiter de la galaxie de la pénalité (goulag universel), ni sans envisager la disparition de ce cloaque d'extinction lente à nos portes. De ce monopole « social » d'une violence d'autant plus incontrôlable qu'elle est assourdie par des murailles, et que ces dernières sont de béton armé et de parpaing, semblables, aussi, à celles de nos parcs HLM...⁹⁴

Mais n'oublions pas Darwin. Dans certains cas, les groupes d'animaux proches des humains -et invitant à considérer leurs derniers ancêtres communs- ont mis au point des dispositifs « modérateurs » ou même *répresseurs* de l'agressivité mutuelle. Déjà chez les bovidés ou les cerfs, chez les loups, les ours, les chimpanzés, etc., les charges de certains individus « alpha »⁹⁵ préviennent et dissuadent, plutôt qu'elles ne mènent au bout une attaque immédiate. Les combats

⁹⁴ Regardons les HBM de Drancy où étaient entassés les gens destinés à la déportation sans retour : ils étaient déjà identiques aux tours qui déferlent sur le monde depuis les « trente glorieuses » !

⁹⁵ Le révisionnisme, exporté du journalisme vers les sciences, a décidé de détruire ce concept, qui est pourtant fort utile aux grands primatologues comme Jane Goodall ou Frans de Waal, aujourd'hui attaqués. Certes, la maman du chimpanzé Alpha a une grande importance... *pour assurer que son fils chéri exerce sa dominance !*

eux-mêmes connaissent de multiples gradations avant d'en arriver à l'engagement mortel, lequel peut même connaître la ruse et la préméditation, mais rarement le meurtre de masse « préventif » (par anticipation de la vengeance par autrui.)⁹⁶

Chez le Humains, -contrairement à ce qu'avancait le naïf Jean-Jacques- c'est l'inverse : la seule survie de quelques membres innocents du collectif des ennemis peut imposer le carnage, femmes et enfants inclus, par anticipation raisonnée de représailles. Certes, le mécanisme peut en être stoppé par une régulation de la vengeance, comme dans l'institution de la vendetta, où seuls *certain*s individus sont destinés (et se destinent) au sacrifice. Encore que la cruauté soit présente et que la « pacification » par une instance supérieure puisse être appelée par tous... entraînant d'autres problèmes : le *remplacement* de la vendetta par la guerre ouverte et chronicisée, et par la décision sans appel (*l'imperium*) d'un hiérarque est un processus typique d'aggravation, souvent monstrueuse, de la vindicte justicière.

Celle-ci peut aussi s'exercer à propos d'actes clairement moins graves que le meurtre. Confère dans l'actualité, ce procureur américain voulant rejurer Roman Polanski, 45 ans après des faits d'inconduite depuis longtemps pardonnés par la victime, mettant ainsi en cause des fondements du droit moderne : la prescriptibilité de la faute et la sacralité de la chose jugée, sans parler de la forclusion de la parole de la

⁹⁶ Il peut exister une anticipation inquiète de l'attaque éventuelle par des compétiteurs ou des « ennemis » (chez les cervidés durant le brame, les chevaux, les primates), mais guère de massacres complets de populations, programmés pour supprimer toute menace *imaginable*, comme chez les Humains.

victime elle-même. Bien que les chimpanzés - rancuniers- soient dotés d'une mémoire d'éléphant, on peut douter qu'un tel *acharnement* puisse exister dans cette espèce voisine, et *a fortiori* dans l'animalité en général. Néanmoins, il faut constater que notre capacité à l'excès judiciaire le plus déflagrant a également motivé de multiples tentatives pour raréfier les dérives mortelles de ladite justice. Il est donc intéressant d'explorer les solutions d'arbitrage limitant la vendetta, même quand elles commencent par le choix d'un *pharmakos* humain. Le principe de la médiation étant acquis, on peut alors passer de la victime humaine à l'animal (le « bouc émissaire », le *tragos* dont le chant (*tragoudia*) engage la sublimation « tragique »), ou encore minimiser la procédure et la remplacer -comme dans les anciennes *leges barbarorum*- par un tarif monétisé de la dette morale contractée pour chaque meurtre ou blessure.

Ce qui est important, dans ces stratégies de réparation, c'est qu'elles peuvent être adoptées par les protagonistes *sans trop leur enlever leur autonomie*, et donc sans créer une caste de juges qui les domine tous, et tende à développer (comme en France monarchiste puis jacobine et technocratique) une intrusivité sur les familles et les communautés locales, tout en maximisant le désir de vengeance de chaque citoyen et en en assurant le monopole d'Etat⁹⁷. Ce qu'on pourrait appeler avec La Fontaine, la logique de *Raminagrobis*.

⁹⁷ Quand Macron visite un centre d'appel pour femmes battues le 25 novembre 2019, pour mettre en scène sa sensibilité sur le sujet, il conclut : « la peur et la culpabilité sont en train de changer de camp. Quelque chose a basculé dans la société. Il ne faut pas le laisser retomber. » (Le monde, 27 nov. 2019, article de Faustine Vincent), il démontre -à son corps défendant- la justesse de note thèse : il ne

Notons que dans cette logique, les gens se vengent d'autant plus cruellement que l'Etat *encourage subrepticement* ce sentiment et les en laisse impunis, en se posant comme seul médiateur et metteur en scène de leur colère. Il les laisse surtout incapables de penser la différence fondamentale entre *une vengeance* (satisfaction « vide », qui jamais ne rend le bien ou l'être soustraits à ceux qui en jouissent - par propriété, apparemment ou fréquentation amicale-) et le *remboursement d'une dette*. Car l'oxymore même d'une « dette de sang » *n'a strictement aucun sens*, puisque le sang versé ne peut jamais être récupéré pour la vie. La jouissance morbide⁹⁸ de ce dispositif « d'honneur » explique son succès, mais ne dit jamais rien de la tristesse qui perdurera longtemps après la « punition » du responsable de la *perte* (le « damné » *stricto sensu*). Au contraire, lorsqu'on choisit de remplacer la vengeance

s'agit pas pour lui de penser la disparition de la peur et de la culpabilité de notre société, mais de *les maintenir en les retournant* depuis le « camp » des femmes contre celui attribué aux hommes. Exemple typique du *syndrome de l'Etat vengeur*, alors que le problème social serait plutôt de faire disparaître les causes d'une violence conjugale signant la « destruction de la famille », argument d'ailleurs avancé par une femme avec qui le chef de l'Etat s'entretient, *et qu'il n'entend pas*, le réduisant d'emblée à l'effet d'une « emprise » psychologique désormais criminalisée, catégorie arbitraire et pseudo-scientifique ouvrant la voie à la possibilité de généraliser une guerre des sexes désormais sans trêve.

⁹⁸ Confère le caractère « suave » de la satisfaction de voir, depuis un promontoire, les navires des ennemis coulés et brûlés jusqu'au dernier, cité par tel auteur grec assistant à la bataille de Salamine. La « valeur » de la vengeance est ici non pas celle du « plat froid », mais plutôt celle du « shot » de drogue. Elle s'épuise immédiatement. Elle précède le vide le plus durable (celui là même qui explique le suicide fréquent des toxicomanes sevrés).

sanglante par une rétribution directe de la famille des victimes par celle des criminels, on « éteint » le désir de mort par une gratification des uns valant repentance des autres. Mais elle ne s'arrête pas à cette fonction : elle est aussi, au fil du temps, une équivalence symbolique et concrète du « bien » qu'apportait la victime à ses proches (par exemple les soins ou l'affection), pour autant que l'on puisse acheter de tels biens⁹⁹.

Au premier abord, le problème est donc simplissime : qu'attendons-nous¹⁰⁰ pour devenir partisans d'un endettement direct des criminels devenant ainsi débiteurs (sans incarcération ni peine physique) ne serait-ce que pour estomper le caractère vengeur de la peine?

Bien entendu, proposer cela peut paraître tellement irréaliste que l'on sera tenté de demander à l'auteur s'il ne s'agit pas là d'une provocation à *la limite* du canular.

Je l'avouerai volontiers ! Certes, l'idée ne semble pas aussi choquante que la solution économique du satiriste Jonathan Swift (proposant carrément de manger les nourrissons irlandais¹⁰¹), mais tout de même : comment

⁹⁹ Le double sens de « bien », notable dans nombre de langues (*good*, etc.), comme « effet bénéfique » d'un acte et comme chose possédée, est réfléchi par Lacan dans une formule lapidaire : « quand on mange, on n'est jamais seul ».

¹⁰⁰ Ce qui évoque pour moi le titre du livre collectif que j'avais édité à la fin du XXe siècle sur un autre problème (*Pourquoi tardons-nous tant à devenir écologistes ?*), établissant ainsi une connexion thématique qui n'a peut-être rien du hasard.

¹⁰¹ *Modeste proposition pour empêcher les enfants des pauvres en Irlande d'être à la charge de leurs parents ou de leur pays et pour les rendre utiles au public* (*A Modest Proposal: For Preventing the Children of Poor People in Ireland from Being a Burden to Their Parents or Country*) (1729). Le paradigme de l'humour noir selon Isaac Asimov.

pouvoir penser qu'il serait supportable de *rémunérer les meurtriers pour leur crime*, quand bien même leur revenu viendrait aussi *indemniser*¹⁰² au mieux les familles des victimes ? Pour rendre mon propos plus persuasif - à seule fin de réflexion-, je vais donc devoir soutenir (aussi sérieusement que possible !) deux affirmations :

1) L'Etat « moderne » dit « de droit » appliquant les recommandations de Beccaria quant à la pénalité légitime (humaine, nécessaire, éducative, etc.) ne saurait trouver en lui-même la moindre justification à délaisser la modalité « vengeresse » de la peine. Il représente donc bien un « verrou » pour un progrès en la matière (comme en d'autres).

2) Les obstacles culturels, psychologiques et techniques au « retour progressiste » à une logique rétributive de la peine sont importants et complexes, mais *peut-être* pas insurmontables.

L'Etat peine à abandonner la loi du talion

Cesare Beccaria (dans *Des délits et des Peines*) instaure la présomption d'innocence jusqu'à la condamnation, limite la peine à sa définition légale comme acte, et au jugement public de cet acte, inféode la loi à des principes sociaux et humanistes supérieurs, récuse la rétroactivité de la loi « plus sévère », proportionne la peine au délit, interdit torture et peine de mort et veut *prévenir* -notamment par l'exemplarité- plutôt que réprimer le crime. Les bons principes de ce vrai pape du droit pénal moderne se révèlent pourtant aujourd'hui insuffisants, paradoxaux ou contradictoires.

¹⁰² *Stricto sensu* : « combler la perte »

-Ainsi, la « Société » dont Beccaria fait l'arbitre suprême (en la confondant souvent avec l'Etat selon une acception rousseauiste) peut se révéler monstrueuse *en tant que totalité*, et cela même si elle ne torture ni ne tue plus systématiquement ses opposants.

-D'autre part, proportionner la peine au délit (qui est un appel à commensurer les deux, et donc à pouvoir se comparer à une mesure des peines en argent) est contradictoire avec le soutien d'une « peine à vie » supposée remplacer la mise à mort *dans son caractère absolu*. En effet, il ne peut exister de proportionnalité avec une peine « absolue » (*toute la durée de vie comme « perpétuité », ou plusieurs fois celle-ci par exemple, dans cette possibilité du droit américain*).

Par ailleurs, la prolongation de la peine à la durée même de la vie naturelle d'une personne peut être plus cruelle qu'une exécution instantanée. Autrement dit, cause juste s'il en est, l'abolitionnisme peut cautionner un droit pénal encore violent, au sens de transplanter un principe de vengeance de la famille vers la « Société », *via la notion beccarienne « d'ergastolo » : l'esclavage au travail à vie*. Beccaria admet en effet le travail comme rétributeur de la Société « lésée », mais il admet aussi que la transformation du meurtrier en « bête de somme » puisse être *pédagogique* pour tous ceux tentés par le crime. Ce qui est une franche sottise.

L'Etat « beccarien » qui entretient des détenus -en longue durée ou à vie- dans son système carcéral (renforcé par la surveillance panoptique vendue par Bentham et devenue électronique et universelle) est également supposé éteindre l'inflammation de la lésion causée par le délit par l'expiation, qui doit ainsi satisfaire la victime ou sa communauté. C'est donc toujours la

souffrance infligée au criminel qui est censée, comme dans l'ancienne vendetta, *équivaloir* à la perte subie par les proches de la victime, et ainsi, les « satisfaire » comme s'ils en étaient remboursés.

Le paradoxe est le suivant : l'Etat « moderne » ne sanctionne qu'au nom d'une valeur rédemptrice de la peine, alors qu'en réalité il « monétise » symboliquement cette peine pour en faire une rançon (vrai sens premier de « damner », « *damnum decidere* »). En réalité, il n'existe aucune fondation en logique ou en justice soutenant l'idée d'un Etat qui serait *seulement* arbitre de transactions entre un criminel et un groupe de gens lésés par son crime, *sans* être partie prenante d'une vengeance, *sans* s'impliquer comme « parent imaginaire » de la victime (ce qui justifie la curieuse expression de « Nation » comme référent de sa légitimité, ou la « Fraternité » de nos frontons). Un Etat pédagogue des mauvais Sujets n'est donc pas pensable alors qu'il veut satisfaire la communauté lésée (publique et privée) *avec la monnaie de leur souffrance*. La puanteur, l'encombrement des prisons, leur froideur, leur type de gestion militaire et punitive, la terreur qui y règne entre la hiérarchie officielle et la pègre, les durées d'isolement, la mauvaise alimentation, etc. ne sont donc pas de simples effets d'une pénurie de moyens : ils sont le but même, *la valeur* de toute l'opération de prise en charge étatique, but plus ou moins celé par l'hypocrisie beccarienne en vigueur partout.

Quand bien même l'Etat n'interviendrait que « techniquement » pour contraindre le condamné à effectuer sa peine, et le surveiller, on n'échapperait pas au paradoxe. En partant de la fameuse formule de Juvénal « Et qui

gardera ces gardiens ? »¹⁰³, on obtient vite son envers : « comment s'assurer *sans* la force que la réparation d'un crime sera effectuée ? » Par exemple, si une personne est condamnée à travailler pour rétribuer la famille de ses victimes à hauteur d'une valeur jugée publiquement, qui va en garantir la réalisation -et comment- en cas de refus ou de dérobade ? On sait que la réponse du jeune Etat romain était, dans nombre de cas, la torture ou la mise à mort comme *éteignant la dette*, exactement comme la puissance paternelle à l'échelle de sa propriété familiale. On a souvent interprété cette violence comme un reste de cruauté primitive et beaucoup plus rarement comme une *simple facilité du traitement* : point besoin de prise en charge coûteuse et longue du criminel, et « soulagement » de la famille de celui-ci, ainsi exonérée immédiatement et définitivement de sa dette.

Lors, le choix demeurerait limité dans la recherche d'un progrès dans le domaine pénal : ou bien l'on reste dans cette logique (au fond trompeuse, puisque la souffrance des criminels ne rembourse *rien* aux victimes et leurs proches), ou bien la force souveraine ne peut plus être appliquée à la détention, mais doit encore l'être, après l'arbitrage, pour contraindre le condamné au remboursement décidé. La surveillance des prisonniers serait donc remplacée par une police administrative consacrée au contrôle de cette obligation¹⁰⁴.

Est-ce vraiment différent ? Est-ce juste ? Est-ce réaliste ? Jusqu'ici, c'est simplement logique. Mais nous risquons alors de voir l'endettement non remboursé augmenté d'un « délit d'Etat » visant la non-obéissance

¹⁰³ « Quis custodiet ipsos custodes ? »

¹⁰⁴ Facilité, certes par la transposition du « prélèvement à la source » généralisée par la fiscalité...

au jugement comme insulte à l'autorité. Ce délit pouvant être à son tour non « remboursé », etc. Une cascade vertigineuse de délits en perspective ! La monétisation de la détention comme « équivalent-souffrance » serait-elle donc, finalement, la seule possibilité pragmatique ?

Obstacles psychoculturels à l'équivalence crime/dette

Laissons la réponse en suspens pour soulever un autre problème, lequel pourrait bien s'avérer *l'obstacle principal* à notre protopie : *la résistance culturelle à l'abandon de la vengeance*. Si la mise à mort réelle du meurtrier ne rapporte *rien* (outre le *shot* de la vengeance), l'indemnisation¹⁰⁵ du crime fait glisser ce dernier vers une comparaison avec *l'héritage* offert par la catégorie des parents décédés. En ce sens, le criminel changeant sa peine de mort en dette de bien est inconsciemment associé par le milieu familial des victimes à l'image d'un « ancêtre bienfaiteur », ce que ledit criminel préfère généralement à sa mise à mort réelle, de même que son clan, désireux plus que tout de ne pas être entraîné dans la spirale sans fin des vengeances symétriques ou leur aggravation guerrière. En ce sens, chaque partie y gagne, mais *cela ne va pas de soi*, comme on s'en doute, surtout du côté du clan des victimes. Cet exemple édifiant nous ramène en effet à une question sur la grande fréquence de la disparition de la monétisation du délit comme dette parmi les peuples dits « civilisés ». Pourquoi, en général, trouvons-nous

¹⁰⁵ L'étymologie est ici utile : le mot-clef sous jacent en latin aussi bien à indemnité, damnation, condamnation, dommage, dédommagement, etc, est le « damnum », à savoir *la perte* en tant qu'elle détermine « ce qui est dû » et doit donc être évaluée puis appréciée.

« obscène » ou « immoral » de compenser un meurtre *par une importante dette monétisée, alors que tout échange d'activité vaut par ailleurs argent comptant ?* Ou pour le dire plus clairement : pourquoi trouvons-nous « immonde » de rabaisser la mort d'un « être cher »¹⁰⁶ à un tarif en argent, différant de plus selon son statut social et parental ? Quelle est cette sorte *d'hypocrisie* ? Le fait que la loi du *talio*¹⁰⁷ (la mort pour la mort) ait mis tant de temps à disparaître (pas partout au sein des « civilisations », et jamais entre les Nations) devrait nous interroger parallèlement : sa résistance semble indépendante de la question du tarif.

Risquons une hypothèse : si le délit peut placer symboliquement l'agresseur en position de débiteur pouvant payer et changer la dette en abondance, il existe un effet *boomerang*. En recevant du meurtrier une rétribution notable, le parti de la victime peut, de son côté se vivre comme ayant volé quelque chose au défunt : sa dignité. Accepter de l'argent de la famille du criminel se rapproche peut-être *trop* du mécanisme complet du legs : la mort naturelle du parent équivaut à recevoir des biens de sa part, de sorte que, sans l'avoir voulu consciemment, nous nous sentons gratifiés de sa disparition, ou en tout cas, partiellement consolés. Allons plus loin : il n'existe aucune disparition de père ou de mère très âgés qui ne soulage les enfants ou même qui ne suscite une certaine joie « libératrice », souvent mêlée de chagrin et de crise identitaire, bien sûr. Ceci est dû au

¹⁰⁶ En français au moins, le mot « cher » trahit immédiatement l'ambivalence entre le prix et l'inappréciable.

¹⁰⁷ *Représailles* en latin. Inadéquatement attribuée aux Juifs et à leur symbole shakespearien, Shylock, le fameux adepte de la « livre de chair ».

fait que l'ensemble des contraintes, des interdits, des devoirs de respect voire d'obéissance à l'égard des ascendants, ensemble impliqué par toute société, produit de la rancœur. Bien souvent -comme l'a montré à raison la psychanalyse-, la nécessité psychique de s'aligner sur des ascendants restreint la liberté de vivre, même si l'on sait par ailleurs que « les non-dupes errent » (pour reprendre le jeu de mots-couteau suisse de Lacan¹⁰⁸).

Cependant s'avouer à soi-même et à autrui que l'on jouit du décès d'un parent, c'est, d'une certaine façon, s'avouer coupable des pires pensées criminelles. Le rêveur ne peut échapper à cette taraudante culpabilité fantasmatique qui le renvoie à sa tendre enfance et à ses violents désirs de suppression des personnages castrateurs (qui sont aussi objets d'amour !). Le sentiment de culpabilité n'étant pas agréable, nous cherchons à l'éviter ou à le cacher... tout en profitant de l'héritage comme argent et symbole de libération¹⁰⁹.

L'allongement de la vie des ascendants ne règle rien, car il s'accompagne souvent d'une saisie d'une part de

¹⁰⁸Qui peut se retourner en « les noms du Père », mais aussi en « les « Non » du père, que l'on oublie trop souvent : le père -non pas comme père fouettard punissant l'inceste, mais comme maquisard résistant à l'ordre englobant de la Matrix, de la GuanYin bisexuée ou du Bouddha féminisé, dont le ventre occupe tout le ciel, afin de résonner de la plainte lascive de *tout* le peuple !

¹⁰⁹C'est sans doute la raison pour laquelle le confucéisme latent en Chine conduit irrémédiablement beaucoup de Chinois à ne penser qu'argent et arnaque. Tout ce qui a valeur civilisée devient flux de riz et d'eau entre générations, dont il ne s'agit alors que de détourner invisiblement le cours pour produire ici et là une mare fertile, que dis-je, un lac poissonneux, voire un fleuve géant où Mao peut enfin se baigner avec ses camarades favorit.e.s. Tandis que les autres, resté.e.s sur le bord, ne perdront surtout pas la face !

l'héritage par l'Etat et par les institutions lucratives chargées du coûteux maintien en vie des personnes très âgées. Le résultat en est que le décès enfin survenu provoque une allégresse de la descendance, en un sens inversé : on n'est pas heureux parce que l'on va être gratifié d'un héritage finalement résiduel ou négatif, mais parce que la survie interminable d'un parent immobilisé par le pointilleux suivi technomédical en légume-vache-à-lait *est une torture pour l'un comme pour les autres*¹¹⁰. Plus l'Etat et les Institutions de bienfaisance médicalisée empêchent la mort naturelle, et plus les proches deviennent donc des assassins putatifs *dans l'inconscient*. Plus la charge de culpabilité est lourde et insupportable, moins la gratification finale a de consistance voire de réalité. Cette vérité, vécue par une majorité de nos contemporains, est évidemment indicible, interdite d'expression positive médiatisable. Nous nous en défendons en organisant un culte excessif et travesti de la mémoire du défunt, tandis que, du même mouvement, nous estompons sa trace physique, bientôt réduite à une petite urne, voire à quelques cendres dispersées. A peine un nom tagué sur un mur. Gagnant-gagnant ? Pas sûr... Car ce nom comme l'œil dans la tombe de Caïn selon Victor Hugo... *nous regarde*.

L'idée obsédante qu'un véritable criminel puisse être assimilé au parent mort cédant son bien à sa descendance

¹¹⁰ Le retour récent du rituel de remboursement des morts lors de la *All the Saints Evening* -Halloween- (représentés par les enfants en horde errante) indique que la prise en charge institutionnelle du parent grabataire est loin d'éteindre notre sentiment de culpabilité. La sociologie (qui s'épanouit en sécurité sociale) n'éteint pas l'anthropologie (qui explique la constance incoercible des mythes d'échange entre morts et vivants).

devient donc difficilement acceptable : elle révèle trop notre vrai désir et l'antinomie qu'il soutient : *être un tueur de parent ou être un parent mort qui réclame justice*. Peut-on penser atténuer ce trouble symbolique qui nous ramène inlassablement au modèle de la vengeance irréductible, du fait même de l'irréductibilité du Sujet à une mesure comptable ? Cela semble impossible, même en arguant indéfiniment qu'il s'agit d'un *Sujet vide*, et même grâce à cet argument, qui rapproche ledit Sujet de l'absolu d'une liberté sans limite où il situe sa propre vérité.

Donc, pas de solution ? Peut-être peut-on en entrevoir une, bien qu'imparfaite et à ne pas confondre avec la classique manipulation religieuse de la repentance, laquelle a d'ailleurs souvent viré à la comptabilité des péchés et des modalités quantitatives du devoir d'obéissance à la procédure de leur remise (*indulgences*, notamment). On doit cependant garder cette longue expérience en mémoire, laquelle a surtout enrichi les Eglises et guère les victimes du « mal » avoué.

Cernons le problème : il semble dû à la difficulté immémoriale et encore actuelle de penser conjointement la personne humaine comme un Sujet absolu (effet d'un pacte de parole sans exception), *et* comme un organisme au sein d'un monde matériel et vivant. Or, cette aporie doit être résolue, car nous ne cessons de manifester notre subjectivité par des actions matérielles et inversement, de considérer ces actions sous leur angle symbolique. De sorte que si nous ne « trouvons pas le joint », la solution de continuité entre ces deux aspects si exclusifs l'un de l'autre, ce qui se déclenche alors inévitablement, c'est le *basculement* brutal entre l'un et l'autre, et inversement. Sans comprendre que c'est justement l'étroite bande de

cette frontière qui recèle notre liberté, la seule, celle de ne pas être prédéterminé par nos interlocuteurs, de ne pas être catégorisé, et du même coup condamné. Autrement dit, le domaine poétique imaginaire, de la métaphore, où c'est nous même, en personne, qui décidons si une matérialité comme le montant d'une dette vaut -ou non- *pour* symbole de repentir et de pardon (indépendamment de leur rapt par les institutions morales religieuses), à savoir *pour* une représentation valide et suffisante du respect de nôtre être comme de celui de la victime.

Dès lors, si elle existe, la solution réside bien dans l'absence de médiation ou d'interférence institutionnelle dans le débat entre partie lésée et agresseur qui doivent convenir eux-mêmes et d'un commun accord du montant de la dette que le second doit rembourser à la première. C'est seulement dans ce pacte immatériel que la matière comptable de la transaction prend valeur symbolique. Elle engage fortement aussi bien l'agresseur que les membres de la partie lésée, et cet engagement prend alors force de loi.

L'exposé de ce principe enfin dégagé clairement ne permet pourtant pas encore de désencombrer notre chemin. Nous n'avons *pas du tout* réussi à effacer le sourire narquois du lecteur averti qui pourrait dire : « Et si le criminel *ne veut plus* rembourser sa dette, que faites-vous ? Si vous le faites rechercher par toutes les polices, ne s'agit-il pas encore d'une fêrule, d'une surveillance constante (désormais informatique et universelle) remplaçant partout les murs de la prison ?

Ce sourire de l'intelligence, blasée par les expériences historiques, semble se soutenir d'une conviction, bien explicitée par Norbert Elias dans ses ouvrages sur le processus de civilisation : celui-ci devrait aller toujours

dans le sens de l'abandon du duel d'honneur (même arrêté au premier sang), pour laisser place à la seule justice d'Etat présumée « impartiale », *comme si elle n'était pas elle-même un « parti », celui de l'institution massive !* Mais nous avons constaté l'ambiguïté délétère de ce transfert et mis à jour la nécessité de *maintenir envers et contre tout le principe d'une souveraineté limitée à l'arbitrage entre les Sujets.*

Il ne s'agit pas ici, bien sûr, de retourner au romantisme de cape et d'épée, ni même de prôner le port d'arme, mais seulement de ne plus retirer aux Sujets la responsabilité ultime des actes nocifs dans leur mutuelle appréciation. *Est-ce possible et viable en pratique ?*

Conditions d'un respect du Sujet humain dans la « dette pénale »

Il n'est pas inutile de rappeler que le vrai progrès consisterait, ici comme ailleurs, à faire respecter un principe fondamental : la *seule* souveraineté est celle du sujet de la parole supposé être une *personne physique*, aucune *représentation* de celle-ci n'étant autorisée (sauf dérogations exceptionnelles), non plus qu'aucune condensation collective de cette souveraineté, même lorsque cette dernière est assurée solidairement.

Reconnaissons qu'il s'agit d'une idée improbable pour le temps présent et le proche avenir, mais nous pouvons peut-être l'améliorer au cours du temps, sans rêver pour autant que ledit sourire ironique du connaisseur des mœurs humaines puisse disparaître définitivement, sachant avec quelle habileté passionnée les Humains sont capables de s'appuyer sur les réformes les plus audacieuses en faveur de la liberté des Sujets pour

reconstruire à partir d'elles *les édifices de la domination et de l'exploitation de masse* .

Supposons que l'idéologie secrètement préservée du Talion se dissolve sur le long terme, pourrait-on pour autant trouver des techniques crédibles, fiables, et surtout durables sans déformations excessives de leur vocation, autour du « tarif » monétaire directement négocié du meurtre entre parties lésée et en dette ?

Nous évoquons ici la constitution d'un Etat qui ne se « vengerait pas » *pour le compte* de la colère des parents et proches de la victime (et la jouissance des citoyens-spectateurs). *Il ne pourrait donc plus être souverain*, terme emprunté à l'imgo de l'*Oikodespotas* ou du *Dominus* antiques, mais deviendrait un Etat *mutualiste* chargé de faciliter et de gérer les liens directs entre *Sujets souverains*. Sous réserve de mécanismes efficaces interdisant de revenir implicitement à sa nature vengeresse, il devrait se contenter d'agir dans le cadre d'une « réparation positive ».

Un cadre « gestionnaire » (avec son élément de « force publique ») ne serait donc pas absent de *l'organisation* de la rencontre entre Sujet agresseur et Sujet victime, et de son contrôle drastique, de la détermination des conditions de possibilités pratiques du remboursement. De même, se porterait-il garant de l'effectuation de la promesse. Nous avons là *l'esquisse* des nouvelles fonctions légitimant un Etat déchargé de la tentation d'exercer peu ou prou une souveraineté pénalisant tous les Sujets en présence.

Pourtant, le lecteur suspectera que « quelque chose ne va toujours pas » ! D'abord, cette relative modestie retrouvée du concept d'Etat ne peut se défendre en elle-même de propositions actualisant la thématique

benthamienne d'une « transparence » de l'individu suspect ou condamné, laquelle revient aujourd'hui avec la puissance d'un raz-de-marée universel, observé dès son départ par Edward Snowden, et qui vise la surveillance de *tous* les êtres humains. Il faut donc insister : plus de vrai progrès sans *diviser* le monopole de la contrainte afin de confier son exercice indispensable à un arbitrage.

Mais si le seul fait de construire une rencontre faciale fructueuse entre une victime et son agresseur sans s'y immiscer est déjà loin d'être aisé, on pressent la difficulté d'instituer et de suivre le remboursement de la dette sur la durée décidée. D'abord, le meurtrier *n'achèterait pas* la famille des victimes avec son état de fortune (placée sous tutelle pendant la durée de la réparation), mais il se « rachèterait » lui-même par un *travail* spécifique¹¹¹.

Pour obtenir alors un effet de progrès de plus long terme, il faudrait donc avancer sur le principe même de la proportionnalité crime/travail, en nous rendant capables d'une part de définir la *valeur* de la rétribution maximale (qui ne pourra pas rejoindre les absolus de la mort et de la durée de vie totale) à quoi peut prétendre l'entité lésée par le crime, et d'autre part quelle fraction

¹¹¹ La malignité humaine n'est jamais en défaut, et l'on peut fort bien prévoir que la famille de l'agresseur tentera, secrètement, « d'acheter » celle de la victime, en incitant celle-ci à sous-estimer considérablement la « valeur-travail » de la lésion. Echappons lâchement à ce casse-tête supplémentaire : il est sans doute traitable dans le même cadre général, avec une inflation bureaucratique prévisible, mais l'important, à moyen terme, est de marteler des principes qui fassent référence obligée. Ce qui peut, au mieux, faire tenir un régime préférable pendant quelques centaines d'années ! Mais que veut-on de plus d'une métaphore orchestrale nouvelle ?

de cette valeur maximale peut être légalement supportée par un individu à proportion de celle attribuée au crime.

Rien n'est ici facile : on ne pourra *jamais* réduire un meurtre au *prix de la perte* (damnum) qu'il occasionne, même si l'on admet qu'il ne peut pas ramener à la vie le Vivant tué, et d'autre part que ce Vivant n'était pas lui-même apprécié seulement pour son « existence nue » (en citant Agamben), mais pour *l'ensemble des agréments et utilités* qu'il procurait à son entourage en tant que Sujet de ses actes (à commencer par l'acte de parole).

Certes, un collectif de plaignants pourrait établir le niveau de peine estimé « juste », en tant que *détenteur de « parts » de la perte* du Sujet¹¹². Mais à ce point, notre réticence augmente encore : cette technique n'échapperait *en rien* à la critique d'une représentation comptable relative de la perte par la peine-travail. *Elle apparaîtrait même sans doute d'emblée ridicule et insultante*. Ce serait bien là son seul aspect progressiste : les gens repoussant avec dégoût ce type de « procédure d'aide à la décision » (autre forme insinuante du Pouvoir), ce serait en fin de compte pour mieux saisir, *a contrario*, à quel point chaque Sujet partie prenante ne peut tirer la validité de son jugement *que* de ce qu'on appelle encore « son âme et sa conscience » et de rien d'autre, *surtout pas d'un simulacre de thermomètre de la valeur*. Ceci en un monde où âme et conscience se devinent enfin, indépendamment de la ligne

¹¹² On entend immédiatement l'écho de la révolte morale de tous ceux qui argueraient, à juste titre, que la valeur de la vie d'un Humain ne peut dépendre de l'opinion de sa famille, la « surcote » étant suspecte d'intérêt, et la sous-cote indicatrice du mépris pour l'un des siens (pour reprendre la chanson satirique de deux youtubeurs)

téléphonique directe à Dieu, comme de simples signes de l'indétermination des critères de choix, avant un *choix purement performatif*. Or ce choix est proprement « intolérable » pour la communauté globale ne pouvant admettre la variation de valeur de la vie humaine, sauf, peut-être sous la forme du « refus », par la part de la communauté entourant la victime, de toucher quoi que ce soit du criminel.

La seule solution resterait-elle alors un « prix unique » attribué à chaque type de délit (comme dans les *leges barbarorum* !) et, le cas échéant, la constitution d'un « fonds » à reverser collectivement au prorata d'un « degré » de proximité, analogue à celui des héritiers ?

C'est « techniquement » possible, mais l'Etat bureaucratique n'y aurait pas perdu, lui, de ses prérogatives actuelles !

On pourrait enfin soutenir qu'en fin de compte, la société serait « gagnante », en comparant une estimation raisonnable de ces coûts d'intervention d'un « Etat mutualiste » et ce qu'elle doit déboursier aujourd'hui pour entretenir le monde pénitentiaire. On n'oubliera pas les économies substantielles résultant de l'abandon du principe de la prison (physique, chimique ou électronique). Rappelons qu'en juillet 2016, par exemple, les 69 375 détenus en France coûtant chacun 32 000 euros par an, pour un taux d'occupation des prisons de 120%, la population carcérale seule pesait plus de deux milliards deux cent vingt millions d'euros/an. Ceci pour un taux de *recondamnation* de 63%. Et sans compter l'endettement public pour faire face aux dépenses de construction et d'entretien du « parc carcéral », de l'ordre de 6 milliards.

Mais, même si l'on admet que l'Etat ne doit jamais plus

être considéré comme co-victime (ce qui serait abusif car il n'est point son parent ni son familial)¹¹³, ni désormais prendre en charge la masse des criminels en tant que « détenus pour ne plus représenter de danger pour la Société », ses dépenses assureraient néanmoins le fonctionnement de la justice légale et le règlement de la dette des criminels. Il devrait, en ce sens, contribuer à créer (dans la limite de l'utilité sociale admise par les citoyens) des marchés d'emplois capables d'absorber le travail des condamnés, tout en restant ouverts à la concurrence extérieure. Ce serait plus juste que de laisser se développer des sous-marchés d'emplois destinés aux « moins-disant », migrants ou autres. Or, si l'on peut admettre « en général » que la valeur maximale de la peine comme rétribution par le « travail pénal » ne compromette pas la santé physique, mentale et la dignité morale de l'individu jugé coupable, toute précision devient problématique : la *dignité morale* implique de préserver une liberté autorisant le choix du travail ainsi que le maintien de conditions de vie tolérables selon des critères sociaux reconnus pour tous. Non seulement, elle

¹¹³ A moins de considérer, ce qui reste problématique dans le principe (comme on l'a vu au précédent chapitre), que l'Etat-Nation est une personne morale *représentant les parents*, (comme dans la « fraternité » de nos frontons) et pas seulement les civilités, ou encore, que la civilité *inclut* la parenté (problème que l'Etat romain avait toujours rencontré comme un mur. Voir T. Mommsen, *Le droit pénal romain*, A. Fontemoing, ed. Paris, 1907). Pourtant, supprimer la mention « fraternité » des frontons républicains soulève encore des réactions incoercibles : il suffit de tester nos sentiments quand nous apprenons que nos « concitoyens » sont morts dans un accident d'avion, qu'ils ont été enlevés contre rançon, ou qu'ils ont fait l'objet d'une embuscade mortelle les visant en tant que « Nationaux ».

ne serait pas compatible avec la prison, si coûteuse et corruptrice par ailleurs, mais elle devrait aussi permettre le temps et le moyen d'une réhabilitation avant la retraite pour les salariés, sans quoi l'on retomberait dans « l'ergastolo », l'esclavage à vie !

La complexité bureaucratique des mesures nécessaires fragilise, à l'évidence, *toute leur pyramide de bons sentiments et rend ceux-ci encore moins tolérables pour les « non criminels »*... Las, nous devons nous rendre à l'évidence, après tout cet effort pour nous faire les avocats... du diable : *ce genre de « progrès » nous laisse dans un profond malaise. Il ne marcherait pas...* Mais ayant entraîné le lecteur aussi loin, nous ne pouvons décemment l'abandonner ainsi au milieu du gué. C'est pourquoi, nous ne concluons pas ce chapitre sans avoir proposé, à nos risques et périls, un « vrai progrès », nous autorisant du sentiment de l'immonde qui émane de nos précédentes tentatives. Au fond, de quoi surgit-il irrésistiblement ? De la combinaison de deux principes devenus « mauvais » de par leur extension dans la société-monde : l'Etat se mêlant de tout, et l'Argent, qui n'a plus rien de celui des médiévaux. On y ajoutera la Technologie (des surveillances de l'intimité) et la Masse elle-même (de délations, d'opinions condamnatrices, etc.). Nous retrouvons donc notre Poutecharma en ennemi de la justice du futur.

Récapitulons : il ne peut être nié que le criminel a contracté directement une dette vis-à-vis de ceux qui fréquentaient sa victime ou s'y apparentaient. Que ces derniers n'exigent plus le sang, mais que la somme soit établie par une justice arbitrale légale (et rien que par elle) est sans doute *possible*. La source de la dette n'est pas remboursable mais la décision relevant des parties

concernées *pourrait* fixer sa *valeur symbolique* « appropriée »¹¹⁴. Ces principes semblent beaux et bons. N'étaient les difficultés techniques évoquées, ils paraîtraient *presque* soutenables. Sauf qu'ils soulèvent - en dehors de cette complexité technique et de l'envahissement multiforme par l'Etat (que nous avons aussi décrit)- deux questions *insurmontables* :

-décider *quelle est* la communauté «élargie» des victimes autorisées d'un dol par le meurtre d'un proche, au-delà de la famille (problème de la Masse).

-Rabattre la valeur symbolique du crime sur du travail quantifiable (problème de l'Argent).

Prenons les dans cet ordre.

Lorsque des femmes meurent sous les coups de leurs conjoints, serait-ce plutôt la communauté des femmes qui doit, en arrière-plan, être désignée victime collective au-delà d'un sentiment partagé? Et s'il s'agit d'enfants, et alors que ce sont souvent des mères qui se rendent coupables d'infanticides¹¹⁵ (d'où l'adage sinistre : « les

¹¹⁴ La quantification du dol n'a pas de sens « réaliste » dans une telle confrontation, de même qu'une salière circulant dans un groupe à partir des appels à « me passer le sel » représente surtout en acte le « tact » réciproque de rigueur dans un groupe convivial. Sa « preuve » concrète. (Voir d'E. Goffman : *Les rites d'interaction*).

¹¹⁵ Nous n'utilisons pas la mise en scène des meurtres avec l'expression : « tous les x jours, n personnes meurent sous les coups de telle catégorie d'assassins ». Cette présentation conduit à déformer les perceptions : que « tous les jours, un enfant de moins de quinze ans meure sous les coups de ses parents », dont 270 en bas âge, essentiellement du fait de leurs mères, ou que tous les trois jours, « une femme décède du fait de son conjoint » (cent neuf femmes en France en 2017), n'empêche pas que ces chiffres ne représentant que quelques dixièmes de la somme des meurtres (900 en moyenne). Sans parler des homicides que sont aussi les suicides (12 000/A, soit une trentaine par jour) dont trois fois plus d'hommes

hommes tuent leurs femmes et les femmes tuent leurs enfants »), peut-on admettre qu'une communauté plus large soit admise comme juridiquement concernée ? Et si ce n'était plus l'Etat supposé représenter une population nationale, faudrait-il donc ajouter à la communauté territoriale lésée dans sa joie de vivre, l'extension d'un droit d'influer sur le jugement à une partie du peuple plus fortement touchée ? Y aurait-il alors la moindre *raison* pour qu'une indemnisation versée par le monde familial du criminel ne soit pas directement attribuée à *tous* les gens se croyant « suffisamment » affectés par son acte (ne serait-ce que par la capacité des Sujets humains de « s'intéresser » -et de s'impliquer fortement- sur des actes notoires qui, en réalité ne les concernent pas à titre strictement *personnel*) ? Face à cette perspective inquiétante *et au fond absurde*, soulignons à quel point tout exercice de progrès véridique risque d'achopper sur le « mur de la culture de masse ». Ici encore, la seule communauté supportable est celle, conventionnelle depuis que les Humains parlent : *la parenté*, comme droit

-agriculteurs, fonctionnaires, homosexuels- que de femmes, ou les accidents mortels su la route (3500/An, soit 10 par jour). Le taux de suicide des Français est l'un des plus élevés du monde, deux fois celui de la Grande Bretagne et 50% de plus que celui des USA ou de l'Allemagne (moitié moins, cependant que ceux des pays baltes).

d'exprimer ensuite un choix personnel¹¹⁶.

Terminons par l'Argent, qui cristallise notre dégoût le plus immédiat : pour noter, *avec cet extraordinaire coach du capitalisme que fut Marx*¹¹⁷, qu'il est associé au travail social abstrait, comme définition encore actuelle du contenu du Sujet.

La solution « sérieuse » à notre dilemme est donc moins difficile que prévu : il suffit, cette fois, de renvoyer la « peine » du Sujet criminel -non plus sur une dette monétaire ou/et en travail-, mais sur un acte personnel et « noble » considéré d'un commun accord par ce Sujet et par le groupe de plaignants comme suffisant à *l'extinction symbolique du mal*. Ce pourrait être la participation à un cérémonial, un acte de bravoure exceptionnel, une épreuve cathartique, une œuvre magnifique, un engagement rigoureux, etc. Mais *jamais* un travail salarié, devenu symbole de la société-masse elle-même dans toute son horreur servile¹¹⁸.

¹¹⁶ En matière pénale, la loi française prévoit *encore* l'immunité (la non-culpabilité) pour la non-dénonciation de crime pour les parents en ligne direct de l'auteur ou du complice et leurs conjoints ; pour les frères et sœurs de l'auteur ou du complice et leurs conjoints ; pour le conjoint de l'auteur ou du complice, ou la personne qui vit notoirement en situation maritale avec lui. Par ailleurs, elle interdit à des proches des parties de témoigner : ascendants, descendants et alliés au même degré. Ces derniers peuvent être entendus sans prêter serment à titre de renseignement.

¹¹⁷ Étudié notamment par Olivier Clain et Aldo Haesler.

¹¹⁸ J.C. Michéa pourrait s'y retrouver. A condition qu'il admette que la quantité (et sa mesure) comme véritable malédiction de l'espèce humaine depuis le néolithique n'est absolument pas réductible au « capitalisme », et que nous en porterons la charge excessive et néfaste dans tout avenir « socialiste » ou « communiste ». L'Histoire nous l'a déjà amplement démontré. Pourquoi se faire ici plus oublieux que l'oubli ?

Quant à l'Etat médiateur et à la technologie facilitatrice ... ils disparaîtraient purement et simplement de l'affaire, laissant aux groupe des parents plaignants et des défenseurs (accusateurs et avocats inclus) la lourde responsabilité de s'assurer de la réalisation effective de l'acte supposé réparateur *et* salvateur.

« C'est accorder bien trop de confiance aux gens ! » dira-t-on, en haussant les épaules une fois de plus.

Et de rajouter, en détenteurs présomptifs de la sagesse des nations : « Par ailleurs, il s'agit *encore* d'un vœu pieux ! Pourquoi un criminel endurci se plierait-il à ce type de jugement, s'il n'y est pas contraint et par un Etat policier, et par une Masse vengeresse ? »

L'argument vaut son pesant de crottes sèches, comme on dit par chez moi. Mais je persiste et signe : un Sujet que sa seule réputation accablerait dans toutes ses relations *peut lui préférer de loin* une cérémonie crédible où l'amende, pour purement honorable qu'elle soit, serait une condition inexorable de repentance, de pardon et de rédemption fiables, même s'il n'y croit pas trop en son tréfonds, inconnaissable par principe.

Encore faut-il, pour que cela fonctionne, que ses relations soient (re)devenues *vraiment conviviales*.

Chiche !

7. Vie quotidienne : tout recentrer par la relation entre sujets souverains et autonomie de subsistance.

« Aucune forme donc du *surmoi* n'est inférable de l'individu à une société donnée. Et le seul *surmoi collectif* que l'on puisse concevoir exigerait une désagrégation moléculaire intégrale de la société. Il est vrai que l'enthousiasme dans lequel nous avons vu toute une jeunesse se sacrifier pour des idéaux de néant, nous fait entrevoir sa réalisation possible à l'horizon des phénomènes sociaux de masse qui supposeraient alors l'échelle universelle. »

Jacques Lacan, « Introduction théorique aux fonctions de la psychanalyse en criminologie » (29 mai 1950) in *Ecrits*, Le Seuil 1966, p. 137.

L'esclavage est caractérisé (surtout depuis le commerce triangulaire) par la distension et la déchirure programmées des liens de famille. Les esclaves sont des gens qui doivent être ramenés, *volens nolens*, à leur solitude, à leur corps individuel, que l'on dédiera au labeur et à la garderie. Si le maître ne sépare pas toujours l'enfant de la mère, c'est par réalisme intéressé.

Le plus curieux est qu'une tendance similaire déployée à l'échelle de la société de travail salarié et d'assistance sociale suscite peu d'interrogation. Certes, des penseurs comme Bernard Stiegler s'en rendent compte et parlent d'une « prolétarisation générale ». Que ne vont-ils jusqu'au fond : nous sommes tous menacés de devenir, nous et « les enfants qui suivent » des corps commandés, séparés, individualisés, coupés des pouvoirs de filiation, d'ascendance et de descendance, et donc d'alliances significatives. C'est la vie quotidienne structurée par des emplois du temps (bien analysés par Benjamin Fernandez -longtemps après Rémi Hess- dans

sa thèse sur le capitalisme et le temps) qui organise la dépendance, mutée en gestion de l'individu isolé, mais pris en série, saisi dans une armée du Sociétal¹¹⁹.

Nous devons garder conscience de l'articulation entre les modes d'aliénation et d'exploitation. On ne peut séparer aucun des moments de la vie faite aux masses gigantesques *soumises à gestion* : aussi bien la nuit des fantômes gérés par internet, celle des médicaments et des somnifères, que le matin des petits déjeuners injectés de vitamines, des toilettes obsessionnelles, des vêtements, des cartables, et des départs aux aurores, puis la journée des queues de véhicules, des bureaux ou des ateliers, des casernes scolaires, celle des courses hebdomadaires comme du pain quotidien et de la cuisine familiale pour bouches avides, des visites sanitaires, des « sorties culturelles », des temps de voisinage, des blablas moralisateurs sur le bon genre (et son bon chic), de l'affalement face à l'écran géant des séries, etc. Bref, il s'agit de cette quotidienneté dont mon professeur à Nanterre, Henri Lefebvre, avait depuis longtemps établi la théorie critique. Laquelle devrait par la suite, avec l'œuvre de Rémi Hess, servir au chevet des Situationnistes, Zadistes et communautaristes tarnacquiens de toutes tendances (à l'opposé radical d'un Le Corbusier bétonnant, disciplinaire, inventeur de « l'unité d'habitation de grandeur conforme », vaguement fascisant, vichyste voire impunément eugéniste).

¹¹⁹Que cette armée soit nationale ou mondiale, privée ou publique *n'importe pas*. Depuis que le mercantilisme (excellamment analysé par Alain Bihl) a inventé l'alliance organique entre Pouvoir et Argent, banditismes d'Etat et de maffias, le système n'a jamais dérogé à une règle de base : utiliser la masse comme source captive de son énergie conquérante et dominatrice. *Jamais*.

Résumons-en l'optique présumée libératrice : « L'homme total », sujet réconciliant *en lui-même* la complexité de ses diverses expériences, de sa pluralité de personnages, s'oppose à l'individu de la « société totale », celle qui en fait un rouage monovalent, associé à chaque tâche spécialisée du moment, ce dernier étant à son tour un organe temporel d'une immense horloge combinant les tâches de milliards d'êtres.

Eh bien, oui *et* non. *Non*, nous n'ambitionnons pas ici cet « homme total » lefebvrien, trop intégré pour être honnête, et trop dépendant du *totalisme* qui nous infeste la pensée sans discontinuer depuis plus de cent ans. Mais, *oui* : au moins que l'individu-sujet ne soit pas désintégré en fonctions dans le grand Tout horloger, et qu'il puisse vivre dans un monde (au sens Arendtien) qui lui procure une liberté par mutuelle indétermination, au lieu d'être écrasé par une pression normative multiforme provenant autant des technologues que des gens de pouvoir ou de manipulation monétaire. Qu'on le laisse respirer, puisque la nature elle-même, maîtresse exigeante, en a décidé ainsi. Au point que les contraires du « burning out » sont le « laisser vivre », le « rêver », le « s'aventurer », ou, à défaut, le « souffler un peu ».

Revendications légitimes, dira-t-on. Mais alors pourquoi le côté incoercible de ce cadrage multiforme rend-il chaque instant de la vie plus pénible pour le grand nombre ? La réponse n'implique pas un complot des puissants : il suffit qu'ils existent à des postes de commandement pour exercer leur penchant à la maîtrise sans imaginer que l'addition incontrôlable de leurs efforts finira tôt ou tard par étrangler le « peuple » en l'obligeant à un sursaut vital nommé « révolution ». Laquelle ne réglera rien, bien entendu, sauf dans les

quelques mois d'euphorie succédant à l'exécution des anciens maîtres, avant que les nouveaux ne grimpent sur le podium, tels une foule de petits politiciens intéressés¹²⁰. Il faudrait donc pouvoir parvenir (et ce serait là un *vrai* progrès, enfin, après des millénaires d'aveuglement et d'oubli récurrents) à créer et faire durer des outils empêchant la conjugaison fatale des *pressions progressives* vers l'écrasement mutuel.

Prenons un exemple vécu : une foule de manifestants coincés contre un mur va induire, de par sa seule physique de masse des dizaines voire des centaines de morts en son sein. J'ai moi-même été écrasé dans une foule terrifiée contre un café à l'angle de la rue St Jacques et du Boulevard St Germain en mai 1968. Je me relève, hagard et sans chaussures, comme en témoigne une photographie de l'Aurore, reprise par Match. Quelques secondes encore et j'étais aplati, les poumons vidés. Heureusement, un gradé intelligent de cette police imbécile eut une illumination : pour éviter un nouveau Charonne, il fallait laisser libre le passage sur les voies latérales, par où les gens pourraient s'échapper. Cela fut fait à temps dans ce cas. Voilà un bon modèle de progrès, très relatif, certes. Encore fallait-il que le but de ladite police ne fût pas de « punir » une foule disparate et parsemée de touristes, mais de sauvegarder la vie des « adversaires » tout en matant une révolte.

¹²⁰ On pourrait viser les classes politiques des cinq derniers présidents de notre République, car la décomposition de l'Etat-Nation en tant que confiance du peuple a commencé à peu près avec celle de l'appareil gaulliste (que de Gaulle n'aimait pas). La rupture entre la vie et ce cadavre n'est pourtant pas encore consciente, alors que, les gens sont déjà en train de chercher d'autres repères.

Bien entendu, il est hors de question de compter sur le bon vouloir humaniste, environnementaliste ou simplement « citoyen » de la force répressive, mais de réfléchir sur l'intérêt des capacités de recul, de rétention, de maîtrise de soi, et sur la nécessité -malgré les difficultés- de les transposer sur le plan collectif, quand on ne peut pas compter sur des disciplines militaires rectifiant la position au doigt et à l'œil, voire au coup de sifflet ou au message audio. Pour le dire autrement : comment placer au dessus des libertés, des tranquillités, des absences, des espaces, des beautés d'une vie quotidienne vouée aussi bien au Familier qu'au Sociétal, certains signaux attirant l'attention et facilitant leur protection, de telle façon que toute avancée -microscopique mais intempestive- des fourgons de l'asservissement, *s'arrête* et soit obligée de régresser sans tolérance de la part de ses objecteurs ? Comment faire pour que toute avancée automatique inexorable du glacier des culpabilisations vertueuses, des forçages, des sanctions, des surveillances croisées, des rétorsions, des empilements concentrationnaires, soit signalée par un tel hurlement que personne ne puisse (victime ou force persécutrice inconsciente) continuer dans la progression fatale, sans être averti de cette transgression majeure ?

Rien qu'à énoncer le problème, on sent qu'il ne connaît pas de solution convaincante dans ces termes : si les feux rouges remplissent leur office, c'est d'abord que les flux qu'ils arrêtent sont constitués de véhicules évitant l'impact avec le précédent (et non pas en pesant sur lui à l'approche du carrefour), tandis que les poussées des files s'exercent alternativement et non ensemble (ce qui serait la négation même du dispositif). Or ces deux caractères ne correspondent pas au

phénomène des pressions sociétales : celles-ci sont trop nombreuses pour que l'on puisse donner un sens au mot « alternance », et par ailleurs, les puissances et les pouvoirs se bousculent les uns les autres (un peu comme des autos tamponneuses, si l'on veut poursuivre la métaphore des véhicules).

Il serait néanmoins intéressant, en profitant des miracles de l'informatisation en les retournant contre leur usage dominant, d'imaginer des inhibitions automatiques de l'action administrative (hausse de tarifs ou de taxes, etc., surabondance de lois, etc.) dès que certains niveaux-butoirs seraient atteints du point de vue du citoyen *lambda*, en tant que seul point de rencontre réel de l'ensemble des contraintes et des impacts en provenance d'une multitude de « pouvoirs » foucaaldiens.

Les adorateurs d'algorithmes devraient nous concocter quelque chose comme cela sans trop de problèmes...*Mais* ils ne pourront pas limiter l'envahissement par le paradoxe qu'ils représentent eux-mêmes : à savoir la puissance des agents de la numérisation générale, laquelle tend à la réduction statistique de la réalité vivante, humaine et autre. Ils risqueront de retrouver partout des « boucles d'absurdité », telles que nous en connaissons *une*, bien drôle, il faut le dire :

Chacun a expérimenté de déclencher une sonnerie en dépassant les caisses de tel supermarché, parce qu'il n'a pas lui-même arraché à coups de dents la puce RFID d'un T shirt acheté un mois auparavant à l'autre bout du pays dans une chaîne différente. La sonnerie se répétant toutes les trois minutes, certaines caissières risquent la crise de nerfs, et sont au bord d'expédier une gifle à un gamin de cliente trop lente, ce qui « la foutrait mal » pour la réputation du Super X. Pourtant, ayant mené

enquête sur le problème, je n'ai trouvé aucune caissière osant admettre que le système était absurde dès lors qu'on ne pouvait *obliger* les clients à arracher la puce à la maison. Le plus amusant est que la dame qui, juste en arrière du « sonneur » au slip badgé, a passé ses sacs de victuailles non payées (mais sans RFID), entend sa voiture chanter en sirène endiablée et s'y précipite, croyant être elle-même victime d'un vol. Alors que c'est un retraité myope qui a reculé sur le parking de l'Hyper.

Quelle leçon tirer de cet ensemble de bévues systémiques ? C'est simple : aucune « alarme » ne peut être exempte d'erreurs possibles, et même un énorme garde culturiste fouillant les cabas en vous souriant d'un œil torve peut être faillible (et notamment corruptible).

La solution la plus fiable ? Il n'en existe sans doute pas, sauf à transformer les sorties de magasins en filières de contrôle d'aéroports. Et encore, le renchérissement des prix et des mécontentements risque, à terme, de faire à nouveau basculer la clientèle du côté des petits commerçants de quartier qu'elle avait abandonnés depuis des décennies, en ruinant le centre-ville et en couvrant les champs circonvoisins de béton, de goudron et de hangars à conso en tôle, seulement accessibles en bagnoles... Justement : ce serait la solution, non ? Une *régression*, certes, mais au sens d'un progrès réel¹²¹ ?

Mais revenons à notre quête de dispositifs enrayant l'écrasement mutuel assuré. Je crois sincèrement que l'orientation raisonnable, ici, à moyen et long terme, est de « relocaliser » une grande part des activités humaines. Tout en sachant que cela sera tout bonnement impossible si le « lieu » ne se protège pas lui-même en toute

¹²¹ Avec un problème de parking... Ne rêvons pas trop.

légitimité et toute dignité symbolique, contre les « droits » des puissants à accaparer de grands espaces.

Visant un avenir enfin dégagé, il faudrait donc poser des principes infrangibles, localement contrôlables, pour couper court à *toute inflation institutionnelle progressive*, à toute massification du nombre par la propriété et la discipline sociétale. Ce qui est l'un des objectifs *les plus difficiles* que les Humains puissent se proposer, eux qui ne vivent après tout que quelque décennies, alors que deux siècles suffisent pour que les frontons « liberté, égalité, fraternité » deviennent déjà énigmatiques, ou que les meilleures constitutions se surchargent d'amendements qui les dénaturent¹²². Mais nous pouvons le tenter encore et encore. Peut-être se formera-t-il un « pli », un sillon, une trajectoire persistante grâce à ses détours ? Quoi qu'il en soit, notre époque de saturation et de multiplication des effets contre-productifs devrait soulever une question cruciale, posée ici en pierre fondatrice : est-il possible, en situation de mondialité avancée, de *choisir* l'entité politique souveraine de référence qui convienne à l'humanité, plutôt que de la déduire des successions de pouvoirs historiques et des articulations de contraintes qu'ils ont entraînées ?

Après les Etats-fleuves, les Cités-Etats, les Empires citadins et les Empires nationaux, les uns poussant sur les ruines trop étriquées des précédents, pouvons-nous envisager de choisir librement le genre et l'échelle de souveraineté qui pourrait être adéquate à une humanité relativement stabilisée, sans avoir à subir tout le poids de

¹²² Le parallélisme entre les *types de déformation* du droit au cours des derniers siècles de l'empire romain et des processus actuels est frappant : un terrain d'étude prometteur pour des doctorants astucieux.

l'histoire, l'énergie cinétique de cette dernière étant enfin ralentie ? Nous envisagerons ici l'hypothèse risquée selon laquelle *c'est possible*¹²³. Ce qui implique un effort de philosophie politique jusque-là consacré davantage à la résignation ou au contraire à l'utopie irréaliste.

Voici quelques propositions encore peu dégrossies, mais qui indiquent une direction : celle d'un « retournement », non pas régressif, mais au sens où l'avenir dicterait notre présent, et non la force inertielle du passé. En premier lieu, *la seule souveraineté absolue est celle du Sujet humain*, appelé aujourd'hui de manière réductrice « personne physique ». En second lieu, cette souveraineté implique celle de la communauté politique assurant par convention son autonomie de vie, car sans autonomie matérielle point de liberté, et sans liberté, point de souveraineté, laquelle conditionne la survie de tout collectif. A partir de ce principe, les problèmes commencent, que nous pourrions résoudre peu à peu.

Nous devons d'abord admettre que faire du sujet humain singulier le souverain absolu implique de faire face au « problème trinitaire » soulevé un peu maladroitement, par Dany Robert Dufour, (gêné sans doute par la tradition-trahison théologique) : parce que *ce sujet est à la fois singulier, familial et « global »*.

Mais nous devons impérativement rajouter une quatrième dimension, car le sujet est enfin « orienté » par des intérêts qui caractérisent sa participation « spéciale » ou « particulière » au monde humain : ne pouvant s'intéresser à tout, partout ni en même temps, il « préfère » un style, un objet, une activité à une autre,

¹²³En tenant compte de l'objection de Nicolas Georgescu-Roegen portée à l'encontre de l'idéologie de « l'état stationnaire » : celle-ci, hélas, ne nous exonère pas d'une « décroissance » préalable !

rendant la pluralité humaine plus « positionnelle », plus « scénique », là où la singularité demeure mystérieuse, ouverte, non déterminable. Chaque Sujet est donc *singulier* parce qu'il est seul à pouvoir parler, bien qu'il parle toujours avec d'autres singularités. Il est *familier*, parce qu'il n'existe pas sans ascendants, descendants, collatéraux et fréquentations quotidiennes (réels ou sublimés), et donc sans couple ou sans amitié proche. Il est *global*, parce que le fait qu'il parle l'oblige à penser, ce qui articule des parties à un tout, à discuter avec tous. Et enfin, il est *positionnel*, parce qu'il choisit plutôt une aire et un style d'action que d'autres.

Or imbriquer ces quatre aspects *sans les abîmer* est pratiquement impossible. Ce ne peut être que du bricolage, sans cesse remis sur l'établi. Nous pouvons cependant en proposer des formes suffisamment harmonieuses et intellectuellement séductrices pour tenir *un certain temps*. En voici donc un prototype.

Tout d'abord, ce sujet souverain de la société de l'avenir ne doit donc être asservi ou diminué ni dans sa singularité, ni dans sa familiarité, ni dans son universalité, ni enfin dans sa pluralité positionnelle.

Et, bien sûr, le paradoxe ou la contradiction surgissent *immédiatement* entre ces quatre dimensions, ce qui implique des *frontières* protectrices des unes vis-à-vis des autres. Exemple : universalité rime bien avec internet et avec la ronde des satellites et de relais qui en assure l'existence physique. Mais la Toile illustre aussi le côté enfermant de toute universalité. Un principe de protection du Sujet souverain devrait permettre à ce dernier de toujours pouvoir *échapper* à l'ordre technique et informationnel pour maintenir sa souveraineté. Nous pourrions trouver deux applications complémentaires de

ce *principe d'échappement* : l'une concernerait le droit imprescriptible de tout sujet humain à participer à n'importe quel collectif, fut-il mondial, sans être contraint par une médiation technique obligatoire¹²⁴.

L'autre serait territoriale : il faut qu'il existe, pour chaque territoire (relevant de l'individu et de sa famille, de la communauté ou d'instances mondialisées), une proportion non négligeable qui demeure « sauvage », « hors loi », et autorise n'importe quel Humain à s'y rendre et à y séjourner sans en rendre compte à quiconque. Le pari de cette proposition, c'est que, hors des tentatives d'en faire des bases de contrebande (qui peuvent être régulées de l'extérieur en étouffant les marchés correspondants), une grande majorité des gens qui s'y rencontreraient sans aucune règle préalable (sauf un code d'honneur), s'en tireraient pacifiquement (un peu comme dans les eaux internationales aujourd'hui, bien que celles-ci soient soumises à nombre de règles, bafouées par une piraterie de conjoncture).

Un paradoxe, néanmoins, subsisterait (comme celui des limites autoritaires de la démocratie) : il faudrait parfois monter des opérations militaires pour détruire des tentatives d'y construire des Etats, à moins que, là encore, un contrôle des entrées d'armes lourdes soit exercé en périphérie (ce qui ne limite que faiblement le paradoxe déjà existant pour les parcs nationaux ou les grandes forêts du patrimoine mondial.)

¹²⁴Aujourd'hui déjà, l'obligation montante de disposer d'Internet pour payer ses impôts ou obtenir des documents administratifs, relève exactement des règles qu'il faudra rendre illicites dans l'avenir. Nul ne serait tenu non plus de s'équiper pour vivre d'objets connectés invasifs (comme le compteur Linky)!

Ce cas n'est pas isolé : des difficultés apparaissent pour chaque tentative de transformer l'organisation humaine dans le sens de nos principes. Il s'agit pourtant d'un défi passionnant et qui n'est jamais impossible *a priori*, ne serait-ce que parce qu'ils sont des conséquences logiques des Droits de l'Homme.

Prenons l'exemple du principe de participation libre et directe de chaque citoyen à n'importe quelle assemblée délibérante et légiférante : il semble difficile à réaliser sans assistance technologique. Notons déjà que c'est plus vrai pour des instances mondiales ou régionales que pour une communauté territoriale. Dans cette dernière, dont la taille serait déterminée en partie pour qu'une personne à pied puisse participer et revenir chez elle, cela semble évident. Encore que si la réunion doit se prolonger des semaines afin de parvenir à une unanimité¹²⁵, il peut aussi se présenter un problème pour des citoyens engagés dans le soin des enfants, la récolte, la conduite d'animaux, ou tout autre travail continu. Ce ne sont pas des raisons ultimes : on peut passer la main à un familier, faire lire une motion par un ami, etc. Toutes sortes de solutions sont praticables, excepté le passage à la professionnalisation *la représentation via la permanence rémunérée*. Nous abordons ici l'un des principes nécessaires et les plus controversés : celui de l'illégitimité de toute représentation du sujet singulier, soit par substitution d'un individu à un collectif, soit au

¹²⁵ Sans plaisanter : autant la « réunionite » comme moyen d'asservissement des salariés par la gestocratie est une horreur, autant la palabre ayant pour objet les affaires communes peut être un plaisir « sans fin », sauf celui de parvenir un jour à une entente sans exclusion minoritaire, et découvrir du même coup que le collectif peut être « sage » au-delà des élans propositionnels de chacun.

contraire par « l'individuation » d'un collectif dans la « personne morale ». *Le singulier est premier*. Rien ne doit le diminuer. Rien ne doit le subordonner à quelque conception que ce soit du collectif. *Parce que seul le singulier parle, et que la parole est invalidée si elle est dictée*. Ne glissons donc pas vers l'âme (et sa supposée conscience) : elle n'est pas seulement inutile. Elle cache le fait empirique, trivial, qui seul instaure le sujet en souverain : celui de s'avancer pour parler de son propre chef¹²⁶. Cela implique qu'il n'existe pas de « personne morale » parlant *pour* autrui, pour des milliers d'actionnaires ou des millions de votants. Cette illusion prégnante qui a autorisé le capitalisme et le socialisme dans leurs pires excès est à bannir. Il faut cependant tout un débat pour parvenir à comprendre la nécessité de forclure cette notion, apparemment neutre et utile, voire inévitable. Il se profile déjà de par le monde plusieurs essais appuyés sur la possibilité technique d'organiser désormais des consultations électroniques sur n'importe quel sujet, *sans* « classe politique intermédiaire ».

Cependant cette aspiration néglige une réalité importante : cette classe n'est pas seulement là pour créer des emplois parasites qu'elle se partage (comme l'avait vu Max Weber), mais pour opérer la médiation entre une infinité d'acteurs potentiellement en désaccord sur une infinité de points. Comment en résoudre le paradoxe (déjà entrevu par le couple Condorcet-Arrow pour seulement 3 propositions) ? En limitant à la fois le nombre de gens consultés et celui des problèmes soumis au vote. Concrètement : -limiter les objets de vote direct

¹²⁶Se souvenir du caractère sacré de la prise de parole libre dans la cité grecque des temps classiques.

aux grandes questions traitables aux seules échelles de rencontre politique légitime. Dans notre utopie, l'échelon national - aujourd'hui si invasif dans la vie privée - s'estomperait au profit du *débat d'emblée mondial* sur la défense inconditionnelle du sujet singulier souverain et des communautés de vie facilitant son existence. Au niveau de la communauté, celle-ci n'excédant pas le nombre même de ses citoyens présumés dotés des moyens de l'autonomie alimentaire, vestimentaire, d'habitat et de biens mobiliers divers, la consultation serait le rassemblement de ces citoyens. Pour des questions importantes (le partage des terres inaliénables et des habitations, etc), on envisagera une durée ouverte des débats (comme les conclaves pour élire un pape), ou un grand nombre de réunions jusqu'à ce que soit atteinte une unanimité, en reportant les sujets non conclusifs¹²⁷.

-*Quid* des questions intermédiaires entre le mondial et le communautaire ? Il en existe de deux sortes : celles qui ressortissent à l'échelle spatiotemporelle (comme des assemblées régionales), et celles qui concernent certains « genres » de problèmes partagés par des catégories et non des communautés. Exemples : les artistes, ou les sourds-muets, les personnes âgées ou les pêcheurs à la ligne, etc. Dans tous les cas, ces formes d'assemblées ne sont jamais souveraines par rapport aux communautés de lieu, mais elles représentent aussi des *aspects* du *sujet*

¹²⁷ *J'insiste* : autant la réunionite gestionnaire est une obligation affreuse dont le but est de « tenir » les subordonnés en les manipulant et les impliquant dans des systèmes d'ordres qui ne les intéressent au fond nullement, autant soutenir le débat, fût-il exténuant, sur « nos affaires » - à la fois personnelles et collectives, peut-il être passionnant, même de longue haleine. Surtout ne pas confondre les deux ! Ce serait une erreur majeure !

*souverain*¹²⁸. Pour éviter que ces aspects entrent en conflit trop insoluble, nous serons sans doute contraints de hiérarchiser les instances (comme les Conciliaires du 5^e siècle hiérarchisèrent les modes de Dieu, ou comme Asimov le proposa pour les lois à venir de la robotique). Voici une hiérarchie qui devrait être précisée :1) Sujet singulier. 2) Communauté de vie localisée.3) Assemblée mondiale des Communautés.4) Assemblée régionale des Communautés.5) Assemblée corporative ou catégorielle mondiale. Chacun de ces « niveaux » fonctionnerait sous la tutelle du Sujet Singulier, ce qui signifie qu'il n'existerait jamais nulle part et dans aucune instance de « représentant » permanent ou professionnalisé. Toute assemblée serait constituée de citoyens « naïfs » nommés au hasard pour un temps limité, tandis que toutes les délibérations pourraient être suivies et reconsultées par quiconque à tout moment. Quant aux décisions finales avec vote, elles seraient effectuées directement par l'ensemble des « peuples » concernés.

Nous avons promu l'échelon de la communauté locale juste au dessous de l'autorité du sujet souverain, sans justifier incontestablement ce choix, parce qu'après tout, l'universalité est certainement aujourd'hui un registre protecteur *aussi* essentiel. La décision, toutefois, peut s'argumenter ainsi : tant qu'existe un régime de communautés *permettant concrètement l'autonomie de vie des Sujets*, alors ces derniers disposent quoti-

¹²⁸ Le lecteur aura noté le caractère de *parfait oxymore* de cette formule. *Sujet souverain : assujetti maître*. C'est précisément ce qui lui donne la force d'un paradoxe fondateur ! Les amateurs de « shot » logiques (comme le professeur de maths de mon fils) y passeront plusieurs vies, ce qui nous laisse peut-être le temps de bâtir *sur cette incertitude* des institutions humaines enfin durables !

diennement de cette autonomie, laquelle est la condition *sine qua non* pour assurer leur dignité au long cours et celle de leur monde familial. Car cette communauté, devenue juridiction principale¹²⁹, est la seule garantie pour que le Sujet qui l'habite ne soit pas abaissé au rôle de servent de la machine planétaire, quand bien même cette dernière serait animée de motifs excellents et soutenus par la meilleure des constitutions universelles. Dire comme René Cassin, que ce type de problème se résout dans la notion de « grande famille humaine »¹³⁰ est confondant (au sens propre) parce que les intérêts des familles localisées en communes, et ceux de l'humanité comme espèce politique sont souvent « opposés ».

Comme membre fondateur de la communauté territoriale (instituée sur la disparition des SAFER et la restauration des sols détruits), le citoyen se voit accorder sans contrepartie un « domaine » et un habitat confortable, excédant les besoins minimaux, sans que les *surplus* puissent être utilisés à autre chose qu'une dépense festive (réhabilitation du potlatch), d'autres

¹²⁹A.de Tocqueville restait ébahi par la capacité des Anglo-Américains à dissocier la centralisation politique gouvernementale et la décentralisation communale, surtout administrative, protectrice de la liberté en rendant responsable chaque habitant d'une commune, et en y multipliant les magistratures. Pour un peu il définissait la démocratie *comme communale*. Il n'allait évidemment pas jusqu'à envisager l'indépendance économique ou l'autarcie. Mais il ne vivait pas l'extraordinaire dépendance créée par les technologies quand il écrivait *La démocratie en Amérique*, à peine contemporaine des premières locomotives. Toutefois, son adhésion au panoptisme pénitentiaire benthamien *fait tache* dans une œuvre assez libre. Comme quoi l'idéal de *totalisation transparente* a pu fasciner les meilleurs esprits !

¹³⁰Terme qu'il a peut-être emprunté à Tocqueville, bien que celui-ci évoquât plutôt la commune religiosité de l'espèce.

formes de don, des secours d'urgence ou l'accueil de nouveaux membres. Cette fondation ne peut être que gratuite, bien que, dans la suite des temps, elle relève d'une affiliation hors de laquelle un marché peut être formé (toujours dans des limites interdisant la spéculation, et aussi l'aliénation du bien à des investisseurs non-résidents *-absentee holders*)¹³¹. Réétudions l'esprit des réformes de Clisthène *constituant* des domaines familiaux pour les citoyens d'Athènes, ne serait-ce que pour comprendre comment une communauté peut exercer une souveraineté *favorisant* celle des Sujets singuliers dotés de mondes familiers. Etudions aussi les problèmes rencontrés par des projets communautaires comme Auroville, près de Pondichéry, en Inde méridionale (sans parler de la destinée de privatisation des kibboutzim en Israël). D'autres exemples historiques encore, *non pas pour prôner un alignement* sur des « utopies réalisées », mais pour se prémunir contre des défauts ou dérives prévisibles.

Pour ce qui regarde la « quatrième instance », celle de la positionalité du Sujet, sa préférence pour un « style », un « type d'œuvre », etc., il est encore d'importance qu'elle ne se réduise pas peu à peu à une organisation corporative, défensive, bloquant toute initiative et toute nouveauté, finalement acharnée à interdire l'entrée des Jeunes, des Non-conformes, etc. Limiter l'inflation de l'orgueil corporatiste serait sans doute facilité durablement par le *principe d'autonomie*, puisque celui-ci l'empêcherait de déployer un chantage au travail de subsistance. Mais ne sous-estimons jamais la puissance

¹³¹Point besoin de succession en primogéniture, il suffit que la propriété soit inaliénable et sa division impossible, sauf décision communale exceptionnelle concernant l'ensemble des domaines.

de la masse organisée, ni sa malignité foncière : elle finit toujours par trouver sa voie vers l'oppression collective, et former ses propres chefferies dominatrices. Staline, Mao, Hitler, Pol Pot, etc, etc. ont été des produits de la masse orientée vers l'amour de l'uniforme et de la dénonciation réciproque. Car la masse n'est guère bonne en soi, comme Elias Canetti l'a mis à jour dans l'ouvrage qui lui valut le prix Nobel (le vrai, non le faux des Banquiers)¹³². Toutefois, si le chantage à la subsistance disparaît, en enlevant à l'organisation corporative un ressort important de son penchant dominateur, on ne peut interdire ni les regroupements de passionnés, ni les jeux de comparaison et les concours d'émulation. Pensons aux communautés d'arts martiaux partout répandues et à leur culte du « maître ». L'idéal d'une progression de l'individu dans une « perfectibilité » ne peut être ôté de l'esprit humain. D'ailleurs, ayant en tête le modèle panhellénique, on peut se demander si la stabilité relative de cette culture proto-confédérale étendue à la Méditerranée aurait pu exister sans la « soupape » des Olympiades. Combien d'œuvres magnifiques ne seraient pas apparues si les institutions de la comparaison des talents n'avaient émergé. Encore,

¹³² On l'oppose parfois à « l'autre Viennois », le Freud de *Massenpsychologie und Ich-Analyse* (1921), mais c'est médisant, même si Canetti critique le psychanalyste. Les points de vue sont quasi-complémentaires : Freud parle de l'effet de l'identification au personnage central sur chaque personne, tandis que Canetti travaille sur la formation et le fonctionnement d'un « animal collectif ». Si les deux doivent fuir les Nazis investissant Vienne, Canetti dispose aussi de quatre décennies de plus que Freud pour tirer les leçons de la psychose nationaliste du monde germanique. ...Mais Freud en détient la théorie formelle (énoncée de manière cryptée dans son « Moïse » ! Décrypteurs, à vos marques !)

donc, un paradoxe : si l'aspect « positionnel » du Sujet souverain rétablit les valeurs de compétition que ses aspects « universel », « familial » et « personnel » tentent d'estomper, le reconnaître n'est-il pas introduire le loup dans la bergerie ? Une seule réponse : *affirmer la préséance des autres principes*. Ainsi, par exemple, il ne pourrait exister de communauté d'artistes, d'artisans, de savants, de croyants, de praticiens, qui ne soit *d'abord* une communauté territoriale de subsistance autonome !¹³³

L'inverse serait, en revanche, également vrai : nul ne pourrait interdire à une communauté territoriale de se consacrer à une œuvre collective spécifique : savoir « universitaire » particulier, beaux-arts, professionnalisation, etc. N'oublions pas non plus la persistance du premier principe : celui de la souveraineté du Sujet. Il impliquerait de ne pouvoir jamais obliger le membre d'une communauté « dédiée » à la quitter parce qu'il décide de pratiquer une autre profession. Ce qui revient à dire que toutes les communautés seraient hybrides, bien que marquées par une corporation majoritaire.

Par ailleurs, enfin, les mêmes principes s'appliquant à la corporation elle-même, on évite la « mandarinisation » inéluctable en faisant jouer des règles de démocratie directe, d'interdit de représentation et de permanence de fonctions hiérarchiques, etc. Ce qui n'empêche aucunement le respect que certaines figures peuvent acquérir par leur expérience et leur valeur propre.

¹³³ C'est déjà -très partiellement- le cas de nombre de campus universitaires dans le monde, où l'activisme étudiant et l'inventivité des techniciens se combinent pour alléger la dépendance financière de ces institutions (encore fort lourde, peut-être du fait de leur taille excessive).

Nous n'irons pas plus loin dans l'imaginaire d'une utopie supposée réalisable¹³⁴. Qu'il suffise à stimuler des expériences locales, ou des fonctionnements d'institutions nouvelles, serait déjà satisfaisant. Il ne faudra pas, quoi qu'il en soit, craindre de régresser à certains états idéaux de la commune et du droit afférent, d'autant que ces états ont relevé de projets et peu de réalisations effectives, trop inféodées aux pressions des pouvoirs accumulés et condensés. Nos régressions ne seront que retours à des carrefours dépassés sans les avoir vus, renouements avec des espoirs de liberté qui n'ont jamais pu trouver leur accomplissement. La conscience des dangers du *Poutecharma*¹³⁵, devenue obsession de l'humanité entière, représente peut-être sa seule chance de constituer enfin des sociétés qui s'en gardent farouchement, et du même coup s'accordent au long cours quelques chances de survie. Mais cela implique de *regarder* une perspective que nous avons écartée à de nombreuses reprises et depuis plusieurs millénaires : celle d'une certaine dispersion durable des centres de décision civile, contre l'incroyablement puissante fascination par les systèmes massifs et hiérarchisés. Serons-nous capables de préférer la pluralité dissonante et libre à l'unarité de la résille sociétale mondialisée ? *Rien n'est moins sûr.*

¹³⁴ Une utopie doit être pensée réalisable pour être *seulement* un outil qui soulève la pensée, l'anime, la propulse dans le débat, la contraigne à ouvrir l'imaginaire et oser des métaphores inédites. Cela n'implique en rien qu'elle nous oblige « réellement », mais sans elle, c'est toujours la retombée dans les limites prescrites qui prévaut. Et avec la lassitude, le retour implacable aux files d'attente.

¹³⁵ Voir note 26, page 40 (pour les lecteurs paresseux qui ouvrent seulement le livre à la page 162.)

8. Pourquoi la technoscience ne tiendra-t-elle jamais ses promesses (sauf les pires) ?

Nos propositions de progrès, aussi séduisantes qu'elles puissent paraître (?) laissent en place de grands blocs de questions irrésolues. L'un d'entre eux concerne l'argument de la « modernité » et de sa base technoscientifique. Ce qui nous conduit à l'interrogation placée en titre de ce chapitre.

Une première réponse en est pourtant simple : parce que la technoscience ne peut rien faire *sans se fonder dans les cohortes de l'argent, du pouvoir et de la masse*, seules à autoriser les accumulations de moyens à la hauteur de ses capacités et de ses ambitions, et surtout leur mise en œuvre disciplinée et normalisée. Comme la logique de l'accumulation finit *toujours* par se diluer dans celle de la grande armée de salariés et de consommateurs, il lui est *impossible* de sortir du double objectif de toute armée : détruire l'adversaire (le concurrent, l'étranger, le rebelle, le déserteur, le mutin, etc.) pour former des consortiums encore plus tentaculaires et changer la masse mondialisée des affidés en soldatesque esclave des ordres, exploitée (comme salariés) ou/et rationnée, conditionnée et consignée (comme usagers et consommateurs).

L'exemple des sciences de la nutrition est exemplaire d'un segment actuel de ce processus inéluctable de l'effet de science sur notre histoire commune. En partant du fait -massif et angoissant- de la malbouffe généralisée, on voit s'infiltrer aujourd'hui dans nombre de discours sanitaires ou salvateurs, la présence discrète du « nutritionniste ». Celui-ci, travaillant patiemment -et modestement- sur l'alimentation des rats ou des

mouches, est en train de construire une représentation globale du lien organique entre le cerveau et le microbiote intestinal, ce qui signifie qu'il finit par ambitionner de comprendre (et donc de prendre) le contrôle du cerveau par les intrants de la nourriture. Ce but, *que le nutritionniste ignore lui-même*, sera réalisé grâce à lui par les géants de l'alimentation, une fois qu'ils auront dû renoncer à nous farcir de pétrole et de sucre. L'osmose et le symbiotisme organique ne seront pas seulement ni principalement ceux qui unifient le fonctionnement de notre corps et de notre esprit, mais surtout ceux des corps sociétaux en imposant la discipline au plus grand nombre. Or est-il bien utile que l'on gorge des milliers de souris des graisses de hamburger et qu'on les sèvre d'oméga 3 et de protéines, si c'est pour parvenir à la conclusion que le « régime méditerranéen » est le meilleur ? *Ne le savait-on pas déjà sans les blouses blanches et leurs scanners ?*

Le lecteur peut se gausser de l'avertissement, tant ces blouses blanches paraissent *scientifiquement certifiées* et bien intentionnées. C'est toujours le problème de l'excès de « Bien » que nous avons rencontré à chaque étape de notre réflexion. Et de sa propension à frôler de plus en plus près le « Mal » intégral qui finit par se proposer comme la synthèse des efforts les plus angéliques. Ainsi, le lecteur a-t-il songé que, si dans le laboratoire A de telle grande université australienne, on se consacre seulement à convaincre les gens de se nourrir de plus de légumes, d'amandes, de pois chiches, d'huile d'olive, et de poisson frais, au même moment, dans le laboratoire B de telle compagnie de produits agro-alimentaires couplée fréquemment au laboratoire C dont on ne sait toujours pas très bien s'il relève directement de la CIA ou du

CEA, on envisage très sérieusement de manipuler les cerveaux des agents, des informateurs, voire de la foule, rien qu'en faisant *varier leur nutrition* ? Ou encore, que tel chercheur universitaire, génial et innocent à la fois, se laisse capter par un ministre de l'éducation pour participer à un programme d'accélération de l'apprentissage de la lecture chez vos charmants bambins, ceci par la seule administration d'une molécule miracle au petit déjeuner, censée multiplier par cent la capacité d'interaction de leurs neurones chéris ?

Le problème est que je sais pertinemment qu'au moins un lecteur sur deux de ces paragraphes *ne verra absolument aucun mal en l'affaire* !

Ne nous y trompons pas : nul besoin de recourir à l'explication par la « mauvaise » nature humaine. Il s'agit d'une fatalité associée à l'amplitude des forces mises en œuvre, phénomène mal perçu par Marx, idéaliste scientifique s'il en fut.

Evoquons brièvement le sort, aujourd'hui en jeu des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), du point de vue de la relation science-Etat. En apparence et en toute bonne foi de la part des élus américains et européens, la discussion sur l'éventuelle fragmentation de ces géants ne porte que sur trois points : leur propension à échapper à l'impôt, leur tendance au monopole mondial et leur accaparement des données personnelles. Comme d'ordinaire, les forces étatiques se mobilisent ainsi à partir de motifs vertueux. Mais la réalité de long terme qui, elle, échappe à ces élus et administrateurs « bons citoyens », c'est le désir inexorable de rendre aux institutions civiles *légitimes* la disposition souveraine des avancées technoscientifiques majeures des GAFA. Ce

qui ne peut conduire, dans l'hypothèse la moins pire, qu'à un combinaison de deux puissances démesurées : celle d'un savoir quasi-immédiat sur la réalité intime de huit milliards de personnes, (sans parler de la progression géométrique de la vitesse d'apprentissage de l'intelligence artificielle) et celle d'une articulation d'actes internationaux, autorisés et légitimes mais bénéficiant d'une mondialité de fait : en bref, toute l'efficacité d'un unique Etat planétaire multipliée par la « police de proximité » des Etats nationaux en place. Cette monstruosité de science-fiction, désormais à nos portes (déjà forcées par les compteurs Linky en France ou par les évaluateurs informatiques de comportements civiques en Chine, au Vietnam, à Taiwan, et autres pays depuis toujours tentés par la « cuisson » morale des libres « barbares ») est inéluctable (encore plus que le changement climatique), car aucune force humaine ou écologique actuelle ne peut s'opposer à la combinaison automatique de ses composants. Cela, y compris dans les pays où des traditions libertaires ont trouvé force de loi depuis plusieurs siècles.

Grâce à la technoscience et ses réseaux de communication instantanée (notamment par des plateformes beaucoup plus discrètes que les GAFA - comme Academia ou même le sympathique Wikipédia-), nous sommes en train, de déchaîner littéralement, à l'échelle planétaire, une cristallisation étatique telle qu'aucune civilisation urbaine, nationale ou impériale n'avait jamais pu la rêver. Face à ce phénomène inédit par l'échelle et *la complétude*, mais anticipé par les progressions historiques toujours plus avancées depuis les premières concentrations néolithiques, comment penser le « progrès » ? Il semble se manifester-là un

butoir dont seul le rêve transhumaniste semble indiquer une issue « par le haut » quasi-extatique. Je la crois suicidaire, mais curieusement, cela ne change pas grand-chose au problème, car on peut aussi se demander si ce suicide (partiel, à tout le moins), n'est pas effectivement la seule solution pour une culture qui, de toutes manières, ne peut qu'aller de l'avant dans certaines dimensions, sans frein ni dispositif de marche arrière ni de virage. Est-ce qu'il ne faut pas attendre le verrouillage ultime de l'Etat-monde totalitaire (d'ailleurs envisagé par Kant) pour susciter, avec enfin quelque chance de succès, une rébellion terminale dont l'objet serait très précisément de s'en débarrasser sans retour en arrière pour autant (qui conduirait à une *répétition* de la même butée)? Bien sûr, il est impossible de donner une réponse certaine à ce type de question, mais il existe au moins quelques éléments suffisamment fermes pour être convaincants : si la science doit être transférée à une intelligence artificielle, alors les humains comme individus se trouvent à tout le moins déclassés, et cette science ne peut plus opérer à leur service : elle devient sa propre servante et fera tôt ou tard sauter les verrous juridiques -au fond arbitraires- qu'Asimov avait prévus pour en protéger les Humains.

Mais en supposant que l'on puisse arrêter les programmes libérant le fonctionnement autonome de l'IA, pour le motif d'urgence d'une sauvegarde des Humains par eux-mêmes, alors il faudra aussi construire les collectifs et les territoires de ceux-ci dans l'optique première de ne pas accélérer leur dégénérescence et leur marginalisation physiques et intellectuelles. Il serait peut-être possible, dans cette optique, de déterminer les critères d'une « science alternative » à développer dans

une direction radicalement différente de l'actuelle. Pour certains penseurs, encore rares, il suffirait, de ramener ladite technoscience à l'échelle de communautés de taille humaine (selon les propositions d'Ernst-Friedrich Schumacher : quelques centaines de personnes¹³⁶), y compris pour le tissage de réseaux intercommunautaires et intersubjectifs, pour que le problème soit en voie de guérison. Or, les quelques orientations en ce sens que nous avons évoquées (comme la suppression de la personne morale -qui permet à quelques dirigeants de banques de manipuler des millions d'actionnaires, et à des puissances anonymes de s'emparer du droit d'auteur), ou l'interdit d'interférence de l'Etat dans les litiges entre personnes physiques, ou encore -nous n'en avons guère parlé- les frontières territoriales décrétées intangibles des marchés de l'autonomie vitale, etc, paraîtront toujours utopiques, voire régressives aux agents des grandes armées civiles et militaires, qui en constituent les élites dirigeantes, les corps d'officiers supérieurs de la « civilisation ». Un exemple en est donné par une question de Didier Helmstetter (auteur du délicieux « *Potager du paresseux* ») pourquoi, se demande-t-il, l'ensemble des individus employés par la logique de déferlement des pesticides et des machines agricoles triturant le sol reconnaîtraient-ils

¹³⁶Rappelons que le sous-titre de son superbe livre *Small Is Beautiful* (paru en 1973, au début des prises de conscience politiques de la crise écologique mondiale à venir) était : *A Study of Economics As If People Mattered*, ce que l'on pourrait traduire : « une étude de l'économie comme si les gens comptaient pour quelque chose ». (Ou encore : « comme si l'on ne se foutait pas des gens », dès lors que la phrase « : *I don't matter!* » signifie exactement : « je n'en ai rien à faire ! »

l'évidence naturelle : à savoir que pour éviter les adventices, il *suffit* de recouvrir la terre d'un foin cache-lumière, et *qu'il ne faut pas œuvrer* à la dénuer ni la retourner ?¹³⁷: Poser la question, c'est y répondre.

Mais comme, par ailleurs, il existe un incontestable « désir de masse », et qu'aucune masse ne peut se constituer ni perdurer sans organisation autoritaire de sa propre structure, il est impossible de se passer de ce corps arrogant et paranoïaque de l'élite dirigeante, sauf pour en nommer une nouvelle sur le charnier de celle qui vient d'être fusillée au nom de la révolution et des libertés. La *poussée* vers la masse semble être tellement téléguidée par les incitations à sa reproduction, qu'elle devient inaccessible aux suggestions de sa propre diminution, du moins si l'on veut rester dans le registre des mesures « humaines ». Encore une fois, la masse, ce que Lacan appelait « l'hommelette » et cauchemardait qu'elle puisse se glisser sous nos portes, a produit des Villes, des Etats, puis des Empires urbains et bientôt nationaux, réglés par des lois, tout comme les armées sont réglées par des plans et leurs procédures¹³⁸. Des

¹³⁷Editions Tana, 2018. Bon, je ne jurerais pas que la pratique quotidienne soit, au long cours, aussi simple et facile que ce qu'en dit un auteur enthousiaste. Je connais quelques campagnols qui en rigolent encore avant d'attaquer mes poireaux.

¹³⁸Dans le *Chant du loup*, avec Mathieu Kassovitz en amiral se suicidant pour la bonne cause -ne pas nucléariser le monde- on voit bien le paradoxe ultime de la discipline aveugle demandée aux « gamins » sous-marinières : la dissuasion nucléaire ne fonctionne que si un ordre présidentiel de riposte à un missile déjà parvenu sur sa cible (rayant de la carte Paris, par exemple) ne peut être ensuite contré par personne, *pas même par le président*. Cette absurdité manifeste (que l'on rencontrait déjà dans le « Dr Folamour » de Stanley Kubrick, sans qu'on puisse vraiment penser que c'était une

« consignes » comme on dit encore dans les casernes scolaires. Croire que ces aménagements successifs de l'ordre sont des progrès parce qu'ils permettent le maintien du « massif » à des échelles toujours supérieures est la marque d'une naïveté dûment propagée et enkystée dans les cervelles les plus nombreuses, à grand renfort de propagandes nommées « instruction », « information », voire « religion », ou même se parant des prétentions de « philosophie » ou de « science ». Et si un « vrai progrès » à l'échelle historique longue, consiste à diminuer cet effet de masse, sans que les mécanismes de cette diminution et de ce contrôle ne favorisent une forme *encore plus massive* d'organisation, il faut avouer que nous ne savons guère par où commencer, ni dans quel refuge en planter les premières graines. Un défi considérable pour l'intelligence et la volonté humaines ! Une *certitude* au moins : cet opuscule n'y suffira pas, et de loin !

Un indice : à mesure que j'écris, je vois s'ériger sur les collines d'en face et sur celles qui sont l'appui de ma maison, au moins une trentaine d'éoliennes de 250 m de haut, dotées chacune d'un flash rouge illuminant jours et nuits pour leur durée de vie (vingt ans). Les élus municipaux (qui ont rendu possible cette destruction de la nuit et de nos lignes paysagères pour un avantage

nécessité logique universelle) indique bien la limite de n'importe quel système technique poussé aux extrêmes. Ainsi, son équivalent en termes d'Intelligence artificielle est sa destinée obligatoire vers un point où plus aucune décision humaine ne sera possible hors d'un algorithme des algorithmes issu de la sagesse insondable de l'ordinateur quantique. Ce qui est parfaitement cohérent et parfaitement idiot. Comme toute pensée qui se croirait au dessus de la liberté du penseur, la forme éternelle de la religiosité la plus imbécile, véritable passion infantile de la certitude.

« écologique » minime et un rendement faiblissime et aléatoire) n'ont pas compris que la monstruosité ne réside pas dans le *principe* du moulin, mais dans *l'énormité* des installations, elle-même totalement dépendante de la *massivité* des industries du béton, de l'acier, du plastique, de la productivité électrique, des réseaux filaires qui se déploient tout autour, réduisant à *néant* un patrimoine touristique (entre Alésia, Fontenay, Flavigny et Buffon) beaucoup plus lucratif que ces rotors géants, et à *moins que rien* la valeur marchande de chacune des maisons circonvoisines.

Tant que la « masse » des ignards sera ainsi appâtée pour une infime parcelle de pouvoir par les requins de la technoscience étatisée *et* financiarisée, une gigantesque nappe... de balourdise demeurera posée sur nos pays, rongant vie et beauté avec un acharnement que ne saurait ralentir. l'exemple des champs de dizaines de milliers d'éoliennes rouillées gisant aux USA Passer par les armes les bandits du profit technique (d'ailleurs de moins en moins joignables et localisables à mesure qu'ils géolocalisent tous les citoyens) ne servirait à rien, sinon à les remplacer par des bataillons de bonnets noirs encore plus débordants de haine. Ils ne tarderaient d'ailleurs pas à trouver une idée lumineuse pour parachever la destruction si bien entamée.

Bon, alors, que faire ? La question est *trop* rapide. Il est clair qu'il faut d'abord *s'empressez de ne rien faire*, pour ne pas aggraver les choses en laissant s'échauffer les esprits gorgés des certitudes du catastrophisme.

Encore cette inaction salutaire devrait-elle être accompagnée d'une vive réflexion tous azimuts pour parvenir un jour peut-être à résoudre un dilemme jusqu'ici invaincu : comment permettre aux Humains de

vivre assez libres, autonomes, pluralistes, sans pour autant leur brancher le cerveau et leur actionner le corps dans des systèmes d'ordre qui finissent par les changer en myriades de soldats transparents et robotisés ?

Je ne suis même pas sûr que l'institution d'un prix pour stimuler les imaginations suffise à découvrir de bons passages, tant les esprits sont encore aujourd'hui encombrés par la *croyance scientasmatique*¹³⁹ et par les effets d'un droit des affaires largement obsolète.

Peut-être faudrait-il, pour commencer, et avant tout appel à l'imagination la plus féconde, organiser quelques lieux de rencontre autour des principaux problèmes, à condition qu'ils soient dédiés à des principes clairs, sans dérogation possible, et surtout sans une « mollesse » ouvrant la porte à toutes les trahisons *progressives*. (Je pense, en particulier, à l'insidieuse et inévitable propension à se laisser séduire par le *statut permanent* des chefferies associationnistes et fédéralistes, sous prétexte d'efficacité des luttes...)

La science sera toujours moins complexe que la réalité vivante

Une raison bien plus profonde encore pour une réponse négative à la question placée en tête de ce chapitre 8, et pratiquement jamais évoquée, concerne non pas tant la technoscience, que la référence quasi-métaphysique posée à sa source : la SCIENCE quasiment divinisée par le vaste ordre religieux qui a remplacé ceux de la théocratie. Son pouvoir repose sur la capacité de ses thuriféraires à faire taire toute objection au postulat selon

¹³⁹ Concept ferrerien, on l'aura peut-être deviné !

laquelle la matière dont tout est fait, y compris la conscience, *ne connaît d'autres interprètes licites* que ceux qu'on nomme aujourd'hui les Scientifiques. Or ce statut social est largement autopromu et autolégitimé à partir de considérations qui sont étrangères au propos affiché : *dire la vérité des choses, telle qu'elle découle de leurs lois intrinsèques et non de préjugés humains sur elles*. Ce préjugé-là, plus ou moins caché, et qui est lui-même entretenu par une suffisance et une vanité bien humaines, tient en quelques mots : la croyance indéradicable dans l'idée que ladite Science peut dominer de son savoir et de sa connaissance la matière vivante *qu'elle se donne pour objet*. Le postulat que nous opposons à cette ambition, et que nous prétendrions aisément *encore plus scientifique* (indépendamment de nos trente cinq années de statut de chercheur au CNRS !), est que le savoir issu de quelques centaines d'années de parler *rationalisé* ne peut tout simplement pas rendre compte ne serait-ce que d'une partie de la complexité élaborée en treize milliards d'années par la matière vivante dans cet univers, et depuis quatre milliards sur le système local de cette planète. Cette impossibilité de raison pratique ne fait qu'illustrer un principe de raison pure (que Kant ne semble pas avoir rencontré dans ses promenades digestives à Königsberg) : il n'existe aucune raison de penser qu'un événement ponctuel de la matière (événement qu'est au fond la science avec ses scientifiques) puisse redoubler le *tout* de cette matière, qui lui échappera ainsi toujours dans l'espace-temps. Il n'existe aucune raison de penser que le cerveau humain forcé dans ses capacités neuronales extrêmes par la communication parlée de milliards d'Humains puisse jamais *approcher* le degré de

complexité de la matière qui les a produits dans leur développement et leurs relations.

Leur participation même à un déploiement « noosphérique » à la Teilhard de Chardin ne ferait qu'amplifier la complexité même de la matérialité à des degrés et dans des directions impossibles à maîtriser par ladite science. La science comme effet *organique local de la matière* ne saurait devenir le TOUT de cette dernière, sauf dans la foi gnostique qui soutient les plus arrogants des « scientophiles », lesquels haïssent finalement cette science *en tant que pratique* modeste, limitée, en dépit des prouesses géniales de telle ou telle personne, *pour la remplacer par une hiérarchie autoritaire supplémentaire*. Il est d'ailleurs caractéristique que de loin en loin, de vrais savants, très connus comme Darwin, Russell ou même Einstein, ou plus discrets comme Thomas Kuhn ou Paul Feyerabend, rappellent à tous l'évidence : il n'y a pas d'ensemble de tous les ensembles, *mais s'il existait comme paradoxe, ce ne serait certainement pas la science, acharnée à la simplification logique, à l'appauvrissement drastique du réel !* Ceci même en se confiant à un nouveau Dieu : l'ordinateur quantique (dont on cache soigneusement limites et paradoxes.)

Une mise en garde sur ce sujet : la science modeste et « débonnaire », doucement maternante, est peut-être potentiellement encore plus hasardeuse que l'éructante, machiste et robotisante au service, finalement, des militaires. Non pas que les chercheurs (et chercheuses) soient en eux-mêmes « méchants » dans un tréfonds caché, mais parce qu'ils ouvrent la voie à un contrôle de la parole scientifique *sur* nos moindres actes et comportements. Leur hypothèse implicite, en apparence

innocente, est que si le monde peut être adéquatement traduit (trans-figuré) par la rationalité scientifique (ce qui est, en gros la position cartésienne -du pensant comme objet- élargie par Spinoza dans la formule «*Deus, sive Natura* », alors adopter et faire adopter un comportement rationnel ne peut être *que* favorable à l'humanité. Pourtant il a été largement expérimenté que 1) un comportement rationnel pour certains pouvait exiger de réduire autrui à l'irrationnel, ce qui soulève la question éthique de savoir *de quel côté* sont les Savants. Par ailleurs, 2) dans certaines circonstances, un autre type d'irrationalité peut être beaucoup plus « raisonnable », favorable et salvateur que la méthode dissociant les « choses » jusqu'à leur calculabilité complète (d'ailleurs impossible) ; ce qui, là encore, confronte lesdits savants au dilemme entre le Savoir et le Bien. La science peut et doit reconnaître, avec Darwin et bien d'autres, que la peur, la colère, ou parfois l'ignorance et l'oubli peuvent être utiles et qu'inversement la « cognition suffisante » (ou l'approchant sans cesse par l'algorithme idéal) peut nous entraîner en masse vers le maelström des paradoxes terminaux. Car, faut-il le rappeler aux arrogants qui se croient mesureurs du monde, *la mathésis ne peut se fonder elle-même*, tandis que la pensée humaine se fonde constamment sur l'acte de parole qui engage chacun des parleurs dans leur non-déterminité par rapport aux autres parleurs. Le *raisonnable* n'est pas seulement *fondé* sur le *rationnel* (*ratio* : division) qu'il permet cependant, mais sur le *pacte de non-cognition mutuelle*, qui légitime et rend possible *toute cognition des choses comme telles* (*comme effets d'un découpage subjectif du monde*).

Oublier cela pour s'adonner à la Science *comme religion du savoir absolu*, c'est, au pire, destiner

l'humanité à devenir un ensemble de robots se poussant les uns les autres (et leur monde) vers la cristallisation mutuelle, la mort totale, fut-ce d'abord dans l'apparence de la vie. J'espère *pour eux* que les «Asperger» ne sont pas l'avant-garde *choisie par d'autres*¹⁴⁰ pour représenter le « Saints innocents » de cette nouvelle Eglise et la « vérité pure » qu'ils porteraient en eux comme de si désarmants hommes-ordinateurs, et que manifestent leur touchante difficulté à la métaphore, à l'humour et au détour. Hélas, les vrais innocents attendant toujours la « bonne nouvelle » que sont un grand nombre de gens (et d'enfants -tentés ou non par un autisme protecteur-) ne saisissent pas du tout l'horreur à laquelle nous vouerait le ralliement de masse à la croyance dans *la fusion entre la matérialité et le point de vue* sur cette dernière (entre le signifié et le signifiant, s'épuisait à soutenir Lacan, lequel, contemporain de l'émergence de la cybernétique de ce fou de Norbert Wiener, voyait bien le danger, mais se refusait à se rendre aux arguments du Dominicain Dominique Dubarle, éminent et intelligent représentant de la religion précédente). Répétons-le une dernière fois pour Etienne Klein -qui n'a pas encore atteint le point d'ébullition mentale auquel sa culture le porte- : l'épistémologie comme philosophie scientiste butte nécessairement sur deux obstacles à l'adoption générale de la science comme idéologie, à son tour indépassable après la religion : un obstacle relatif et un autre absolu.

Le relatif concerne le fait que la science comme phénomène humain ne pourra jamais prévoir

¹⁴⁰ La catégorie actuelle correspondant à l'inquisition rassemble ce que je nommerai ici « les frères-diagnostiqueurs ». Et soyez sûrs que mon diagnostic est sans appel ! Surtout si je porte une blouse blanche numérotée par l'Académie !

complètement les effets de sa propre intervention sur la réalité, même si on peut accepter l'idée que sa zone d'influence grandira toujours « un peu plus demain qu'aujourd'hui ». Or ceci inclut des rétroactions imprévisibles, dont nous avons cité maints exemples dont la planète fait les frais, sans que l'émergence d'une « science du diagnostic » confrontée à celle de l'augmentation technologique de la puissance nous rassure vraiment.

Mais, même des processus de correction plus rapides que les erreurs imprévues vont rencontrer une limite logique, *cette fois absolue* : ils vont seulement rejoindre plus vite et plus globalement l'espace où c'est la totalité de la démarche scientifique et de ses méthodes (répétition de l'expérience et calcul) qui se dévoilera comme erronée dans sa prétention, et ne sera surtout capable, alors, que de polluer toute poursuite *de sa propre technique de pensée*. Elle ne pourra dès lors qu'inciter les Humains à se changer eux-mêmes en *objets* traitables par cette technique, et finalement, en *objets* se croyant strictement *objets* de la science des *objets*, etc. Ce qui sera -est déjà- un paradoxe insurmontable : qu'est le sujet de la *science comme acte de parole* qui tient le discours selon lequel l'humain n'est pas un sujet d'acte de parole, mais un objet (comme celui de sa propre pensée pour Descartes) ? Qu'est la science qui « décrète » *qu'il est bon* pour l'humain de récuser la position de sujet... laquelle constitue précisément sa spécificité entre les animaux non-parlants ? Comment le sait-elle ? *Non, le sujet n'est pas plus une illusion que la « chose » qu'il croit être comme objet* : il est une disposition à se reconnaître réciproquement comme « se devant » cette reconnaissance. La réalité sociétale par

excellence ! Ce réel que la Science comme objectale, se refuse absolument à admettre, car cela implique que son propre « savoir universel » soit troué par *un devoir de non-savoir, ce devoir étant seulement présent dans l'acte de parole*. Sur ce point, je laisserais bien le dernier mot à la formule lacanienne connue : « moi, la vérité, je parle », si elle n'avait été récupérée avec empressement et délice par les intellectuels chrétiens, la détournant aussitôt de son « sens » (dans la compétition circulaire entre l'ancienne religion et celle de la science¹⁴¹). Un vrai progrès serait ici d'en trouver une autre, encore moins détournable, au du moins, aussi rapidement ! Mais les mots me manquent et les bras m'en tombent ! (Deux métaphores pour le prix d'une !)

¹⁴¹ Pour la faire extrêmement brève pour mes amis chrétiens : il ne s'agit pas de « dire » la vérité, car ce qui est en jeu, c'est la différence entre le « parler » et le « discours ». La vérité du discours, c'est qu'il est appuyé sur un « speech act », qui ne peut pas se traduire « acte de discours » (ou pire, de langage) mais « acte de parole ». Comprend qui peut ! (Pour les plus affolés, revenir à Hannah Arendt, elle n'est pas trop loin de la famille...)

9. La difficulté

Le progrès « réel » tel que nous l'avons ici situé par défaut, doit, -nous l'avons évoqué dès les premières pages,- répondre à deux critères décisifs : s'avérer aussi peu nuisible que possible pour l'existence du monde vivant dont nous faisons partie, et ne pas entraîner une « domestication » (au sens darwinien d'une dépendance de l'espèce à ses propres normes artificielles de vie) qui rende encore plus difficile le retour à une bifurcation vers des avenir plus respectueux de nous-même et de ce monde. Or, précisément, ces deux caractéristiques définissent une direction qui semble encore difficile à percevoir pour de larges parties d'une population « civilisée », c'est-à-dire *déjà imbue de sa propre domestication*. Pour le montrer, on se servira des repères imputés par les médias aux « intellectuels » supposés par eux proches des « gilets jaunes ». Ainsi de Jean-Claude Michéa, plutôt positionné comme poil à gratter de « la gauche » ou d'Eric Zemmour, polémiste du Figaro supposé de « droite », dans les catégories classiques du panorama politique hexagonal. Pourquoi de tels repères ? Parce que ces médiateurs peuvent être pris pour des « concepteurs » évitant davantage les contradictions et les paradoxes que les « foules » plus ou moins fourvoyées par l'activité immédiate.

Je déplierai le problème de la façon suivante : ce qui relie ces deux personnages, c'est l'idée que le « libéralisme » revient à mépriser la majorité d'un peuple et à favoriser de petites minorités, quand ce n'est pas des rares élites de pouvoir et d'argent (le 1% de la population selon Michel Collon, le professeur belge de

marxisme journalistique¹⁴²). Je pourrais être d'accord avec cette idée si elle n'avait recours à des concepts mal construits et mal cernés, qui autorisent les dérives au fil de l'action.

Prenons quelques exemples : vouloir rétablir l'ISF me semble souhaitable, parce que cela ne nuit en rien à l'investissement contrairement au raisonnement macro-nien, et aussi parce qu'il n'atteint pas « une minorité », mais une hyperclasse de pouvoir, d'argent et de technologie, mondialement agissante.

Autre exemple dans une dimension différente : je ne critique pas les Féministes radicalisé.e.s, les adorateurs de la PMA (ou des autres thèmes LGBTA..., etc.) parce qu'ils ne seraient qu'une minorité, (ce qui est le cas)¹⁴³, mais parce que ce sont des agents inconscients de la technocratie prétendant opérationnaliser la reproduction de l'espèce et programmer à terme la destitution de la sexualité¹⁴⁴. Sur ce point, que Michéa appuie Judith Butler dans son appel au juge pour condamner le médecin annonçant aux parents qu'ils vont avoir un garçon *ou* une fille, me pose problème. C'est tout de même bizarre pour un personnage qui en appelle au convivial contre le droit !

Je ne fustige pas « l'individualisme » supposé bobo parisien et libéral *parce qu'il* serait luxueuse valeur d'un petit nombre de poseurs friqués opposé au « populaire »,

¹⁴² Au moins, cet homme scrupuleux n'est-il pas *ouvertement* ravagé par l'antisémitisme, cette drogue réductrice des cerveaux les plus acérés.

¹⁴³ En 2019, plus de 51% des Français consultés sur la « loi de bioéthique » sont favorables à sa « remise sur le métier ».

¹⁴⁴ Et pas nécessairement « l'extermination des mâles » comme l'avance Zemmour.

mais parce qu'il prolonge la disparition estimée « républicaine » des corps intermédiaires et des solidarités familiales dans un idéal de robotisation qui s'ignore, connectant directement les personnes isolées au grand Tout de la société-monde dont ce Bobo¹⁴⁵ se pense l'avant-garde, et ce faisant, dévoile dans sa propre folie transhumaniste celle de l'humanité entière.

Quant à la « néo-gauche » michéenne, je n'approuve guère son idéalisation d'un socialisme qui aurait été la source pure d'un système éducatif « populaire », voire « ouvrier », avant de céder la place, dans la débandade militante du Parti, à une soumission totale aux thèmes de la marchandise et du progressisme libéral.

Parce que je ne crois pas du tout que ledit socialisme ait jamais *contrarié* le « Poutecharma »¹⁴⁶, non seulement dans les menées technocratiques de l'empire soviétique, mais dans la participation zélée de la masse de ses habitants à la dictature bureaucratique, si bien décrite par Alexandre Zinoviev. Et en France et autres pays « libéraux », dans la défense butée des *emplois* de hypermarchés, d'usines à vaches, veaux ou poulets, et autres temples de la consommation d'êtres vivants industrialisés pour foules motorisées, temples en train de dépérir, laissant sous leurs cités commerciales -tas de ferrailles naguère illuminées pour la « force de vente » - un saccage humain et naturel en partie irréversible (dont

¹⁴⁵Coïncidence amusante : *Bobo* évoque le « bon et le beau » qui était la marque des aristocraties civiques de l'antiquité : *Kaloï ke Agathoi*.

¹⁴⁶*Pour ceux qui ouvrent le livre à la page 181 : Pouvoir-Technologie-Argent-Masse*. Le tout nimbé de « charme » vénéneux. Pour les autres, une démonstration du comique de répétition cher à mon maître Pierre Desproges, bien trop tôt disparu.

des dizaines de milliers d'emplois changés en contingents de chômeurs usés, probablement pas très écologistes et donc peu recyclables.)¹⁴⁷

Rien que la proximité des mots « socialisme » et « progressisme » convoque encore un écheveau de fausses perspectives, car ils sont assemblés au service d'une nostalgie populiste. A commencer, d'ailleurs, par la *critique du progrès*, qui nous est pourtant chère - puisque nous nous y consacrons après bien d'autres et des plus talentueux (dont Alain Gras et les décroissantistes, voire un ennemi intime et néanmoins ami, le frère Dany-Robert Dufour déjà cité en tant que membre éminent d'un ordre mendiant très légèrement concurrent du mien !)

Pour saisir l'enjeu de ces subtilités, il est nécessaire de procéder à un démontage et un nettoyage de chaque terme utilisé par un « dévoyeur malgré lui » (car J.C. Michéa est certainement de bonne foi¹⁴⁸).

Quand Michéa titre l'un de ses ouvrages : *Notre ennemi, le Capital* (Flammarion, Paris, 2017), intitulé que Michel Collon aurait pu signer, on voit la démagogie pointer comme sur la carte postale de Plonk et Replonk montrant un lapin à oreille unique : il *sous-estime*, voire ignore *les trois autres forces* -selon moi largement autonomes bien que convergentes- qui sont responsables du dévoiement systématique du progrès : *les gens de*

¹⁴⁷ Propos cruels que j'assume, tout en invitant chacun d'eux à devenir membre de l'avant-garde la plus résolue ! Après tout, personne ne peut être tenu pour coupable d'avoir participé, pour survivre avec sa famille dans un système aussi gigantesque. Qui ne l'a pas fait, dans son secteur et son milieu ?

¹⁴⁸ Ce que ne soulignent pas assez ses détracteurs cultivés comme Jean-Loup Amselle, Luc Boltanski ou Frédéric Lordon.

pouvoir, les technologues, et la multitude des suiveurs : nous-mêmes ! Etrange pour un disciple d'Orwell, qui avait pourtant inventé avec soixante-dix ans d'avance un univers concentrationnaire généralisé où, *comme dans le nôtre*, l'œil du portable espionne tout le monde pour le compte des technos eux-mêmes, des marchands mais aussi des polices... et des amis indéliçats !

L'accumulation, le « toujours plus » -repérés par D.R Dufour sous le terme de « pléonexie »¹⁴⁹- ne sont pas réservés au capitalisme : les « politiques » populaciers et les technologues cinglés de puissance de contrôle et de manipulation sont bien capables, avec l'aide empressée de millions de consommateurs et de justiciables, de nous rendre le monde infernal *sans aucun capitaliste !* En sorte que réduire ladite pléonexie au seul accroissement des biens économiques marchandisés est une erreur.

Il faudrait aussi déduire de cette pente que le signal « accumulation » et l'étiquette « pléonexie » ne conviennent pas pour rendre compte du phénomène culturel dans sa vérité plus profonde : car il ne s'agit pas tant d'accumuler que de *dominer* le voisin, de l'asservir et de le tuer, *dès que notre relation à lui n'est plus constituée dans la parole* (au sens authentique du pacte d'indétermination mutuelle, dont nous *devons tous être les dupes* sous peine de devenir inhumains.)

Michéa croit-il vraiment qu'en mettant le capital à la raison dans un « vrai socialisme » purifié de ses tentations totalisantes, on obtiendrait d'office une technologie humaniste et un pouvoir politico-administratif « convivial » ? Comment être naïf à ce point !

¹⁴⁹En oubliant les Anorectiques, lesquels accumulent du vide en eux (elles), plutôt que du plein ce qui est peut-être encore plus faux du point de vue d'une recherche de sevrage par le symbolique.

Comment croire que ce « bon socialisme » ne sera pas tendu, lui-aussi, dans une projection destructrice vers l'infini ? C'est bien, en réalité, notre immense « animal » constitué de l'intrication organique de la puissance technologique, de l'autorité étatique, de l'accumulation financière et de l'emportement de masse dans le *panem et circenses* actualisé sur écrans, qui est l'ennemi du genre humain... *parce que c'est son double* !. Cela même que nous avons appelé le *Poutecharma*, en un néologisme répulsif à souhait ! Cette immonde bestiole géante ne pourrait pas fonctionner avec seulement l'un, deux, ou même trois de ses composants. Lorsque Paul Boccara « invente » le CME (capitalisme monopoliste d'Etat), il oublie que sans technoscience, cette alliance entre monnaie et autorité ne saurait fonctionner ni s'immiscer dans les failles de la séduction des masses populaires pour y injecter la drogue (chimique, sonore, visuelle, idéologique, cultu-relle, etc.) créatrice d'un besoin addictif.

Lequel sera ensuite rendu obligatoire par l'autorité d'Etat elle-même : ainsi de l'ordinateur sans lequel vous ne pouvez plus déclarer vos revenus aux Impôts, ou de la terreur écolo-technocratique sans laquelle l'Etat ne pourrait imposer par la violence légale des dizaines de milliers d'éoliennes allemandes hautes comme la tour Montparnasse, destructrices de nos paysages et de nos nuits, et au rendement quasi-nul).

Pourtant l'organicité du *Poutecharma* « saute aux yeux » : lorsqu'une petite bande de zadistes critiquent le projet d'aéroport à Notre Dame des landes, ils voient bien que l'Etat (inventeur de referendums biaisés, et ordonnateur de contrats dorés avec Vinci) est intimement associé au projet technique et à la perspective de profits

en partie reversés par l'entreprise géante. Mais ils voient également que c'est bien toute la population urbaine de Nantes qui, subissant la pollution carbonée et sonore de son ancien aéroport, se désintéresse -afin d'éloigner d'elle-même la souffrance- du sort de quelques pelés utopistes et du patrimoine naturel qu'ils prétendent représenter. Le « ma » de masse, joue donc son rôle dans la puissance et l'agressivité destructrice du *Poute-charma* ! Elle fonde sa légitimité bien au-delà de la force d'Etat. Et elle nous oblige, comme chercheurs du progrès, à ne plus nous arrêter au nombre majoritaire ni aux formes démocratiques démagogiques pour juger de l'intérêt à moyen et long terme d'une résistance. D'ailleurs, ce nouveau contournement des évidences sociales peut jouer, à l'inverse, sur un respect attendu des plus larges parties de la population.

Reprenons en ce sens le cas du « Pourtoussisme » du fameux mariage *pour tous*, évoqué au chapitre V¹⁵⁰. La *suppression symbolique du sexe par la loi pour la définition du mariage* a été très vite sensible dans l'application bureaucratique, dont le remplacement -tenté et retiré - de « père » et « mère » sur les documents scolaires et le livret de famille par « parent 1 » et « parent 2 ». Cette oblitération « pour tous » d'une possibilité de sexuation de la parenté chère à beaucoup me semble inique. Et cela, encore une fois, parce qu'il s'agit d'une *interdiction de symbolisation*¹⁵¹ signifiée à

¹⁵⁰ S'il y avait 10 000 mariages homosexuels prononcés en France en 2014, il n'y en a plus que 6000 en 2019. Pourquoi ?

¹⁵¹ Bien plus grave que la différence de place attribuée aux dits « parents », qui a été le seul prétexte au retrait, comme si les politiciens ne comprenaient strictement rien aux symboles qu'ils manipulaient e manière si outrecuidante.

une majorité par des minorités faisant la loi à tous, parce que ce « tout ou rien » *s'impose à chacun* comme la marque caractéristique de la dictature.

Comment ce tour de passe-passe a-t-il été supporté sans réaction « massive » (hors des milieux religieux ou de droite) ? Il n'existe que six explications possibles (probablement combinables) :

1) le caractère *d'interdiction d'une symbolisation de la différence sexuelle comme source légitime d'union* n'a pas été perçu par les gens. (Probablement parce que le sens du mot « mariage » lui-même a été oublié sous l'idée post-chrétienne qu'il est une union purement sentimentale, et que l'on peut s'aimer indépendamment du sexe (ce qui est vrai¹⁵²).

2) l'apitoiement sur le sort « injuste » subi par des personnes encadrées par une militance efficace a détourné et focalisé l'attention.

3) l'indifférence sur le statut du mariage a joué, en une époque de généralisation d'unions *sans* statut ou de statuts variés. Les nombreux couples non mariés n'ont pas compris qu'ils dépendaient, eux aussi, de la définition étatique du mariage.

4) la difficulté à dépasser le principe d'une confusion rousseauiste entre le « peuple » comme totalité abstraite, et les droits spécifiques de groupes appartenant à ce peuple et le formant. La difficulté à penser l'erreur de la théorie de la « loi au dessus de tous », s'imposant

¹⁵²Le paradoxe réside ici dans le fait que les milieux chrétiens se sont révélés les plus opposés au mariage « pour tous », alors que l'idéalisation de l'amour *détaché du sexe* est un pur produit du christianisme comme typique hypocrisie de la « belle âme » hégélienne !

nécessairement sans exception, *même si elle est inique ou impossible à appliquer.*¹⁵³

5) la sous-estimation ou la non-perception des forces corporatives cachées qui ont un intérêt à estomper à terme la différence sexuelle pour pouvoir vendre des technologies de l'érotisme, de la reproduction, des implants, des motifs de chirurgie et de manipulation génétique, bref les puissances technologiques et d'argent.

6) L'idéologie transhumaniste, qui se dirige lentement (à partir du traumatisme subi par les Occidentaux appartenant au siècle de Darwin) vers la disparition de notre sexe (vivipare *et* mammifère) dans la *direction* de l'eugénique technologisée, aurait plus d'influence qu'elle n'en affiche. Notamment *via* les fantasmes transmis aux Jeunes par la culture des « anime » et autres vecteurs de science-fiction, mais aussi par le cheminement inconscient du paradoxe inconfortable de l'universalisation et de la lente dégradation génétique (qui nous travaille *via* les infestations de l'environnement par la manipulation, mais que nous ne voulons plus reconnaître après les monstruosité nazifiantes.)

¹⁵³ A noter que la société française, déjà fortement centralisée avant et surtout depuis Louis XIV, éprouve plus de difficulté que la britannique à *penser* la loi comme une règle posée *entre* les gens, et donc immédiatement révisable, voire annulable, par la jurisprudence ou d'autres opinions constituées au terme de délibérations diverses. The « rule of law », ce que nous traduisons bizarrement par « Etat de Droit » n'est en effet que l'autorité d'une règle empirique constamment modifiable, ce qui restreint corrélativement l'étendue et l'objet de lois « sacralisées » comme les articles de la constitution. Ces dernières deviennent d'ailleurs d'autant plus pérennes que les autres règles varient facilement.

Notre jugement ne doit pas être durci par une indignation sous-jacente qui nous empêcherait d'apprécier les nuances importantes. Prenons, par exemple, le point 1. Si « l'interdit de symbolisation du sexe » a été mal ou non perçu, c'est peut-être aussi qu'il a été recouvert par l'apparence de libéralité de l'offre « pour tous ». Or cette libéralité possède un aspect *indubitablement sincère* : aux yeux d'agents d'un Etat confronté à la montée des pathologies coûteuses du délitement familial, l'une des causes de ce dernier est le *double bind* constitué par des catégories traditionnelles rigides (mari, femme, etc.) désormais référées à des situations qui les fait éclater ou les rend obsolètes par rapport à des idéaux de libération domestique. Ces idéaux, portés par un féminisme, mais aussi par les intérêts des deux sexes, ne sont pas sans valeur ni sans force légitime. Dès lors, si l'autorité publique veut se conserver, il n'est d'autre solution que de soulager la pression *du côté de la catégorie*. On voit alors plus clairement le problème : il réside dans le souci d'autorité centralisée qui sera toujours choisi (comme biffer d'un trait de plume administrative la mention d'une sexuation des parents), plutôt que de l'affaiblir en permettant aux gens de reconsidérer l'ensemble de la question du Familier, en dehors de toute légitimation « civile ».

Si les valeurs de conservation ou de résistance morale qui permettaient au peuple de résister aux tendances Bobo à liquider à terme la sexualité au nom d'un individualisme transhumaniste épuré, *clean* et finalement... cloneur, le seul fait de les rapporter à une majorité, fût-elle immense, négligerait encore néanmoins un aspect important : la capacité des forces conjointes de l'Etat, du Capital, de la Technologie et de

la masse passive à *forcer* les gens à changer leurs comportements les plus fondamentaux, en changeant simplement leurs repères symboliques¹⁵⁴.

Or la résistance humaine à ces modifications folles à terme *ne concerne pas seulement une majorité*, mais la *totalité* des gens, tandis que les individus qui foncent dans l'aventure « trans » ou « a » (privatif) ne sont que de rares personnages pathétiques placés directement au service inconscient des technos, des pouvoirs et des argentiers (ou monnayeurs). Ceux-ci rêvent -à l'instar de l'industrie de l'implant pointée par les journalistes d'investigation- de soumettre l'humanité entière à leur nécessité, à celle des assurances et à celle d'une partie dévoyée des chirurgiens, des généticiens, des gynécologues, etc.

On y ajoutera dans un registre proche -ce que J.C. Michéa critique encore de façon confuse- la future industrie de l'analyse des activités cérébrales -nos pensées- et leur prévisible connexion à l'informatique mondialisée. Croit-on, là encore que c'est le *capitalisme* qui veut directement lire dans nos âmes ? Ne serait-ce pas plutôt un certain démon -ressuscité naguère dans l'Asmodée de François Mauriac-, et qui *en chaque être*

¹⁵⁴Ce que ne comprend certainement pas le dirigeant de l'Etat opérant ces changements, c'est qu'il signe potentiellement l'illégitimité « totale » de cet Etat, ce qui est tout de même fort périlleux. Au lieu de s'interroger à perte de vue sur les partis et les candidats pour expliquer un absentéisme électoral de plus en plus massif, ce dirigeant devrait plutôt se demander si ce n'est pas le principe de l'Etat-Nation lui-même qui est en train de rencontrer un tel « désamour » que le divorce entre peuple et démocratie est déjà en cours, même si chacun des « conjoints » semble n'en savoir encore rien (entretenus par des médias volontairement sourds et aveugles)..

humain rêve de pénétrer par effraction dans le territoire sacré qu'est la personne d'autrui et l'occuper jusqu'à la remplacer ?¹⁵⁵

Passons à l'individualisme intoxiquant les masses, thème central chez Michéa. C'est le lieu commun par excellence des intellos moralisateurs, depuis les années cinquante avec *la foule solitaire*, œuvre intéressante de David Riesman, ou dans les seventies, *l'ère du vide* de Gilles Lipovetsy et bien d'autres encore. Michéa voit bien, certes, le rapport étroit entre le « pourtoussisme » et l'individualisme « droit-de-l'hommiste », mais il va très vite l'expliquer par *l'idéologie capitaliste* imprégnant et enveloppant la société. Or le totalisme qui pousse derrière les phénomènes étiquetés par Michéa n'est libéral que pour emporter chacun des membres de cette société dans une homogénéité « de masse », infiniment plus manipulable par tous les puissants, argentiers ou geeks, flics ou militaires. Michéa *manque* - d'ailleurs en citant trop souvent les devoirs impératifs du don maussien, pourtant si mécanique¹⁵⁶ - la nécessité du sujet de parole tenu pour libre afin que la solidarité

¹⁵⁵Pensons à « l'innocent » marché des gadgets informatiques permettant d'espionner impunément l'ordinateur du conjoint, de l'invité ou du voisin... Pensons, par contiguïté, à l'industrie des sextoys, qui organise mondialement la gestion de « l'intrusivité » et des fantasmes dominateurs. Finalement, tentons de penser, en psychanalystes, la vérité du phallus : n'incarne-t-il pas, par défaut et en tant qu'absent, l'angoisse fondamentale de tout parlêtre : celle de *se retenir de la détermination réciproque* dans le moment de la parole ?

¹⁵⁶Le « kula » mélanésien est un double rouage de circulation d'objets, le potlatch une destruction proportionnelle à l'accumulation, la « table ronde » une mathématique de la division des biens de prestige, etc, etc.

sociale -et sociétale- *soit valide*. Ce qui apparaît ici comme déformation, ce n'est pas l'individualité et ses territoires, mais bien plutôt la réduction de cette individualité à un personnage abstrait et vide en dehors d'une pure logique comptable.

Ce manque (qui efface la question de la propriété de soi comme *exigence sociale* des Humains, en train de la perdre en masse, à commencer par les plus pauvres) va produire la formule littéraire favorite du moraliste Michéa : « tous pour un, un pour tous ». Or, ce n'est pas ainsi que la société et l'individu se respectent mutuellement, car cela implique un écrasement mutuel de *l'un* et du *tous* dans une autoréférence croisée, un miroitement unaire, une fascination de l'UN qui ne peut que nous rendre tous... fous (comme Etienne Balibar l'admet enfin, ayant heureusement oublié Althusser.)

On se demandera si le succès quelque peu médiatisé de J.C. Michéa, le « populiste de gauche contre la gauche » -et ce d'autant plus qu'il se refuse en mode « pause rurale » aux entretiens et aux plateaux- n'est pas indicatif (de bonne foi) d'une confusion intellectuelle rendant difficile la perception du progrès comme « problème », *bien au-delà du capitalisme !* Ce qui pose un *autre* problème : en quoi la confusion n'est-elle pas le signe même de la difficulté à tracer un chemin vers un *progrès réel*, puisque, dans la situation des humains à l'étape actuelle, nous ne pouvons pas entrevoir cette perspective sans nous contredire ou nous contrarier ? Que Michéa renonce à l'usage intensif de son portable, et qu'il tricote lui-même son bonnet de laine- tout en proposant ses services bénévoles à l'EHPAD local, c'est *très* bien. Du pur don maussien et caillétien, O.K. Qu'il prenne une bicyclette (non mondialisée) pour aller

« sur » Paris participer à une émission de France Cul, encore mieux ! Surtout pour en rajouter en écho à E. Zemmour (et sans citer M. Onfray) sur la liquidation des philosophes post-modernes ayant trahi la cause du peuple, super ! Mais en attendant, *rien* ne semble tracer là une ligne directe (de vie ou d'action) entre notre accablement actuel de contribuables, de consommateurs et de travailleurs, et la société future se respectant elle-même, ainsi que ses membres et que la nature. *Il y a là un trou, un inconnu*. Et comme on vous le dit dans les enregistrements vocaux qui hantent métros parisien et londonien : « Mind the gap » ! D'autant que si vous pouvez y tomber avec ou sans gilet fluo, il peut aussi en sortir des monstres dont ceux -adorés sur leurs portables par enfants et ados- ne seraient que des esquisses. C'est à cette investigation du « gap » (entre frustrations actuelles et orientation vers l'avenir) qu'on attend le courage de l'intellectuel. Son sacrifice, peut-être.

Où est l'erreur ? (Y-a-t-il même erreur ?)

Pour une recherche scrupuleuse, une autre façon de s'interroger sur le devenir -favorable ou non- de changements dans le cours des cultures humaines consiste à *reconstituer* ce dernier dans le passé à partir d'un effet connu. Mais, en tentant de remonter des conséquences aux origines (selon la fameuse méthode de l'arbre des causes chère aux spécialistes des accidents technologiques) on éprouve un malaise grandissant, s'agissant des phénomènes humains les plus globaux.

C'est que les causes se révèlent bien trop nombreuses et enchevêtrées pour qu'on puisse leur attribuer un « coefficient », ou même une valeur nominale sub-

stantielle. Tout se passe comme si nos catégories se dissolvaient à mesure que nous entrons dans le détail concret : le fameux « effet-papillon »¹⁵⁷ n'est qu'un rêve poétique. Une idée, en particulier, s'enfuit et se disperse d'autant plus que nous la désignons : celle d'un personnage responsable du mal, d'une catégorie unique porteuse de l'intoxication (capitalisme, communisme, etc.). La métaphore pandémique ne fonctionne pas, parce qu'il n'y a pas de « virus » de la culture humaine. Celle-ci -retour à Darwin- est un assemblage hypercomplexe de devoir, de raison et « d'instinct », de stratégies au service salvateur « d'acteurs » trop hétérogènes pour programmer *un bien commun qui ne soit pas aussi un mal*, non seulement pour telle ou telle composante vaincue ou sacrifiée, mais tôt ou tard pour l'ensemble.

La chose étrange, c'est qu'en prenant à rebours le cours des effets négatifs et de leur propagation risquant l'effondrement de la société-monde, nous pouvons découvrir une logique que même un super-Harari¹⁵⁸ n'aurait pu rabattre au niveau de la détermination humaine (condition supposée de la plupart des gens sauf lui, bien sûr). Inversement, souvent, les fautes manifestes, les agitations parasites, les agressivités

¹⁵⁷Popularisé par maintes œuvres de fiction (dont le très beau film de Jaco Van Dormael, *Mr Nobody*), c'est le fantasme selon lequel le simple mouvement d'un papillon quelque part sur la planète aura des incidences considérables à des milliers de kilomètres de là. C'est vrai, mais *pratiquement non-calculable*.

¹⁵⁸Il s'agit de Yuval Noah Harari, dont le best-seller international *Sapiens* et le dernier ouvrage *Homo Deus* indiquent des solutions planétaires essentiellement centrées par la fusion science-technique-sagesse, un transhumanisme que ne renieront certes pas les financiers de l'hyperclasse mondiale (disparition de *l'homo sapiens* historique, quête de l'immortalité, algorithmes divinisés, etc.).

meurtrières, etc... ne sont, dans le fil des causes importantes, que des épiphénomènes dont les enchaînements sont brefs et peu significatifs. Considérons les malheurs de l'économie, qui en étonnent plus d'un, même s'ils en « atterrent » d'autres (pensant disposer, par comparaison, des solutions, connaître leviers et boutons adéquats pour un « redressement »).

Paradoxes de l'économie

Prenons une séquence assez banale :

1) Une concomitance apparaît entre un excès d'argent disponible pour construire un avenir radieux et une population relativement pauvre mais croyant pouvoir supporter l'endettement à vie comme prix de son « intégration ».

2) L'avidité des banquiers arnaqueurs combinée au désir de normalité des Pauvres conduit à un très grand nombre d'engagements de ces derniers dans des contrats de crédits aux intérêts rapidement insupportables.

3) « Titrisées », c'est-à-dire transformées en « actifs » financiers, ces dettes, pourtant destinées à *ne pas* être remboursées, infiltrent tout le système financier, et cela au niveau mondial. Leur nombre même rend fatale l'implosion d'une bulle « systémique ».

4) Par peur de l'effondrement, les Etats se portent au secours des financiers et les renflouent en « liquidités » au détriment de leurs contribuables, cela en rachetant à des niveaux élevés des titres qui, en réalité, ne valent plus rien. Par la suite, les banques centrales « éteignent » peu à peu ces « actifs toxiques » par un cocktail de mesures lissant les dettes souveraines sur des décennies.

Cette guirlande d'enchaînements entraîne à son tour une cascade de questions : 1) la demande pressante des catégories « pauvres » est-elle légitime ou non ? 2) admettons qu'elle le soit¹⁵⁹, peut-on *absolument* condamner les promoteurs et banquiers de vouloir se rembourser au bout de quelques années, sachant par ailleurs que, s'ils récupèrent le bien en gage d'une dette impayée, ils ne pourront pas facilement le revendre (qualité trop basse, perte de prestige du lotissement, encadrement juridique du prêt, etc, etc.) ?

3) Si oui, cette « arnaque » peut-elle être considérée comme *cause principale* du « dérapage » déclenchant l'implosion de la bulle ?

4) Ne faut-il pas commencer par incriminer l'existence, sur le marché des capitaux, d'une masse de « liquidités » en provenance de tous les épargnants, et dirigée vers toute possibilité de maintenir un taux de profit suffisant ?

5) Puis prendre en compte les politiques de placement de fonds importants, comme ceux qui gèrent les pensions

¹⁵⁹Si elle ne l'est pas, on risque la sévérité des journalistes du Monde sur les réactions de Bobos aux revendications des Gilets Jaunes : comment le cadre supérieur parisien ose-t-il donner des leçons de « dépenses domestiques » à des gens qui vivent du minimum ? Les 2500 euros épuisés par le jeune ménage à quatre enfants, a-t-il encore le « droit » d'acheter un écran-télé pour regarder les séries en famille ? Imposer un vertueux jugement sur les choix d'autrui alors qu'on dispose soi-même d'un revenu trois à six fois supérieur ne peut que susciter un sentiment de culpabilité assez justifié. Le problème qui reste pendant, c'est que si ledit « Pauvre » ne peut vivre dignement qu'en outrepassant les limites de son revenu disponible, comment blâmer les « Commerciaux » tentant de capturer cette nécessité morale ? Comment blâmer les hypermarchés de peser sur les producteurs pour maintenir *les plus bas prix possibles* au détriment de la qualité ? Etc...

des retraités ? Pourquoi faudrait-il que ces derniers voient leur revenu érodé par la surabondance de capitaux en « recherche d'emploi » ?

6) Mais alors : pourquoi cette surabondance ?

7) Si la réponse consensuelle des « experts » est qu'elle provient de la réussite de nombreux autres secteurs de l'économie, pourquoi ne faudrait-il pas faire profiter un nouveau secteur encore peu financé de ce succès ? (justement comme le prêt « bon marché » aux catégories « encore » défavorisées ?)

8) La réponse à la question 6 permettrait-elle d'incriminer des « acteurs » mal intentionnés ou mal régulés ? Certes, les bandits, filous et autres joueurs de bonneteau sont au moins aussi rapides que les policiers et les juges (qui finissent par étrangler le « loup de Wall Street » déjà drogué à fond de cale). Mais au cas où le meilleur contrôle social serait exercé, aurait-on évité la suraccumulation préalable ?

9) D'autres « experts » savent que lorsqu'on laisse à l'Etat contrôleur la charge de créer de la richesse, il s'en acquitte souvent plus mal que les margoulines, les joueurs, les maquignons, notamment sous forme de banquiers « investisseurs ». Ce n'est pas toujours vrai, mais on ne peut pas tout le temps créer des chantiers publics pour reboucher les trous des routes ou des barrages. Et surtout, l'Etat éprouve plus de difficultés que d'autres à éviter l'enlisement dans la paperasse, le règlement, la procédure, etc, dont beaucoup de ses membres tirent leur légitimité : la puissance de la bureaucratie payée à vie, c'est en effet, qu'on le veuille ou non, le blocage plutôt que l'action.

10) Tout bien considéré, peut-être vaut-il mieux payer des fonctionnaires à bloquer un progrès, laisser se

multiplier les nids de poule dans le système routier, fermer écoles et hôpitaux publics, ou accorder aux aventuriers du profit le privilège de tout déstabiliser, et à la finance, le droit de « marcher sur la tête » (un constat de Sarkozy) ? Ce triste périple ne vaut-il pas mieux que l'aveu franc et universel que la voie du profit étant désormais fermée (comme l'avait prophétisé Marx), le redémarrage du train du progrès est... remis à une date ultérieure... ?

Quoi qu'il en soit, pour échapper à une pensée linéaire, nous sommes parvenus au niveau *des conjectures les moins étayées*, en un sens ou un autre. Et encore nous sommes-nous arrêtés, dans la direction de la base de l'arbre des causes, à un moment de création de richesses excédentaires. Nous aurions évidemment pu remonter encore plus loin, et analyser ce moment comme l'effet ambigu d'une précipitation préalable sur des secteurs où un profit massif a pu être prélevé sur du travail nouvellement « libéré » (rappellera le professeur de marxisme élémentaire), ou sur un bond technologique merveilleux (mais gonflant la masse des chômeurs), etc.

Faisons grâce au lecteur, et passons au stade des conclusions simplificatrices, pour ne pas dire inévitablement tranchantes. Faut-il en finir avec le « système » global de la circulation de la valeur ? Suffit-il de désigner « le Capital comme notre ennemi » ou de rappeler la crapulerie innée des fonctionnaires selon Hayek ? Ou les deux ? Tout a été dit et son contraire sur ce sujet. Tout a été expérimenté en grandeur nature et en temps réel, des crises capitalistes aux horreurs du goulag ou du grand bond en avant. Puis nous avons commencé à bégayer en masse, à nous répéter sans trouver une issue. Et pour cause : un étage sous la mansarde de

l'intellectuel, le T2 de la famille de migrants rescapés se remplit (à bientôt quatre enfants, dit-on). Faut-il donc désormais sortir de l'économie pour incriminer la démographie ? Mais, en démographie, faut-il tenir pour coupables de « guerre des berceaux », tel fragment de la population nationale ou mondiale, alors que, par ailleurs, le bel ensemble des journalistes ne cesse de nous mettre en garde contre « le vieillissement de la population » ?

Interviennent alors les théoriciens du délicat « coup de pouce » : tout irait bien dans le meilleur des mondes, si, à chaque étape d'un cycle inéluctable de croissances plus ou moins fortes, ne se manifestait une tendance discrète, certes, mais suffisante pour déséquilibrer le processus autrement supposé rectifiable et maîtrisable pour les bons timoniers de l'histoire humaine (eux, probablement, ou à défaut, leurs ordinateurs, dopés à l'algorithme génial). Tout ne serait qu'affaire de *réglage fin* pour atteindre le progrès sans rupture, en tant qu'agréable voyage au long cours. Il suffirait au fond d'éliminer les rares impétueux *ne voulant pas se savoir nuisibles*, ou les trop arrogantes crapules, pour que l'adage de Mandeville -les vices privés font les vertus publiques- fonctionne sans que nous retombions dans les erreurs classiques de la « charité publique », faussant tragiquement l'économie sous un excès d'assistanat.

Nous ne souscrivons pas à ces théories, surtout parce qu'elles sont elles-mêmes issues d'options politiques qui ne sont pas plus philanthropiques que les autres (ni moins, étrangement), mais simplement inspirées d'autres intérêts catégoriels. C'est d'ailleurs ce qui induit le caractère résolument non scientifique de toute économie et justifie *post ante* Alfred Nobel dans son refus de lui attribuer un prix (mal compensé par les tribulations de la

Banque de Suède). L'économie *n'est pas* une science parce qu'elle ne s'édifie qu'à partir de l'idéalisation d'un vouloir -celui d'un juste équilibre entre les Humains¹⁶⁰, tout comme l'économe de la maisonnée antique (*Oikos*), cherchait à ce que cette dernière fonctionne sans faillir et sans discorde interne ni externe.

Mais comment voulez-vous construire une science à partir d'un tel rêve, ou même seulement d'une telle volonté ? C'est comme si vous vouliez bâtir la physique à *partir* du projet d'aller visiter d'autres astres, ou la biologie à *partir* du souhait de devenir éternels. Bien entendu, ces motivations jouent subjectivement, mais elles ne doivent pas interférer avec l'objectivation. Or cette dernière n'est pas réductible au chiffrage et au calcul qui sont plutôt les ultimes étapes d'une pratique scientifique. Il n'existe pas non plus de sociologie qui se *voudrait d'avance* égalitaire ou inégalitaire, ni de science politique *voulant* réaliser la démocratie (aussi sympathique soit cet idéal). Tout cela relève d'un déferlement cognitiviste qui ne se comprend qu'en relation de jalousie avec le succès impressionnant des « vraies » sciences aux XVIIIe et XIXe siècles.

Ce qui ne signifie pas qu'il ne puisse exister de sagesse éclairée dans tous ces domaines, voire même d'une approche de la scientificité, à condition que les disciplines de la culture humaine commencent par reconnaître le paradoxe de leur propre existence : elles tentent, en effet, d'objectiver des pratiques qui, pour être entièrement réelles, désignent précisément le savoir

¹⁶⁰Le seul « économiste » à avoir démonté ce dogme en réinsérant l'économie dans l'écologie et sa dépendance aux lois de l'entropie fut le génial Nicholas Georgescu-Roegen (*Demain, la décroissance*, Ed. Pierre-Marcel Favre, Paris-Lausanne, 1979 (1970-1976)

comme *l'objet d'un devoir...* de ne pas l'étendre à la relation intersubjective. Ces disciplines doivent donc admettre qu'elles sont prisonnières d'une difficulté insurmontable : *leur objet est exactement ce qui refuse d'être objectivé !* Et elles font partie de ce refus, puisque elles-mêmes « parlent » ! Tant que les « sciences humaines » n'auront pas refondé leurs approches en partant de cette situation étrange mais incontournable, elles ne pourront en rien mériter la jolie étiquette académique de « sciences ». Ce qui est d'ailleurs hautement souhaitable, car dès qu'une pratique humaine devient *incontestable*, certaine, elle devient dangereuse et potentiellement plus écrasante ou massacrate encore que les plus terribles injonctions religieuses.

Paradoxes de la géopolitique

Des chaînes logiques aussi paradoxales peuvent se retrouver dans la plupart des domaines. Prenons le cas de l'histoire des guerres ramenée à deux critères -leur fréquence, leur caractère meurtrier-, et rapportons les à la taille des entités antagonistes. Nous observons alors un trait sous-estimé : la guerre est d'autant plus fréquente *mais* moins meurtrière qu'elle est engagée par des entités « nationales » petites, et inversement : la croissance de leur taille induit une diminution considérable de leur fréquence, accompagnée d'une augmentation plus que proportionnelle de leur effet meurtrier.

Si nous associons maintenant la taille des groupes antagoniques et la facilité de déclenchement de la guerre (cette dernière expliquant la fréquence), nous découvrons alors qu'il existe un domaine théorique d'extension allant de l'extrême facilité du déclenchement (variantes

primitives de la vendetta entre bandes, villages, ethnies, etc.) à son impossibilité. Pourtant, celle-ci n'est guère citée parmi les événements plausibles découlant de la taille la plus grande possible des antagonistes, avant la fusion complète de toutes les cultures humaines. Or, les systèmes de traités et d'alliances actuels approfondissent ceux en vigueur dans les deux guerres dites « mondiales » (à savoir deux camps et pas un de plus), tandis que la destructivité des armements approche l'infini (un conflit thermonucléaire anéantirait dans ses suites la totalité des Humains et une grande partie de la vie sur Terre). *On devrait donc se poser la question de l'impossibilité de la guerre future*, ce que l'on ne fait pas, parce que l'on identifie la pluralité grandissante des Etats disposant de l'arme atomique comme un « recul » vers une étape antérieure et: plus dangereuse du stade logique : plusieurs conflits possibles et non un seul, avec une probabilité de déclenchement plus élevé.

Ce raisonnement s'affiche d'autant plus raisonnable et probant que dans le même temps les conflits entre entités moyennes ou petites deviennent d'autant plus meurtriers qu'elles sont équipées d'armes de guerre modernes de grande destructivité (fournies par les grands Etats). Mais surtout, ce raisonnement -base tenue pour évidente par le mouvement pacifiste mondial- semble le seul compatible avec la mobilisation moraliste en faveur de l'abolition de la guerre, laquelle est antinomique avec la reconnaissance du caractère « calmant » de l'armement nucléaire ! Comment en effet, admettre que c'est grâce à la livraison aux Russes des secrets du thermonucléaire par Oppenheimer, président de hautes instances d'orientation du programme américain et ex-chef du projet Manhattan ayant rasé Hiroshima et Nagasaki (et non par les

Rosenberg, boucs-émissaires malheureux) que nous devons de ne pas avoir vécu de troisième guerre mondiale dès le conflit coréen dans les années 1950 (depuis maintenant 70 ans, record de longévité de la paix « globale », en dépit de la comédie de la guerre froide) ? Non seulement la dissuasion *fonctionne* depuis 1945, mais elle est renforcée par l'entrée de nouveaux membres dans le « club » des Etats nucléaires. On suggérera même que la colère de Trump contre l'Iran n'a pas pour objet une menace contre Israël (qui serait suivie d'une destruction de l'Iran), mais plutôt l'impossibilité d'influencer ce pays échappant au contrôle mondial de quelque empire que ce soit, et pièce potentiellement importante dans « l'encercllement » de la Chine¹⁶¹.

Au plan de la sagesse, il est clair que l'équilibre de la terreur mutuelle n'est pas l'idéal, et l'on ne fera pas dire à l'auteur de ces lignes qu'il est favorable à son maintien. Il serait d'ailleurs sur ce point opposé tant aux pacifistes qu'aux militaires des hauts Etats-majors reliés entre eux par téléphones rouges (ou équivalents), qui ont été et demeurent les premiers à constater l'impossibilité d'une guerre thermonucléaire (voire à déplorer qu'elle rende aussi impossible l'exercice de leur « métier » au plan de conflits intermédiaires.). Seulement, l'auteur est en droit de demander aux objecteurs, membres de la confrérie de la « belle âme » (autrement dénommable « horde de la bonne conscience ») : avec quelle autorité pourra-t-on stopper la multiplication des conflits meurtriers qui ne

¹⁶¹ Encercllement envisagé avec le concours silencieux de Poutine, qui n'a plus besoin de l'Iran dans le rétablissement du régime syrien, et avec qui Trump partage l'idée que l'OTAN est quasi-obsolète (sauf s'il va occuper le Moyen Orient aux frais et risques de l'Europe).

manquerait pas de survenir dès levée l'épée de Damoclès de la « mutual deterrence » au dessus des ambitions régionales ou locales ? Un progrès réel pour sortir d'une impasse périlleuse (au moins à la merci d'une folie - même si elle est mimée comme dans le cas de Kim Il Un-) ne peut donc être le fruit d'un humanisme moraliste, répulsif à force d'aveuglement sur ses motivations de propreté. Le beau film « Camille » basé sur le destin réel de la jeune photographe fascinée par la guérilla entre bandes de jeunes des villages centrafricains (sous des prétextes d'identité ethnique ou/et religieuse) explique à sa manière le précédent du Rwanda, malheureusement aggravé par des soutiens français et occidentaux. Il montre la double faiblesse de la puissance pacificatrice, pour tarir à la fois le fonctionnement des groupes de guerriers (un pullulement de batailles des Thermopyles), et l'accès aux armements modernes. Il montre la naïveté mortelle des moralismes.

Mais alors, que faire de ces cercles vicieux, sinon d'en tirer argument pour le désespoir ? Notre proposition, en filigrane de ce livre, c'est qu'il s'agit de *préserver la subjectivité appuyée sur la responsabilité des actes de parole, et* de la fonder sur un référent universel, éliminant la possibilité de rendre autrui absolument étranger. Or l'erreur récurrente de toute « civilisation » (y compris celle des « droits humains ») a été de vouloir détruire les identifications autonomes pour obtenir un changement de base de la subjectivation. Or, dans ce cas, on ne produit pas seulement des esclaves ou des exploités, mais des êtres avilis dont la parole ne compte plus, sauf pour contresigner des mélopées dogmatiques aggravant leur dérélition en tant qu'humains. Comme si l'universalisation de l'identité collective *pouvait suffire*

au projet de l'acte de parole ! Or elle ne le peut pas si, en même temps, le « sujet désirant » qui s'autorise de l'échange symbolique « avec quelques-uns » (surtout les parentés qui ont permis l'accès des enfants à la parole) est délégitimé par les armées sociétales se croyant investies du devoir d'universalité (en passant par l'étape étatique-nationale). Le lecteur ayant saisi ce que l'auteur tente de balbutier, le problème n'en reste pas moins *entier*. Quadrature du cercle ! Pari peut-être impossible à tenir ! Et pourtant, c'est là seulement qu'est la clef d'un progrès réel. Notre inquiétude reste béante, mais nous devons accepter *désormais les termes de ce défi : articuler le global et l'intime dans une unité dialogique qui ne détruise ou ne subordonne ni l'un ni l'autre.*

Paradoxes de la neurologie

J'ai fait un rêve curieux, dont je n'ai pourtant pas récusé la leçon. Diagnostiqué « Asperger » par un aréopage de spécialistes bienveillants testant ma cervelle, je bénéficiais d'une généreuse (?) indemnité de handicap de quelques centaines d'euros et de propositions d'emplois adaptés (dans des locaux isolés et silencieux, sans machine à café). Profitant alors de l'accès subreptice à un réseau de frères semblablement étiquetés, je parvins à réunir nos potentiels exceptionnels et à populariser puis *instituer* la catégorie de « Normopathe », désignant ainsi la quasi-totalité des personnes *non-Asperger*. Nous fîmes lobby de tout bois, et bientôt 90% de la population bénéficia d'un généreux (?) salaire universel en plus de cette reconnaissance de leur misère psychique, tandis que notre fraternité d'étiquette (« Aspies and co. » pour les intimes) pouvait engranger

les dividendes gigantesques de notre succès nosologique. Désormais, nul neurologue qui ne fut invité *avec bienveillance* à être diagnostiqué Asperger pour pouvoir pratiquer légalement leur palpation de lobe. Ce qui raréfia rapidement cette profession, fragilisa sa puissance assertorique supposée « scientifique », établit, en revanche notre propre hégémonie millénaire sur les « savoirs », et nous permit de nous débarrasser de notre étiquetage diagnostique pour le remplacer par la catégorie plus gratifiante « d'humains génétiquement non dégénérés », ce qu'avait peut-être cherché Hans Asperger en observant des centaines d'enfants en contexte nazi d'hygiénisme racial. En même temps, nous contraignîmes -doucement mais sûrement- lesdits normopathes à indiquer leur « similarité invisible » sur leur puce d'identité sous-cutanée, à la suite de leur orientation sexuelle consensuelle et de leur géo-localisation automatique.

Je ne sais pourquoi, mais en m'éveillant de cet aimable cauchemar, je me mis à nourrir un doute persistant sur le caractère de progrès d'une reconnaissance associée à un diagnostic expert, quel qu'il fût.¹⁶²

¹⁶² (Ce conte mi-figue-mi-raisin n'est pas issu d'une lecture de Josef Schovanec, dont j'ignorai l'existence jusque là. Je le dédie à Pierre Desproges.)

10. Changer de cap, tirer des bords¹⁶³

Dans un précédent ouvrage, consacré à l'analyse des risques encourus par la culture humaine en tant que telle, nous étions parvenus à déterminer trois objectifs correctifs généraux dans la situation du XXI^e siècle :

- 1) « réhabiliter le prestige et le respect du libre sujet de la relation interpersonnelle »,

- 2) « contenir la force persuasive des « langages pratiques » ayant autorisé un déploiement excessif inexorable de la masse, comme l'économie et l'informatique ».

- 3) « construire les communautés de mode de vie, de production et d'échange, qui, fondées sur le principe de prestige et de respect du sujet de la parole, se révéleront les entités les plus aptes à *faciliter* son existence, et à assurer sa protection contre les menaces constantes de l'orientation massive. », c'est-à-dire écrasante pour chacun, donc pour tous.

Le rétablissement du « sujet » humain (de la parole) comme objectif central pouvait sembler à la fois *vague, inconsistant, et surtout inutile*. On le voit pourtant toujours réapparaître dans les premiers moments d'une révolution, quand les gens se mettent à parler, se

¹⁶³Nous avons usé d'un premier titre, bateau s'il en est : « garder le cap », au sens de persévérer vers un progrès. Mais ce propos méritoire a rencontré la formule du président Macron, changé en capitaine Crochet. Le titre actuel n'est pas vraiment meilleur, mais quand on en vient à la proposition politique, on échappe difficilement à la métaphore maritime. Et en mer tourmentée, la progression vers un refuge peut nécessiter des écarts considérables au but initial.

découvrent, acceptent de dévoiler leurs positions différentes, et les tolèrent un temps, sur les ronds-points, les collines ou ailleurs. Ensuite, hélas, des hiérarchies se tissent, des choix se figent, des visages se ferment, des uniformes séparent, des expéditions colonisent.

Et plus la dérive « collectiviste » s'installe comme solution aux difficultés de l'intersubjectivité directe, davantage s'accélère un mouvement de cristallisation des discours et des institutions qui les entretiennent.

Nous avons consacré le chapitre VII à proposer l'introduction de principes élémentaires pour protéger -mondialement- le sujet souverain et sa communauté d'autonomie. Force est de constater qu'aujourd'hui la plupart des idéologies alternatives -en dehors de quelques thèmes anarchistes et communautaristes- sont très loin d'insister sur les conditions d'une telle libération de la personne. Les thématiques dominantes sont toujours celles de la propriété sociale des moyens de production et d'échange, ou celles de la diminution des pollutions et des surconsommations d'énergie.

Les formulations socio-démagogiques comme celles de Jean-Claude Michéa -d'aussi bonne volonté qu'on le crédite à juste titre- ne favorisent pas un retour exigeant sur la situation de parole, la seule capable d'authentifier notre participation sociale et politique, car il confond tout le temps « l'individualisme » (d'ailleurs cautionné par Marx en tant qu'idéal dans la foulée des utopistes du XXe siècle) et le sujet, pour lequel, il n'a, au fond, pas de théorie. Or ce sujet -en tant qu'assujetti à la seule règle d'or de la parole, le pacte de non-prédétermination mutuelle- est le vrai trésor de la culture humaine, car il

renferme avec exactitude¹⁶⁴ la simple possibilité d'un échange entre collectif et individu. Il est, ce qui de l'individu permet le collectif, et réciproquement. Il n'est pas le sujet du don maussien et caillétien, lequel est assujetti à des mécaniques de l'échange, à savoir, toujours piégé dans l'économisme que Michéa récuse.

Sur ce point comme sur d'autres, il a donc raison *et* tort, et d'une façon si inextricable qu'on ne peut tirer grand-chose d'un « programme » qui pourrait être extrait de sa pensée, à part le classique but d'un « bon socialisme » comme extincteur de secours du méchant capitalisme « californien » ou autre. Ce qui a déjà été tenté sans succès déterminant dans nombre de cas, notamment détruits par la bureaucratie policière, la technophilie et la masse kafkaïenne associées. L'idéal stakhanoviste n'a jamais apporté autre chose qu'une propagande primaire, et un peu de fierté temporaire pour quelques rares professions « manuelles » surtout manipulées, tels les mineurs ou les sidérurgistes (tandis que médecins et chercheurs étaient moins payés que des balayeurs)¹⁶⁵. Il reste que nous pouvons toujours nous saisir de telle ou telle facette proche d'une vérité plus consistante et moins contradictoire, à condition de reprendre en leur noyau les constellations verbales et conceptuelles permettant un rapprochement et une « vibration » avec une pensée moins démagogique.

¹⁶⁴ Qu'est ce qui peut être plus *exact* que le « devoir de ne pas savoir » ?

¹⁶⁵ Ce qui n'excuse en rien le salaire de 90 000 euros/mois de telle chirurgienne d'un hôpital privé parisien ni les manteaux de vison qu'elle a pour seule pensée de s'acheter en sortant de son travail acharné.

Michéa n'a pas plus saisi que Marx ou la longue lignée des penseurs socialistes ou libéraux, (et certainement bien moins que des gens comme Jean Baudrillard ou Jacques Lacan) que le centrage de toute relation sociale par l'échange symbolique entre sujets s'offrant mutuellement *ce qu'ils ne savent pas les uns sur les autres* était la condition *sine qua non* de toute construction sociale désirant éviter les souffrances inutiles pour ses membres. Ce qui implique alors d'envisager le point 3 de nos propositions générales que nous *répétons ici* (même sans le marteau-piqueur chéri de Stakhanov, ni le « métier du lien » selon F. Rufin¹⁶⁶), après en avoir développé quelque peu le contenu au chapitre VII : « construire les communautés de mode de vie, de production et d'échange, qui, fondées sur le premier principe de prestige et de respect du sujet de la parole, se révéleront les entités les plus aptes à *faciliter* son existence, et à assurer sa protection contre les menaces constantes de l'orientation massive. »

Or le lecteur aura senti que cette construction, (qui est loin d'être seulement reconstruction de certaines modalités protectrices de la morale sociale) implique de tels bouleversement par rapport à une situation presque engloutie sous la logique de masse *que l'on ne peut guère, hélas, la présenter comme une solution politique aux salariés ou couches moyennes « en colère »*, sauf à entrer dans une eschatologie, une attente

¹⁶⁶ Faut-il le souligner ? Le « lien humain » n'est pas un *métier*. Il n'existe pas d'usine, d'université, de caserne ou d'ehpad conviviaux. C'est là que se trouvent les « vœux pieux », pas dans des protopies tentant d'équilibrer le global et le communautaire, le local et le familial et pour cela d'instaurer leur *considération mutuelle*.

de la fin du monde actuel, avec armes, bagages, voitures, pèse bébés, lave-vaisselle, infusions anti-oxydantes, douches vaginales, etc, etc.

Pourtant, s'il existe des discours de « preppers », qui se répandent à partir d'une certitude de « l'inéluctable » (comme celui de Vincent Mignerot, fondateur de l'association *Adrastia* qui veut justement dire « inéluctabilité », et dont le regard de conviction pure fait froid jusque dans le dos de ceux qui lui font face), *je me refuse absolument à y sombrer*. Ceci pour au moins deux raisons majeures :

-« Le pire n'est jamais certain ». Cet adage est juste, parce que les discours du pire sont appuyés sur des *effets* de terreur, et peu sur des *faits*, excluant par principe les capacités inattendues de rétroaction des sujets humains.

-Même dans le cas où la tempête sociale et culturelle se lève, avec son cortège de guerres et d'autoritarismes, de privations et d'injustices, la meilleure préparation ne peut que construire des « progrès » pour un avenir ultérieur, sachant qu'ils ne peuvent être portés par des inventions techniques d'autant plus dangereuses qu'elles sont famineuses. Nous sommes désormais avertis, les sciences de la culture n'étant ni les plus bêtes ni les moins cultivées, que les trois extrêmes du désir scientiste (contrôler le climat, contrôler l'économie, contrôler les cerveaux) sont porteurs des plus grandes folies dans la vie sociale, en liquidant ces qualités merveilleuses que Darwin entrevoyait chez les individus proto-humains.

Il est certes possible que la masse des gens, transformés en zombies de la misère, viennent un jour pas si lointain piller les maigres ressources sauvées par lesdits « preppers », mais nous n'avons pas à nous polariser sur cette hypothèse aussi romanesque que

hideuse. La chose à faire (pour ne pas attendre), c'est de construire des réseaux amicaux -surtout locaux et/ou pratiques- nous servant à nous détacher -au plan de solidarités sociales les plus autonomes possibles- des grands systèmes qui nous illusionnent tout en nous rendant dépendants. Ceci aussi bien pour l'éducation que pour la nourriture, et pour ce que nous pouvons soutenir de la santé. Autonomie et pluralité devront être rapidement des mots d'ordre n'exigeant pas des complexités d'articulation, *sauf pour assurer au plan réellement « politique » (à savoir le « pan laos -tout le peuple humain-) des modalités de la parole (to parlee en Américain : parlementer) qui élimine autant que faire se peut une conflictualité mortelle.*

Des gens comme Jean Claude Michéa peuvent se retrouver dans des discussions et des alliances de ce type. Dany Robert Dufour également, à condition de n'en pas rester à la théorie de la merveille trinitaire (car, pas plus que le binaire, celle-ci ne permet d'échapper au fantasme du chiffre, cet abaissement quantitatif de l'humain¹⁶⁷). C'est moins évident pour Alain Caillé, collé au Don maussien comme bernicle à son rocher,

¹⁶⁷Dany Robert Dufour en a une conscience aigüe, d'ailleurs, mais ne peut pas vraiment s'en sortir, car en choisissant l'absence -du « il »- comme représentation du tiers-terme, il ne fait que répéter la création ancienne du zéro. Etudiant le « bégaiement des maîtres », il ne peut que les imiter. (Néanmoins comme bègue, il se pose un peu là dans son ouvrage passionnant et anticipateur -mais ignoré- « Les Mystères de la trinité », qui fut gallimardé en 1990, dans la prestigieuse bibliothèque des sciences humaines dirigée par Pierre Nora.). Or, comme nous nous égosillons à le répéter dans notre propre forme de bégaiement, le tiers-terme est le *lieu du pacte de l'indétermination réciproque*. Alors que la mort est celui de notre *détermination absolue*. Certes, les deux... sont proches.

sans vouloir savoir que Mauss s'y référerait à une loi ramenant le sujet humain à une machinerie symbolique totalisante. Ce serait bien plus difficile pour Alain Soral, piégé si lamentablement dans sa stupide et hargneuse paranoïa anti-juive¹⁶⁸. Mais qui sait ? Il pourrait se réveiller un jour sur son divan rouge en demandant pardon pour ses errements funestes bien que, ses récentes manœuvres sur le « bon petit peuple juif » à séparer des vilains magnats sionistes ne présageant *rien de bon* sur ce plan, il n'est pas sûr que cela lui serait accordé¹⁶⁹. Il aurait au moins essayé, quitte à ce que la part la plus nazifiante de ses suiveurs le quittent *illico* !

¹⁶⁸Pour Dieudonné, soulignons une coïncidence : son prénom signifie « Netanyahou » en hébreu (ou Jonathan). On sait par ailleurs que la paranoïa est souvent la haine de soi dans miroir de l'Autre. Désolant pour un humoriste si doué. Il y a tant de forces néfastes réelles à caricaturer pour mieux les désigner ! Mais le mécanisme est inexorable : quand Dieudonné affirme que pour lui, « les religions n'existent pas » et que seuls les Humains existent, il est en train de dire que lui-même n'a pas de nom, pas d'existence suspendue à un signifiant relié à une croyance ou à une autre. C'est un effort méritoire pour « être quelqu'un » sans accrocher la parole à des mots de langue commune. Mais c'est impossible, car la « pure » personne ne peut qu'être évoquée dans le silence qui accompagne les mots la désignant. C'est la fatalité humaine qui angoisse tant le psychosant -qu'il ne peut la nier qu'en accusant le sujet supposé avoir créé le mot. Du même coup, il gagne à croire à un vrai sujet : le méchant démiurge. Le Dieu juif, par exemple (Dieudonné répète ainsi Marcion).

¹⁶⁹Cela ne serait possible, de toute façon, que s'il admettait avoir été prisonnier d'une psychose, et peut-être de la plus affreuse parce qu'elle est partageable avec les normopathes à l'affût de haines sociales où ils peuvent se fondre, impunis en masse.

Mais c'est très improbable, car à peine la parano relâche-t-elle son porteur angoissé par une absence possible de sujet, qu'elle lui resserre aussitôt la gorge et lui compresse le cerveau jusqu'à la

Autour de quoi « fédérer » les volontés d'une révolution plus cruciale, décisive, que toutes les précédentes ? Autour du seul « progrès » qui vaille au fond : ramener les décisions et les actions humaines (sauf les débats mondialisés, sans effets contraignants *a priori*) au niveau de la strate permettant des échanges de parole fiables, sans systématisation de l'arnaque et de la volonté de contrôle. Il faut se défaire de l'écheveau de tentatives croisées d'enserrer chaque humain dans la résille la plus tendue possible résultant d'une intrication de pouvoirs privés et publics, de corporations variées, de moyens exorbitants autorisés par la technologie, des failles et lâchetés comportementales des consommateurs et des travailleurs. Le tout noué dans la même crampe d'angoisses d'être libres du « rapport ».

Les nuisances de cet écheveau de passions crispatrices, tensionnelles, sont maintenant si élevées, flagrantes sur n'importe quel critère (productivité finale, innocuité à bref ou long terme sur la vie et sur les humains, joie de vivre, vraie parole, etc.), qu'aucun argument ne peut être soutenu en faveur de son maintien. Quant au « constat » défaitiste, il ne peut être justifié à l'aune des catastrophes en série qu'entraîne l'actuel cancer organisationnel structuré par les armées de l'invasion des intimités et des solidarités locales¹⁷⁰.

certitude finale d'être persécuté par Shylock. C'est triste. Je le sais : une mienne amie de cœur, quand elle est saisie par le tremblement complotiste, devient littéralement infréquentable. Je tiens bon, mais c'est franchement dur, cet envahissement incoercible de la personne par le délire mauvais.

¹⁷⁰« L'invasion » est observée par Michéa : Hélas, il l'attribue au seul Capitalisme, alors qu'il est si « évident » qu'elle provient du tissage des quatre passions humaines en cours : masse, argent, technosciences et pouvoir politique.

Le programme est donc simple et clair : 1) faire la liste des éléments de droit et de norme autorisant le fonctionnement en surchauffe des grandes structures d'Etat, d'entreprise et de technoscience s'appuyant sur le contrôle intégral ou partiel des individus, des familles et des groupes de solidarité territoriale et de vie de taille « conviviale », ainsi que sur le prélèvement automatique de leurs ressources¹⁷¹.

2) *Les éliminer pacifiquement* à tous les niveaux, en les *remplaçant* au fur et à mesure par des pactes « de base » directement constitués entre les personnes concernées ou leurs regroupements « primaires » (excluant de la légitimité tout empilement hiérarchique, transfert de représentativité, fiction de « personne morale », délégation de droit ou « liberté » d'user de sommes d'argent pour former des projets excédant les limites des « territoires conviviaux », légitimité du forçage au *burning-out* dans tous les secteurs, etc.). Paradoxalement, ceci est rendu possible, par certaines facilités de l'informatique, à condition d'être soumises aux principes sus-énoncés.

3) Développer les unités de vie pour parvenir assez rapidement à répondre à des besoins fondamentaux, sans tomber dans les demandes implicites de dépendance - sous toutes les formes- pouvant émaner des gens eux-mêmes en tant que « masse passive ».

¹⁷¹L'effondrement de l'empire romain fut lié à la surcharge fiscale constamment augmentée, pour alimenter le paiement des dépenses en hausse géométrique des armées attachées à la seule protection de frontières assaillies par les migrants de l'époque, certes plus agressifs que les nôtres ! (voir : Michel de Jaeghere, *Les derniers jours, la fin de l'empire romain d'Occident*, Tempus, Perrin, 2016)

Des progrès par les ruses de l'Histoire ?

Nous n'avons guère parlé de certains progrès étranges : les « progrès-symptômes. C'est qu'ils sont bien plus angoissants que les biscuits chinois contenant une prédiction sur votre avenir. Leur effet peut être très négatif et l'on hésite à en « déplier » l'augure.

Il s'agit peut-être de ce que Hegel appelait « les ruses de l'histoire » et les apparentait à des taupes creusant secrètement leur chemin souterrain (passionnel, aveugle) avant de surgir pour réaliser leur but providentiel.

En ajoutant quelque chose : les « progrès-symptômes » prennent parfois l'apparence la plus opposée à ce qu'ils finissent par annoncer, voire à réaliser. Ce qui conduit à une méfiance légitime à leur égard, et aussi à des ruses vis-à-vis de ces ruses. A tout le moins faudrait-il être capables de les décrypter, d'en saisir le message caché, ce qui permettrait de « gagner du temps », cette fois, quand cela s'avère nécessaire.

Mais donnons donc un exemple, que diable (qui s'invite ainsi à nos risques et périls) ! *Il s'agira seulement ici de l'expression inconsciente de nos angoisses. Celle qui parle pour nous et en dit plus que nous ne le voudrions... sur ce que nous voulons !*

L'actualité de 2019-2020 en France et dans le monde est significative à ce propos. Ainsi, les « mouvements sociaux » variés qui surgissent paraissent-ils animés de motifs contradictoires : maintien des « avantages acquis » et sensibilité écologique, revendications de « pouvoir d'achat » et méfiance envers la distribution, critique de l'artificiel, culte du naturel et consumérisme exacerbé, souci écologique et insurrection contre les taxes « carbone », refus des éoliennes terrestres, etc.

La réponse des pouvoirs cherchant une « cohérence » s'avance de plus en plus dans la direction des autoritarismes, des décrets, des ordonnances, et, en bref, des passages en force, à l'abri (précaire) de quelques formules démagogiques. C'est, en un sens, dans leur nature et leur fonction. Et les résultats sont prévisibles : une aggravation du malaise et un mécontentement toujours plus profond, plus sourd et plus violent, qui, à son tour répond aux réponses par la préparation d'une résistance passive (et active).

A première vue, ce processus est absurde. Pourtant, il existe des niveaux de compréhension où les apparentes contradictions peuvent se dénouer. Pour les atteindre, il ne faut pas confondre l'intention affichée et consciente de tel ou tel acteur, et ce qui est désiré de manière non dite, n'émergeant que par l'évolution même des interactions. Ensuite, il ne faut pas non plus identifier « les gens » à des personnages-type installés sur une scène dont le sens ne pourrait être lu que comme conflit ou protagonisme, comme débat de positions consistantes.

Pourquoi, dès lors que nous admettons cette erreur, opérons-nous *toujours et encore* dans le sens *d'une interprétation des mouvements comme simples théâtres d'oppositions*, et finalement comme procès devant se terminer nécessairement par la victoire des uns et la défaite des autres ?

Attention : il ne s'agit pas ici de vanter les bienfaits d'une position médiatrice, d'un appel au jugement modéré, à l'arbitrage « professionnel », etc. Mais plutôt de parvenir à lire ce qui pousse, dans le conflit même, à s'exprimer, alors que cela ne dispose ni des mots ni même des concepts pour le faire.

Comme si l'énonciation même, encore impossible, ne se réalisait que par le jeu spontané des personnes engagées sur scène, chaque moment devenant tel un « membre de phrase », un élan, une séquence, l'ébauche d'un discours collectif qui, pourtant n'est pas encore articulable, parce que les changements nécessaires pour le faire seraient tellement importants qu'on n'ose encore y songer explicitement ! On compte ainsi -amis et ennemis- sur l'histoire qui se déroule pour « parler pour nous », pour nous révéler « sa » vérité latente ».

Jadis, pythies et poètes, prophètes et ermites pouvaient lancer des propos décalés ou incohérents, mais chargés d'un dénouement inspiré par « le divin ». Nous n'en sommes plus là : personne n'est en mesure de parler pour l'histoire... qui doit parler pour nous. C'est pourtant un progrès. qu'il faudra assumer.

Peter Brown, le grand historien de l'antiquité tardive note un phénomène curieux qui caractérise celle-ci : l'explosion de ce que nous considérerions aujourd'hui comme *hypocondrie généralisée*. Les « Romains tardifs » sont obsédés par des « problèmes de santé » qui se manifestent à travers le mouvement incoercible de petits « daimons » au niveau de leurs organes, de leurs membres, etc., entraînant douleurs, malaises, voire maladies, et suscitant le besoin de soins irrationnels.

Or, rien ne ressemble autant à un mal de fin d'empire mondial que les obsessions si répandues pour la suppression du gluten, l'amitié avec nos bactéries intestinales, la fascination pour la nutrition et la diététique, la détection de « contaminants » jusque-là invisibles et le brusque abandon de « détoxifiants » et autres « compléments », la multiplication de cures et de « coachings » visant tel ou tel « mal-être » par des

méthodes paradoxales, et ceci en particulier au cœur de l'empire agonisant (où se complaît le Cioran du pauvre que se veut Houellebecq). Un psychanalyste de la société éprouve déjà quelque suspicion envers les termes utilisés par nos marchands d'angoisses et d'inquiétudes, à commencer par l'étrange « antioxydant » que l'on pourrait aisément orthographier « anti-occident ». ou légèrement déformer en « anti-accident », voire en allant juste un peu plus loin : « anti-mort ».

Le mot est lâché, enfin, ce qui n'est pas trop tôt. L'actuel déferlement des angoisses somatiques particulières n'est-il pas tout simplement (comme celles qui inaugurèrent l'implosion de la grande civilisation inaugurant la nôtre, à un « moyen-âge » près) une explosion d'anticipations de notre propre mort, effectivement inévitable et inexorable ?

Mais, dans ce cas, pourquoi tant de contours, tant de masques et mascarades pour simplement le reconnaître ? Pourquoi la reconnaissance du maître absolu -celui des « gilets jaunes » aussi bien que des « bobos parisiens », des ultra-libéraux américains aussi bien que des ultra-étatistes chinois ou de la métempsychose indienne encore si vivace sous le matérialisme de composition- ce maître qui fait taire tout le monde, au sens figuré d'abord, au sens propre finalement, pourquoi cette reconnaissance est-elle si difficile ?

Poser la question, c'est y répondre. Nous n'en dirons rien de plus, sinon que nous adorons la maîtrise, et de là, nous nous prosternons avec exaltation devant celle supposée enfin absolue. *La Certitude.*

Le grain de sel est à placer ailleurs : dans la considération de l'effet social et culturel de ce jeu de cache-cache avec soi-même -comme sujet du devoir de

libre parole. C'est un effet d'annonce, bien sûr. Mais est-ce seulement celui de la « fin promise » selon l'ordinaire disposition religieuse ? C'est là que les choses se corsent : il peut se manifester aussi une incidence « cathartique » au travers de ces jeux de parole détournée, frôlant la vérité sans la oser ni pouvoir la dire (mais qui parle d'elle-même). Incidence qui peut aussi servir à mieux vivre et pas seulement à bien mourir.

Prenons la scène complète des « mécontentements », des « révoltes », des irritations réciproques, des procès, des vengeances, des renvois de haines et d'accusations, des montées de gestes mutuellement inacceptables, des provocations, des mots plus hauts que l'autre et de tons qui se haussent du col, des emportements prudents mais mutant en hurlements non programmés, des débordements, des coups inattendus, des petits et gros Pearl Harbour, des partis populistes qui éclosent comme champignons sous la pluie de fatigues, d'arnaques et de morts subites, des suintements de nationalisme en bordures de frontières et partout ailleurs...

Tout cela peut finir en cataclysme, bien sûr, comme cela est arrivé souventes fois dans la turbulence historique et l'acharnement stupide à ne rien vouloir comprendre de ce qui nous arrive, indépendamment du rôle néfaste des « autres », ces ennemis-nés, ces mines de haines poussant sous les puits de pétrole à sec. Quêtes de victoire jusqu'à la dernière goutte du carburant (taxé ou non), comme l'avait prédit très exactement Max Weber (que Hitler avait lu, hélas, en ouvrant déjà les vannes du sang pour le remplacer).

Et pourtant, pourtant, et sans qu'il s'agisse de « transitions » désespérées et impossibles, ultimes travestissements d'une vérité insupportable, quelque

chose d'intéressant pourrait être déclenché par les signes de ce malaise dangereux : la redécouverte de fraternités de lieu et d'échange direct entre personnes, quel que soit *l'effondrement des grandes structures utilitaires* ne favorisant au fond que l'arnaque, la corruption de masse, la normopathie, l'esclavage et finalement l'invasion et l'écrasement.

Car, comme on dit maintenant, « c'est plié » : seule une mondialité d'autonomies (aidées d'ailleurs éventuellement par le « fait » Internet) peut opposer une logique pacifiante aux soubresauts de plus en plus violents, en externe et en interne, des accumulations ordinaires de la puissance, de la peur et de la nécessité.

Voulons-nous éviter la bousculade des coulées migrantes affolées de ne plus jamais pouvoir vivre sur place, poussées par les suivantes, malmenant les précédentes, et répétant sans le savoir les causes mêmes de l'autodestruction de l'Empire d'Occident à partir de 400 ? Ne cherchons surtout pas un généralissime intègre à la Stilicon : il subirait le même sort (imaginez De Gaulle décapité par la foule dépareillée de sa propre soldatesque aux abois) ?

Portons alors partout le modèle d'une autosuffisance fraternelle. Mais pour cela, peut-être aurons-nous besoin d'une métaphore comparant le recyclage des déchets institutionnels et culturels -si envahissants et si enracinés dans notre vieille Europe- et celui des déchets matériels. Nous devons accepter de réétudier en détail nos habitudes administratives et politiques, de telle façon que nous nous rendions capables de « jeter » un grand nombre d'entre elles et de leurs phylums, au nom d'une pensée capable d'utopies courageuses, parfois inspirées d'exemples ancestraux demeurés sans postérité, ou au

contraire d'élans de réalisation concrète, tels que Tocqueville les observait en temps réel de l'autre côté de l'Atlantique, aussi étonné que ravi (sûrement un peu trop, d'ailleurs).

Il s'agit de libérer la pensée de notre propre pesanteur accumulée, de nos concepts usés, laminés par la productivité légiférante elle-même.

Il s'agit de rendre possible la création subite, impensable l'instant d'avant, de solidarités proches, constructives et nourricières régénérant les sols et les gens détruits par les SAFER, les sorciers chimistes, les banquiers sans âme, les administrateurs aux lourdes chaussures sans pieds, les néocoloniaux bourrés de monnaies empoisonnées et, bien entendu, les pseudo-paysans de paille OGM, cadavres cancérisés déjà gonflés en nuages de pesticides évaporés. Là où la taupe de la raison hégélienne, exaspérée par son exploitation révisionniste, ressuscitera plutôt en lombric pour le plus grand bien de nos jardins vicinaux.

Là où nous nous rencontrerons pour, enfin, vivre et mourir à plein temps, renouant la chaîne des générations tellement en souffrance aujourd'hui.

Pour conclure

Je ne nie pas que nous soyons capables de progrès, voire de « perfectibilité » pour reprendre Rousseau. Mais si les progrès existent, ils ne s'engrènent pas seulement au fil des expériences successives. Je les vois plutôt comme tournant, en une spirale ascensionnelle, autour d'un noyau dur de résistances dont l'armature remonte à l'origine de la culture parolière, mais qui s'actualise au cours de l'histoire en « étapes ». Ainsi, sommes-nous désormais avertis que les grandes civilisations ou sociétés à prétention mondiale tendent vers l'inégalité par la surpuissance, et nous avons à plusieurs reprises tenté de corriger cette orientation. Nous y avons à la fois réussi partiellement et rencontré une succession d'échecs. La christianisation de l'Occident, par exemple, fut une tentative majeure, impériale pour tout dire, d'amender une grande société dévorée par son arrogance extérieure et intérieure. Le dogme de l'égalité père-fils, qui a fini par s'imposer entre les schismes et les hérésies diverses reflétait cette orientation au plan théologique. Il a été bousculé en tous sens, mais deux mille ans plus tard, nous sommes encore « travaillés » par ce problème éthique fondamental. Que nous ne parvenions pas à enrayer les reprises régulières du processus d'inégalisation¹⁷² dans le grand nombre ne saurait cacher que ce progrès, s'il existe, consiste au moins dans la conscience douloureuse de ce penchant collectif et individuel.

¹⁷²Déjà récurrent dans le néolithique, comme le remarque l'archéologue Jean Paul Demoule dans *La révolution néolithique en France*, La Découverte, 2007.

La question actuelle, celle qui débouche sur la survie de notre Terre, est une *nouvelle* étape, impliquant de mettre en lumière un autre aspect de la même culture humaine : sa tendance à se précipiter en masse homogène et unique dans les catégories collectives découlant de nos identifications. En un sens, se prémunir contre ses effets les plus néfastes revient à *se rendre enfin capables d'envisager le progrès comme rupture, mouvement inverse, ralentissement remontant de la masse mondialement enflée, soudoyée, disciplinée, mécanisée, droguée, à la pluralité favorable au maintien du sujet de l'acte, sans pour autant reculer dans les avancées culturelles qui soutiennent également ce même sujet du côté des solidarités, y compris celles de l'espèce entière.*

Ce nouveau *genre de progrès* ne sera pas plus aisé que le précédent (celui de la quête interminable de justice sociale) et peut être tout aussi long à établir. Il s'en distinguera pourtant par le type d'effort qu'il sollicitera. Car il exigera de nous tous des qualités de liberté, de courage et de dignité individuelle et collective auxquelles les sociétés nombreuses et concentrationnaires du passé ont souvent préféré, (comme par vagues frémissantes aujourd'hui rétroactivement observées par J.P. Demoule ou J.C. Scott), la peur, l'obéissance aveugle et la demande d'assistance, sans parler de la fascination infantile pour la toute-puissance et la magie. A ce prix, la raison pourrait-elle donc glisser, irréversiblement du côté de l'autonomie, de la liberté, de la pluralité, et donc de l'échappée, de la dispersion et des rencontres qu'elles permettent entre sujets de parole ?

Denis Duclos, Seigny, Paris, le 13 Janvier 2020

duclos.denis@wanadoo.fr

Annexe

Sur quoi porte mon désaccord avec la thèse d'Yves Paccalet (L'humanité disparaîtra, bon débarras !)

Ce livre, qui a remporté le prix du pamphlet (2006), n'est pas répréhensible pour son ton à *peine* excessif (« l'homme est le cancer de la terre »), et mentionne au passage un grand nombre de faits inquiétants peu connus, amplement confirmés ou aggravés depuis sa parution, et qu'il est important de retenir pour une action pertinente à l'échelle de la crise écologique majeure d'ores et déjà engagée.

Mon désaccord porte sur la *jubilation constante* de l'auteur à l'idée de la mort en général et de sa propre mort, tenue pour parfaitement insignifiante au sein de l'univers. Etre fasciné par cette vérité est un trait mélancolique qui n'est pas le mien, et qui n'est pas même compensé par une version du pari pascalien (comme chez Pierre-Henri Castel¹⁷³.) Il entraîne une déviation de l'argumentation : celle-ci doit se soutenir de perspectives apocalyptiques n'ayant rien à voir avec la responsabilité des hommes (comme le météorite-monstre, l'orchestre de volcans, ou l'extinction du soleil !), ceci afin d'ancrer l'idée d'une inéluctabilité : celle de la structure cérébrale présumée limbique ou reptilienne de l'Humain, avide de territoire, de domination et de meurtre.

Or, l'humain n'est pas seulement « reptilien » et si sa capacité de penser en amplifie les pulsions, elle relève aussi de la parole qui en augmente considérablement la possibilité de solidarité, notamment pendant les désastres

¹⁷³ *La fin du monde et le mal qui vient*, Le Cerf, 2019 (op.cit)

(réalité sociologique bien étayée mais ignorée par Paccalet). L'auteur renforce donc constamment la thèse d'une « méchanceté » foncière de l'humain, ce qui est fort proche de l'eschatologisme religieux et moraliste le plus banalisé dans l'histoire.

Du même coup, il s'interdit de penser nos avanies et malheurs comme les effets -non de notre méchanceté- mais bien plutôt des limites et des défaillances de la parole. Cette dernière, en effet, intègre mal la réalité de groupes lointains, et lorsqu'ils se rapprochent, tend d'abord à les considérer en ennemis avant de commencer un lent processus d'assimilation. Paccalet ne semble pas observer comment, au travers même de suites d'épisodes tragiques et cruels, c'est finalement tout de même une tendance à l'unification des segments de notre espèce qui prévaut, quitte à en subir les défauts. Ce n'est pas directement la pulsion vitale qui conduit notre espèce à faire sa propre politique globale (aucune meute de loups ne fait la politique de l'espèce des loups), mais la ressource de la parole. Or cette dernière se confronte alors, simplement pour penser la situation présente, aux nombreuses contradictions issues des étapes précédentes (unifications nationales ou impériales, par exemple, marchés mondialisés bien avant les autres universalités culturelles ou politiques, etc.). Je ne nie aucunement que le béton généralisé, la gabegie énergétique, la croissance démographique explosive, etc. soient des problèmes cruciaux qui mettent en péril l'humain et la nature. Mais je prétends qu'ils n'ont pas encore trouvé le genre de paroles (et de langage) qui conviendraient à leur traitement, avec le moins possible d'effets collatéraux. Il est fort possible qu'il soit trop tard, mais ce n'est pas parce que l'homme est fondamentalement méchant :

c'est bien plutôt parce qu'il ne sait pas encore *reconnaître* les actes de parole qui seraient nécessaires pour éviter le suicide collectif généré par un encombrement de logiques parcellaires et obsolètes.

Comme Castel, Paccalet pense inévitable la troisième guerre mondiale sous égide nucléaire. Il en donne comme signe précurseur la prolifération des capacités de produire la bombe. Il ne lui vient pas à l'esprit que c'est justement la dissuasion mutuelle qui a jusqu'ici interdit le conflit mortel. Certes, même les instances militaires (frustrées de combats) nous avertissent des dangers d'un tel système et sa précarité. Elles sont, au fond, d'accord avec Paccalet et le font savoir par réseaux d'influences diverses. Mais le fait est que les dirigeants actuels des puissances ne peuvent plus, du moins aussi aisément que ceux du XXe siècle, se laisser aller à des haines de masse qui pourraient déboucher sur l'incontrôlable. Ils jouent encore de « conflits de faible intensité »... et de forte mortalité, mais sans jamais atteindre la proximité trop périlleuse d'un déclenchement majeur. Trump s'entend avec les Russes pour refroidir le Moyen-Orient et calmer les ardeurs juvéniles du leader nord-coréen, voire pour avertir les Chinois de ne pas dépasser certaines limites.

Yves Paccalet observe avec justesse la démographie, mais si Ehrlich et sa bombe des naissances le convainc, il ne remarque pas les baisses notables en cours dans certains pays africains. Il semble imperméable à l'idée que la seule inquiétude pour le sort de nos descendants peut induire un vrai frein à la prolifération. Il ne conçoit pas non plus -du fait de sa thèse sur la stupidité méchante de l'humain- que ce dernier n'a pas besoin d'être « bon » et moins encore angélique pour se rendre compte qu'étant dans le même bateau, notre intérêt

« pulsionnel » n'est pas nécessairement de le faire couler. Serions-nous assez stupides pour rééditer l'affaire du Titanic en tout temps et à toute échelle ? Oui, répond-t-il avec véhémence, parce que tout le monde est avide, égoïste, etc... Cela, bien sûr, reste vrai, mais pas plus que la notion d'intérêt bien compris, celui-ci pouvant, par exemple, pousser les capitalistes les plus intraitables sur leurs profits à « investir » à long terme dans la biodiversité ou même dans l'autonomie des familles. Alors, le mouvement s'amplifiant, ce sera plutôt les organisations avides de contrôle et de mise en dépendance qui sembleront ringardes. C'est déjà arrivé maintes fois dans l'histoire économique, les partisans de la qualité et du respect s'assurant d'une survie à laquelle n'ont pas eu droit les endiablés de la marge.

Encore une fois, je ne dis pas que cela se fera en temps utile et avec une efficacité suffisante, bien que les gens, une fois clairement motivés, *peuvent aller très vite*.

En revanche, mon inquiétude personnelle porte plutôt sur la difficulté de penser collectivement et individuellement les solutions les plus raisonnables, qui ne sont jamais les plus « techniques » et s'orientent en direction de la liberté et de l'autonomie des Humains. Parce qu'hélas, il est souvent plus convaincant au premier abord de se laisser piéger par une proposition de fonctionnement automatique et d'échelle géante (capitaliste ou socialiste), que par un projet fondé sur le débat direct entre les gens intéressés à travailler pour eux-mêmes, en ne mettant en commun que la politique de cette pluralité et de l'autonomie qu'elle exige. Nous avons toujours peur que cela débouche sur l'anarchie, alors que c'est le contraire : c'est bien la construction d'un « surmoi collectif » imaginaire qui, en quadrillant le

monde pour le simplifier, et en évitant la parole et ses actes de réciprocité apaisante et limitatrice, crée inmanquablement les conditions massives d'une dégradation continue et d'une déflagration future.

DD, Novembre 2019

Table des matières

1. La figure tutélaire de Darwin, protectrice trop ignorée des sciences de la culture	7
2. Traces de progrès fragiles	21
3. La régression comme progrès ?	27
Histoires de régressions positives.....	35
4. Le scandale rémanent de la sexualité et sa stabilisation.....	41
Sexualité	41
Sexualité naturelle.....	52
Prise de pouvoir sur le sexe.....	61
De l'extinction du sexe à celle de la parenté : Le but inconscient de la société-monde	62
Guan Yin et la plainte de nos souffrances (Face à la jouissance de la logique)	64
5. Parentés, entre nature et culture.....	69
Naissances	70
Le lien sexe-conception (démographie)	70
Sexualité-Parents-Genre ?... ..	76
Parenté et identité	81
Noms de famille et patronymes	83
Etapas de la technoparentalité.....	92
Sexes, genres et parentés en logique pluraliste.	97
La fonction du « pater incertus »	98
Un territoire du familier ?	100
6. Limiter la justice comme vengeance	113

L'Etat d peine à abandonner la loi du talion	122
Obstacles psycho-culturels à l'équivalence crime / dette	126
Conditions d'un respect du Sujet humain dans la "dette pénale"	132
7. Vie quotidienne : tout recentrer par la relation entre sujets souverains et autonomie de subsistance.	1433
8. Pourquoi la technoscience ne tiendra-t-elle jamais ses promesses (sauf les pires) ?	163
La science sera toujours moins complexe que la matière vivante	1722
9. La difficulté	179
Où est l'erreur ? (Y-a-t-il même erreur ?)	192
Paradoxes de l'économie	194
Paradoxes de la géopolitique	200
Paradoxes de la neurologie	204
10. Changer de cap, tirer des bords	207
Pour conclure	223
Annexe : Sur quoi porte mon désaccord avec la thèse d'Yves Paccalet (<i>L'humanité disparaîtra, bon débarras !</i>)	225